



contact : soulevement@riseup.net

Soulèvement / écrit par Mirasol

Introduction

Un spectre hante le monde. Le spectre d'un soulèvement global. Toutes les puissances capitalistes se sont unies en une sainte alliance pour conjurer ce risque. Donald Trump et Xi Jinping, Bolsonaro et Macron, Erdogan comme Jeff Bezos et Zuckerberg, les milices d'Amal et du Hezbollah, les gardiens de la révolution en Iran et les polices de Hong Kong, de France, des USA, du Chili, d'Irak...

Désormais tout ce que nous écrivons sur les réseaux sociaux, simples messages ou articles de presse, est sous la menace de lois de censure votées à la hâte un peu partout, de la France à l'Allemagne en passant par Hong Kong ou l'Algérie, sous prétexte de combattre « la haine ». La Chine interdit l'usage de centaines de mots, dresse un mur de feu de propagande entre le pouvoir et l'aspiration à le renverser, tous les moyens des technologies du contrôle et de la surveillance sont mis au service d'États bunkérisés.

Mais désormais aussi, au soulèvement ici répond le mouvement là-bas. On lit, voit, écoute, se documente et propage à son tour, dans une toile aux innombrables ramifications.

Ce livre n'est pas un manifeste. Le mouvement pour lequel nous prenons parti n'a pas de voix unique ou de direction qui pourrait prétendre parler pour lui, et c'est heureux.

Ce livre propose de discuter stratégie. Il nous faut entreprendre des bilans des mouvements passés, émettre des hypothèses pour les combats à venir, gagner en intelligence collective. La tâche devant nous est immense : abattre l'ordre social mondial, faire tomber les États, changer la vie enfin. Autant prévenir, ce livre aborde beaucoup et résout peu. Il s'adresse et propose de nommer ce qui déjà existe, se lève et se bat : le soulèvement mondial des prolétaires contre des existences réduites à la marchandise, contre la police qui nous y contraint, contre l'ordre social qui s'y reconduit.

*

1

Sur le mouvement des gilets jaunes en France

Position

« Peu importe ce que tel ou tel prolétaire ou même ce que le prolétariat tout entier s'imagine être son but, momentanément. Ce qui importe, c'est ce qu'il est réellement et ce qu'il sera historiquement contraint de faire conformément à son être. »

Marx/Engels, *La Sainte Famille*

« C'est le prix du diesel qui a tout fait partir. On a vu les prix à la pompe grimper, grimper... et peser sur la fin du mois. Et ça, faut l'assumer, c'est la misère. Bien sûr, c'est un terme qu'on n'aime pas. Qui pue le renfermé, qui rappelle Victor Hugo, *Les Misérables*. La misère, c'est le vide du frigo. C'est le froid parce qu'on chauffe pas. Ce sont les lettres d'huissier qu'on reçoit et qu'on essaie d'oublier dans la boîte aux lettres. C'est quand la carte passe plus à Carrefour et qu'on fait un chèque en sachant qu'il est en carton. Et que la caissière aussi elle le sait, mais qu'elle dit rien parce qu'elle aussi elle connaît. (...)

Un mot sur les soi-disant écolos de plateau télé qui nous montrent du doigt en nous accusant de polluer. Ils n'ont pas honte, ces gens. Comme si c'était pas nous qui les bouffions, les particules fines, sur les périphs, dans les quartiers. Comme si on était contre l'environnement, alors qu'on a grandi en étant persuadés de pas couper au cancer, qu'on bouffe de la putain de viande premier prix aux antibiotiques parce qu'on a pas le choix. Qu'on est dégoûtés qu'il n'y ait bientôt plus d'abeilles, que si ça se trouve nos gosses ne connaîtront pas les oiseaux ! Mais le choix, nous, on l'a pas. On est contraints de conduire pour aller bosser, pour payer les courses, pour payer la voiture pour y retourner le lendemain. Contraints d'aller chercher une maison ou un appart moins cher dans la périphérie de la ville, parce que sinon soit c'est trop cher, soit c'est un taudis.

Et ce qui énerve, c'est que les discours sur l'écologie, c'était un mensonge de plus, de la part de gens qui en réalité n'en ont rien à foutre de ces questions. Parce qu'ils savent que nous, ça nous importe. On est en première ligne devant les dégâts.

Alors, le 17, on a bougé. Les gens ne se connaissaient pas, des petits groupes, des gens isolés, tous pour la même chose. Et c'était énorme. Et surtout, ensuite, le 18 et le 19... (...) Sur ces premiers jours, sur les points de blocage, tout le monde s'est mis à se parler. C'est arrivé petit à petit. Ça a commencé parce qu'un camion faisait chier, parce que quelqu'un avait ramené à manger, peu importe. Au début on se demandait juste comment bloquer. Et puis on s'est vite aperçus qu'on avait beaucoup en commun. Que quand on en parlait ensemble, de notre situation, ce n'était plus la fatalité. Y a plus de "c'est la vie". Non, la vie c'est pas ça. Ça, c'est cette société capitaliste de merde, et t'inquiète qu'on va la brûler au milieu des palettes.

Les gens ont échangé les numéros. On a continué, on a fait des roulements : les jeunes, la nuit ; les vieux, la journée. On est nombreux à avoir pris des congés, des RTT. Des ouvriers qui font les trois-huit viennent à la débauche, des intérimaires, des chômeurs et chômeuses, des femmes au foyer. Y a de tout, y a tout le monde.

Quand on dit tout le monde, c'est pas vrai. Parce que la lutte divise, quand elle s'attaque à l'économie, et c'est normal. Ceux qui tirent leurs revenus du travail des autres ne peuvent se permettre de bloquer autrement que dans la symbolique. Dès le 18, les commerçants et les patrons ont commencé à râler, à dire qu'il fallait arrêter, trouver d'autres modes d'action, etc. Tout simplement parce qu'ils ont à perdre dans la lutte, ils ont un chiffre d'affaires, eux.

S'ils sont devenus patrons, c'est pour sortir de la condition de salarié. Demandez-leur, ils vous le diront : ils ne veulent pas "être des moutons", c'est une expression qui ressort beaucoup. Mais qu'ils ne fassent pas style, ils ne sont pas des bergers pour autant. Y a pas de bergers. Y a des moutons et des loups. Et le jour où les moutons se révoltent, on va pas pleurer sur le sort des loups.

On le dit clairement : la seule position qui permette de défendre tout le monde, c'est celle qui défend les prolos. Si nous vivons bien, tout le monde vit bien. Nous on est déjà ruinés, alors désolés mais notre première préoccupation c'est pas de préserver le capital de ceux qui possèdent. »

« *Hop Hop Révolution* », journal JAUNE, n° 1.

On ne peut évoquer la position sociale des gilets jaunes sans parler de cartographie. Sans citer la carte des rassemblements¹, formidablement diffusée avant le 17 novembre, au point de compter 17 millions de vues le 16 novembre 2018, et qui va bondir à 22 millions le jour J, soit 5 millions de consultations en une journée.

Arrêtons-nous sur les deux rôles de la cartographie telle que le mouvement l'a utilisée.

– En premier lieu, se compter et se reconnaître comme une force. Voici pourquoi cette carte, avec l'ensemble des petits points jaunes, a été autant diffusée, relayée : elle est un premier cri de ralliement qui dit : « Nous sommes partout, rejoignez-nous. »

– En second lieu, exercer cette force : identifier des cibles, des objectifs de blocages stratégiques, notamment via la carte interactive des lieux de blocage et d'opération escargot. A noter d'ailleurs que la carte devient collaborative entre le 16 et le 17, et se garnira au fur et à mesure de nouveaux points de blocage mis en ligne par les manifestants (157 points au 22 novembre, 185 points au 27 novembre).

Ce que nous avons sous les yeux et que ces cartes reflètent, ce n'est pas une simple position sociale. Soulignons-le, ce fait désorientera les experts en découpages électoraux des entreprises² de gouvernement : nous n'observons pas plus une simple addition de catégories sociales, de clientèles électorales qu'on pourrait résumer avec des chiffres, des statistiques sur les revenus.

Non, cet ensemble de points ainsi reliés forme un visage. Celui de la classe des exploités. Elle s'éveille, ouvre les yeux. Tout ensommeillée encore, elle ne sait même plus son nom, s'agite dans une série de mouvements confus. Mais chaque jour de lutte elle gagne en lucidité. Et c'est beau³.

Dans les jours qui ont précédé le 17 novembre, les commentateurs télévisuels se sont tous trompés. Et, ce faisant, ils ont contribué à dresser autour du mouvement, de son identification, un rideau de fumée que seuls les feux des palettes, puis des barricades, ont dissipé. Empêtrés dans de fausses images. Incapables de voir dans le monde autre chose que ce qu'ils en donnent à voir eux-mêmes, ils ont cru en une révolte antifiscale menée par un monsieur Tout-le-Monde respectable et client des partis. Ils s'y sont reconnus, même, à l'image de l'animateur clown Cyril Hanouna, clamant haut et fort sa proximité avec nous... Au début.

De la même manière, les réactions de l'ensemble de la classe politique en ont beaucoup révélé sur elle-même. Les bourgeois de gauche ont perçu dans le mouvement des gilets jaunes l'épouvantail d'un populisme honni. Ils ont vu dans le refus de payer le diesel plus cher un bras d'honneur à leurs préoccupations environnementales au demeurant toutes récentes, faites de TVA verte et de niches fiscales pour isoler leur maison secondaire au bilan carbone neutre.

1 Sur le site internet blocage17novembre.com

2 Les partis politiques ne sont que des entreprises. Nous en reparlerons dans la deuxième partie.

3 Le lecteur l'aura compris. Nous n'écrivons pas pour produire une expertise, mais pour tendre un miroir à un mouvement qui est aussi le nôtre. Peut-être ce miroir gagnerait à être mieux poli. Mais le temps nous fuit, comme tous les jours depuis le 17 novembre, et c'est dans cette temporalité-là que nous avons choisi d'écrire, à chaud, au présent. Pour le reste, les années qui viennent fourniront bien à qui le voudra le loisir de procéder à un travail plus scientifique.

Ils imaginaient déjà un Beppe Grillo⁴ prendre la tête de la « populace », pour y construire un parti politique de beaufs xénophobes et eurosceptiques, une bande de Gaulois qui rient en cœur devant Dieudonné, Jean-Marie Bigard et Franck Dubosc en forme de synthèse nationale-populaire.

Les bourgeois de droite, eux, ont cru que le moment de la revanche contre Macron, le spoliateur de Fillon, avait sonné. Qu'il fallait appuyer cette révolte antifiscale. Que c'était le réveil de cette France périphérique dont parlaient certains pseudo-sociologues, celle à qui s'adressait la moitié des discours de Sarkozy écrits par Patrick Buisson, celle qui a un problème d'identité, celle qui veut travailler plus pour gagner plus. Ils ont pensé que le refus de la taxe sur le diesel était le début d'une mobilisation contre l'impôt, et surtout contre l'assistanat, leur ritournelle perpétuelle. Et l'imbécile Wauquiez, leader d'une droite en déroute, a même enfilé le gilet le temps d'une petite tentative de récup.

Ce petit rappel en forme d'étalage de la stupidité des politiques, s'il fait plaisir, est aussi là pour une raison. En monopolisant le discours public autour d'analyses dont la profondeur rappelle celle du petit bassin pour nettoyer ses pieds à la piscine municipale, journalistes et politiciens ont tout de même réussi une chose : à rendre ce mouvement incompréhensible à qui n'y était pas confronté de manière sensible. Les habitants des centres-villes des grandes métropoles, en particulier.

Voici pourquoi ceux-là, enfin, la fraction de ceux-là qui entrèrent dans la lutte, ne le fit que dans un second temps, celui de la manifestation.

D'ici là, c'est autour d'un espace, celui du rond-point, et d'un symbole, le gilet jaune, que vont se rallier les participants. Les deux auront à leur tour fait l'objet d'une certaine confusion. Des ronds-points, il y en a 50 000 en France, pays du monde qui en compte le plus. Des gilets, tous les automobilistes en ont un. Pourtant, derrière cette apparence d'universalité, c'est une classe qui se donne à voir. Celle qui, atomisée dans ses lieux d'habitation comme dans ses lieux de travail, a été un temps donnée pour disparue : les prolétaires et en particulier les ouvriers.

Disparues, les grandes concentrations, les usines de la taille d'une ville où se pressaient des milliers de travailleurs. Les restructurations successives ont transformé profondément les lieux de travail. Les ouvriers sont disséminés en équipes de travail, séparés en de multiples entreprises différentes, statuts différents, dans une cascade de sous-traitance.

Éclatés aussi, les quartiers ouvriers, puisque désormais une partie conséquente de la population laborieuse a été reléguée encore plus loin de la lisière des grandes villes. Il suffit pour cela de voir la croissance permanente du temps consacré au trajet domicile-travail. Nous nous sommes répartis tout autour des grandes villes, à la lisière des départements. Nous sommes les rackettés des péages, les habitués de ces trajets pénibles, avec tout ce qu'ils signifient aussi de pollution à bouffer, d'accidents à risquer, de temps perdus à rouler...

Pourtant, et avec le recul cela saute aux yeux, il restait bien un lieu et une heure où se concentre la classe des exploités : les embouteillages, aux heures de pointe, en périphérie.

Et c'est sur ce lieu précis, pourtant à première vue peu propice à la réunion, que se sont réunis les gilets jaunes. Et si nous nous sommes mis à porter ce gilet, c'est certes pour nous rendre visibles des automobilistes, qui montraient leur soutien à grands coups de klaxon, mais aussi comme une

4 Humoriste italien, surnommé parfois « le Coluche italien ». Il a été la figure de proue d'un des principaux partis italiens, le M5S (Mouvement 5 étoiles), une formation dite populiste qui a connu une progression très rapide en quelques années. Nous reviendrons sur le M5S dans ce livre.

manifestation inconsciente de la classe. Car, depuis quelques années, ce gilet est l'uniforme des métiers ouvriers. Et c'est là une des merveilles de ce mouvement : il a su trouver derrière la jungle des représentations et des identités, au nez et à la barbe des militants gauchistes à qui on a appris que le jaune était la couleur des ennemis, un symbole à la fois commun à tous et spécifique aux ouvriers.

Alors, on a bloqué. Et, surtout, les blocages ont tenu. Sont restés effectifs dans les jours qui suivent le 17 novembre. Et sur ces blocages et sur ces ronds-points, on a beaucoup parlé. Avec le recul, là aussi, on aurait pu s'y attendre. Un phénomène similaire s'était produit en Guyane il y a peu, lors du mouvement de 2017. On peut parler de resocialisation de masse. On peut dire qu'on a refait vivre la communauté ouvrière, celle des soupes communistes pendant les grèves, des liens tissés dans la lutte, celle aussi des femmes qui se retrouvent ensemble et qui sont le cœur de la mobilisation. On peut évoquer la foule de souvenirs qui déjà nourrissent la nostalgie des gilets jaunes. C'est toute une classe qui ne se connaissait pas qui s'est retrouvée. Et qui a mis de côté⁵ le racisme des repas de famille. Ici, sur le rond-point, c'est dans un cadre bien plus large que l'on rompait le pain, qu'on mangeait qui des croissants laissés au passage par un automobiliste qu'on verra refaire ensuite la même démarche tous les matins, qui un couscous gargantuesque... Dans les premiers temps du mouvement, les ronds-points furent submergés par des victuailles, au point que l'on se demandait comment conserver tout ça... Mais au moins, là-dessus, nous étions aidés par les températures hivernales.

Tout de suite, répondons à une objection. Celle qui dirait qu'il s'agit d'une description biaisée parce que, sur les ronds-points, les participants aux gilets jaunes ne sont pas des prolétaires mais des personnes d'horizons très divers, de toute la société.

C'est une illusion d'optique.

Nous étions une écrasante majorité de travailleurs, chômeurs et retraités, souvent de petites retraites, sur les ronds-points. Soutenus massivement par la population, mais en particulier par les ouvriers et les employés. Les cadres et les commerçants sont restés en dehors, et vous pouvez toujours donner l'exemple de Jean-Michel Le Boulanger d'à côté, c'est une exception. Seulement, le mouvement se voulait tellement universel, voulait tellement défendre tout le monde, qu'il a non seulement beaucoup mis en avant ces exceptions, mais aussi qu'il a essayé de les inclure dès qu'il tenait un propos revendicatif.

C'est aussi qu'une autre donnée rend plus floue la caractérisation de classe des participants : l'éclatement. La réalité des exploités aujourd'hui, c'est une multiplication de statuts pour le même travail. Quand on sait que, sur un gros chantier, on peut trouver des travailleurs détachés, des intérimaires, des artisans, des auto-entrepreneurs, des micro-entrepreneurs, des salariés en CDD, en CDI de chantier, en CDI...

Mais creusons un peu. Cet éclatement, c'est aussi celui des nouveaux entrants sur le marché du travail. C'est le lot commun des salariés suite à la loi travail, suite à des années de réformes du CDI, qui ont aussi nivelé par le bas notre condition sociale, pour aligner de plus en plus de prolos sur celle des travailleurs les moins bien lotis, de la grande distribution, du bâtiment, etc. Et les secteurs qui se sont soulevés sont aussi ceux qui s'étaient peu ou pas mobilisés dans les grands conflits de

⁵ Un camarade a fait une remarque à propos de cette affirmation : le racisme a certes été mis de côté, mais pour un temps, et il peut très bien revenir. Nous ne disons pas l'inverse. L'unité dans la lutte peut aussi se briser. La lutte peut perdre, les communautés particulières reprendre leur place. En revanche, nous pensons que ce processus de socialisation de classe, d'unification, montre la voie de la lutte pratique contre le racisme, contre la division.

ces vingt-cinq dernières années (depuis le cycle de luttes entre 1995 et 2010 en passant par la mobilisation contre la loi travail en 2016, ou encore contre la réforme du rail au printemps 2018, ceux qui partaient en grève et qui manifestaient, ce furent surtout les secteurs publics et anciennement publics, qui sont aussi les secteurs les plus syndiqués). Ceux des déserts syndicaux restaient massivement en dehors de ces luttes. Ce qui expliquera aussi plusieurs pratiques spontanées du mouvement, comme les manifs sauvages : les participants au mouvement n'ont pas derrière eux des années de domestication syndicale.

Et lorsque les GJ ont connu des représentants syndicaux, il s'agissait souvent de médiateurs assumés de la relation capital/travail, des délégués vieillissants qui ont cessé depuis bien longtemps, s'ils l'ont été un jour, d'être combatifs dans les boîtes. Oh, ne tombons pas pour autant dans la caricature. Des syndiqués sur les barrages, il y en a eu dès le premier jour. Mais pas en tant que tels, et bien souvent leur participation aux gilets jaunes s'inscrit dans un rejet des cadres classiques de l'action syndicale, où l'on n'obtient rien, ou si peu, et pas pour tout le monde. Nous reviendrons sur cette volonté de lutter pour tout le monde, qui est pour nous l'une des caractéristiques majeures et des plus enthousiasmantes de cette lutte.

Malgré l'atomisation dont nous parlons, quelques « figures » émergent. Chez les hommes, le cariste (conducteur d'un engin de manutention) qu'on a pu voir en action pour se frayer une ouverture chez Benjamin Grivaux durant l'acte VIII, le 5 janvier. Mais on peut citer aussi le livreur, et aussi bien sûr le travailleur dans le bâtiment. Chez les femmes, la figure de la mère isolée, qui travaille dans le médico-social ou dans la grande distribution, est au cœur de la lutte.

On le voit, ce sont des métiers ouvriers et employés (les hommes sont ouvriers, les femmes employées. Bien sûr, cela est vrai en statistique, mais les exemples de l'inverse existent aussi). Mais ce ne sont pas les secteurs les plus qualifiés, et rarement les grosses boîtes.

Ces secteurs sont relativement absents, à l'orée de la mobilisation. Et le pouvoir fera tout pour éviter qu'ils s'y joignent, notamment via la prime Macron. D'autres, avec une mention spéciale pour l'Éducation nationale, se sont même illustrés par un conservatisme qui vient comme l'aboutissement du processus de mutation de la profession de prof.

Un mot aussi sur les passions du mouvement, les sentiments qui le parcourent. N'oublions pas, nous sommes en automne et l'hiver vient. Et sur les ronds-points, autour du feu, c'est tout naturellement qu'on en parle, du chauffage, et qu'on relie le prix de l'essence à celui plus général du coût de la vie. On aura du mal à le payer, notre chauffage. Nous devons arbitrer entre les degrés dans la maison et la viande dans nos assiettes. On se fringue chez Kiabi ou Primark, c'est de la camelote, ça ne dure pas, c'est fabriqué par des ouvrières du Bangladesh payées au lance-pierre... Mais nous n'avons pas le choix. Le poulet qu'on mange a les os si peu formés qu'un peu trop cuit il s'effrite, tombe en morceaux dans l'assiette. Le bio, on aimerait bien au moins avoir les sous pour en nourrir nos enfants, mais comment ? Tenez, on fait les comptes. Tant de salaire. Tant de loyer, de factures. Le gaz, l'assurance, le forfait. Les courses, et l'essence bien sûr. Il reste quoi ? Et surtout, que ce passe-t-il quand la voiture tombe en panne ? Eh bien on fait un crédit. Puis un autre... Et tout ça pour pouvoir continuer à aller bosser ! Aussi, les ronds-points deviennent très vite le théâtre d'une immense libération de la parole de classe. Cette colère sourde, nous n'étions pas seuls à la ressentir. Et la voir éclater nous libère et nous émeut. Et avec elle apparaît une détermination impressionnante. Nous ne sommes pas sortis pour rien. Désormais, cela doit changer. Il n'est plus

question d'attendre, et cette sortie de l'attente pour entrer dans l'action est aussi une des grandes forces de ce mouvement.

Ces premiers jours sur les barrages, ce ne sont pas des habitués de la mobilisation sociale qui font irruption pour bloquer, parfois au péril de leur vie. Ainsi, dès le premier matin, le 17 novembre, une gilet jaune, Chantal Mazet, mourra sous les roues d'une automobiliste, sur un barrage situé sur un rond-point de Pont-de-Beauvoisin, en Savoie. Elle était mère et grand-mère, et selon sa fille, Alexandrine, elle aussi mobilisée avec les gilets jaunes, « venait juste de prendre sa retraite et avait vraiment la sensation que son niveau de vie allait devoir baisser ».

Pourtant, on continue. La détermination dont nous parlions plus haut reste plus forte que tout. Le lendemain du 17, c'est un dimanche. Mais le lundi, les blocages continuent, puis le mardi, le mercredi... toute la semaine, jusqu'au premier samedi de manifestation à Paris. Et si les chiffres donnés par le ministère de l'Intérieur sont tous truqués, ils nous donnent tout de même une idée. Au vu de notre expérience, six mois plus tard et 30 manifestations avec autant de mensonges, mais avec désormais des outils construits par le mouvement (à l'heure où sont écrites ces lignes), on peut estimer le ratio global que le ministère de l'Intérieur utilise pour produire ses stats : il divise par trois les manifestants qu'il compte (hors contexte local particulier, bien sûr).

Or, les chiffres du ministère pour la semaine du 17 au 24 sont les suivants : le 17, pic de 287 710 manifestants à 17 heures dans toute la France, 3 000 manifestations (sites occupés) ; on peut donc estimer autour de 800 000 le nombre de manifestants, sur tout le territoire. Lundi 19, il y a toujours, selon la police, 27 000 manifestants dans la rue au plus fort de la journée, à 350 endroits différents. Et vendredi, 5 174 gilets jaunes étaient encore mobilisés partout en France, toujours selon Castaner... qui nous appelait bien sûr à rentrer à la maison.

On peut estimer qu'un enjeu tactique, nous décourager, a pu inciter le pouvoir à falsifier encore plus que d'habitude les chiffres. Mais une chose n'était pas possible à cacher : la persistance des blocages dans le temps. Ces blocages, on l'écrivait plus haut, on les a tenus près de chez nous. Entre chez nous et notre lieu de travail, pour être exacts, et très rapidement ils se sont concentrés autour des points stratégiques : les raffineries, les dépôts de carburants, les centrales de distribution des supermarchés.

On peut ici revenir sur une trajectoire du mouvement, qui va se poursuivre durant tous ces mois de mobilisation. Il est en permanence traversé par une tension entre ce qui est nécessaire pour la lutte et ce qui l'est pour continuer à être ensemble. Ainsi, une bonne partie des ronds-points deviennent des lieux de vie, de discussions, de rencontres, bref des points de ralliement, plutôt que de réels points de blocage. On y filtre les camions, mais on ne bloque pas ou plus. Pourtant, ce sont des points vitaux au sens où ils forment une permanence de la lutte dans l'espace, mais aussi des points d'entrée dans la mobilisation... Ce qui n'empêche pas les débats de se tenir dans le mouvement : faut-il ne privilégier que les points de blocage efficaces et durs ? Mais alors, où se retirer quand on se fait virer ? On trouvera plus tard le même enjeu autour des manifestations, tout entières suspendues entre la logique de confrontation avec le pouvoir et la nécessité d'être des espaces où le mouvement se retrouve, se compte, échange. Bien sûr, ce sont les deux qu'il nous faut. La question de la concentration de nos forces ne se pose que face à l'offensive du pouvoir. Cette offensive fut plus longue à se mettre en place que d'aucuns auraient pu le croire. On a avancé plusieurs explications, notamment autour d'une « sympathie » de la police ou de la gendarmerie pour le mouvement. Cette sympathie fut sûrement réelle chez beaucoup de policiers ou gendarmes, qui de

fait partagent avec les autres prolétaires une condition commune, bien que leur position sociale les situe de l'autre côté de la barricade. Mais surtout, dans les premiers temps, le maintien de l'ordre était dépassé. Il faut dire qu'il était confronté à son pire cauchemar : la conjugaison entre des blocages diffus sur l'ensemble du territoire et des offensives de rue, le tout produisant une situation pré-insurrectionnelle.

C'est aussi en rapport avec cette situation qu'il faut analyser l'attitude des syndicats, CGT en tête, en ce début de mobilisation. Rappelons que la CGT, à l'époque, refuse de se lier à la lutte en cours et, dès le 30 octobre, dénonce cette mobilisation comme issue de l'extrême droite. Cette attitude aura été très mal comprise des milieux gauchistes, qui se sont empressés d'y voir la confirmation qu'ils étaient en face d'un mouvement réactionnaire.

Puisque nous abordons le sujet de l'extrême droite, il semble clair que cette mobilisation, si elle n'a pas été lancée par elle, a été relayée par la droite radicale et nationaliste, qui y a vu la réalisation de ses fantasmes nationaux-sociaux. Et il ne serait pas étonnant qu'une étude nous montre, dans les prochaines années, que des groupuscules furent à la manœuvre, ou noyautèrent les groupes Facebook à l'orée du mouvement. Mais une chose est sûre : ils furent submergés par la réalité de ce mouvement, qui leur échappa presque partout⁶ dès le premier jour de mobilisation effective dans l'espace public.

Pour revenir à la CGT et à son opposition au mouvement, on peut penser que des raisons très différentes de celles évoquées par la direction en furent à l'origine. Nous ne sommes plus en 68. Rappelons qu'à l'époque la CGT et le PCF avaient commencé par dénoncer « les agitateurs gauchistes faisant le jeu du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes »... avant de prendre la tête des grèves lorsque celles-ci devinrent impossibles à maîtriser.

Ce qui a changé, ce n'est pas l'identité politique des agitateurs que la CGT dénonce. C'est plutôt sa capacité à prendre la tête d'un mouvement social de cette ampleur. Or, pour la centrale syndicale, il est hors de question de jouer les seconds couteaux. D'autant qu'entrer dans la danse, c'est aussi devoir rendre des comptes à l'État en matière de maintien de l'ordre, c'est le rôle des représentants. Ce qui signifie, pour les bureaucrates syndicaux, qu'il n'y a que des mauvais coups à prendre en appelant à participer à cette lutte. Exposer sa faiblesse, se faire dépasser... et en plus devoir rendre des comptes à l'État en expliquant pourquoi on n'a pas pu canaliser les manifs et les blocages. Nous en sommes là, durant cette semaine qui sépare ce qu'on appellera plus tard l'Acte I et l'Acte II.

Un mouvement social d'une ampleur inédite depuis 1968 voit le jour, et il paraît clair qu'aucune force sociale ou politique n'est en mesure d'en prendre la direction, de le calmer, le canaliser. Mai 68, c'est d'ailleurs l'une des principales références du mouvement, avec 1789 et, dans une mesure moindre, 1936. Pour nous, l'explication est simple : ce sont les seuls moments où, dans la mémoire des exploités en France, nous avons gagné des choses. Ce sont aussi des moments où les masses se sont mises en mouvement et ont fait l'histoire.

Bientôt, décembre sera là. Et tout semblera possible.

6 Dans certains endroits, localités où l'extrême droite et notamment le RN ou des réseaux nationalistes étaient plus conséquents, ils ont pu exercer une influence plus grande, et surtout barrer la route à la participation au mouvement de franges plus larges de la population laborieuse. On peut dire sans trop se tromper que, là où ils furent les plus forts, le mouvement resta faible.

Opposition

« *Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait.* »

Mark Twain

« *Dans un milieu réactif, la vitesse à laquelle se déroule une réaction en chaîne est mesurée par le facteur de multiplication. Le facteur de multiplication (...) est le nombre moyen de neutrons émis par une fission qui engendrent une nouvelle fission nucléaire (...).* »

Wikipédia, article « Réaction en chaîne (nucléaire) »

Le premier moment du mouvement aura été celui où, sur les ronds-points, on voyait les flics (ou plus souvent les gendarmes) avec nous. Ce n'est donc pas pour rien si dans les premiers temps, sur les ronds-points, les blocages, dans les manifestations, on entendait ce slogan. Cela va changer radicalement en décembre. Un mois de décembre qui commence tôt : dès le 24 novembre. Dans une première confrontation à Paris, en forme d'explosion qui à son tour va déclencher une réaction en chaîne.

Pour saisir l'impact de ces trois journées, celles des 24 novembre, 1^{er} et 8 décembre, demandons-nous pourquoi encore aujourd'hui l'odeur de la première bouffée de lacrymogènes produit, chez nous qui y étions, une réaction paradoxale. Nous associons à cette odeur une sensation de force collective dans le fracas de la manifestation émeutière. Elle renvoie à l'entraide, elle renvoie en fait à ce moment précis où nous nous constituons comme émeutiers. Où nous cessons d'être une foule qu'on ballote pour devenir une force qui se déploie. C'est la persistance de cette sensation⁷, sa recherche, qui nous fait revenir encore et encore manifester, qui nous a tant de fois fait refuser de nous disperser. Elle indique la puissance de ce moment. Car c'est au cours de la bataille que se constitue un sujet collectif, un « nous » gilets jaunes. Mais, d'emblée, soyons clairs : si dans ce chapitre nous parlerons plus précisément des trois journées enthousiastes de décembre, ce qui se manifeste dans ces moments-là ne peut se réduire à une révolte fugace. Ce sont les premiers pas encore hésitants, comme un enfant qui se lève pour la première fois, de ce qui peut devenir une force révolutionnaire.

Et notre force collective ne se donne pas à voir seulement sur le moment de l'émeute. Elle est aussi là sur les blocages, sur les ronds-points. Le moment de la manif est surtout un changement d'échelle, car nous sommes plus nombreux et nous nous reconnaissons. Mais nous avons pu connaître des moments analogues d'enthousiasme, d'entraide, de force collective, dans d'autres espaces du mouvement.

Ce qui s'est passé le 24 novembre à Paris a plusieurs dimensions. En premier lieu, il s'agit d'une émeute qui a déstabilisé les forces de l'ordre. Mais pas n'importe où. Ce qui a été ravagé, ce sont des portions entières des quartiers vitrines d'une des métropoles capitalistes mondiales. « La plus belle avenue du monde » a été attaquée, répétaient inlassablement les médias dans cette boucle du show où les chaînes d'infos en continu, dont l'audience a explosé durant cette période, ont réussi à unifier la pub, l'info et la propagande politique.

7 La sensation, pas l'odeur. Car l'envers de cette constatation est aussi présent : nous avons respiré ces gaz des dizaines de semaines durant. Ils nous ont fait suffoquer, encore et encore, et nous les détestons autant que nous aimons nous retrouver. Et puis nous n'avons aucune idée des effets à long terme de cette exposition, semaine après semaine, à des armes chimiques, même « de basse concentration » (ce qui reste à prouver quand on nous en envoie des dizaines et des dizaines dans un petit périmètre).

Mais voilà, cet événement n'aura échappé à personne : c'est sur le terrain de l'ennemi que la bataille s'est tenue. Contrairement aux ronds-points, qui sont chez nous, qui sont les lieux de la concentration des travailleurs, la manifestation émeutière du 24 est allée porter ses coups chez l'adversaire, dans un quartier où nous n'avons les moyens ni de vivre ni de consommer, ou alors de façon exceptionnelle et seulement dans certaines boutiques-chaînes, comme MacDo, Sephora ou Häagen-Dazs.

On peut même aller plus loin en termes de portée, pour nous demander à quel moment de l'histoire récente des luttes des exploités en France une offensive a été portée sur ce terrain. En sortant de la guerre de position pour attaquer. En déstabilisant aussi violemment le maintien de l'ordre. En provoquant la peur dans les rangs de la bourgeoisie parisienne, principal soutien et bailleur de fonds du Président Macron, le mouvement a été plus loin même qu'il ne se l'imaginait. C'est l'image du colosse qui ne connaît pas sa force qui vient en tête.

De la sorte, la journée du 24 aura ouvert la voie à un décembre explosif dans la France entière, car le pouvoir, déstabilisé, va se retrouver contraint de dégarnir partout, pour fixer une part conséquente de ses troupes à Paris. Ce qui jouera aussi sur la persistance de nos ronds-points jusqu'au 11 décembre. Mais n'anticipons pas. Nous sommes le soir du 24, et, dans une sorte d'effet Larsen, les chaînes d'infos diffusent en continu des images des Champs-Élysées. Les manifestants rentrent chez eux et en parlent à leurs amis. Et sur Facebook. Et partout. Et on se met à causer du 1^{er} décembre.

Nous ne pouvons qu'imaginer les préparatifs fébriles de la Macronie avant le 1^{er} décembre... Il faut comprendre qu'à ce moment précis la clique dirigeante est faible. Isolée dans l'appareil d'État, ne disposant pas des relais tentaculaires classiques des partis, elle reçoit rapport sur rapport des services de renseignement, qui lui indiquent que la colère sociale qui traverse le pays est immense. Le cauchemar des flics, c'est de ne pas identifier celui qui tire les ficelles. Car, dans la vision policière du monde, il n'y a pas de place pour les masses agissant de façon spontanée. Il s'agit d'identifier qui manipule. Il s'agit de trouver chez l'ennemi une police, un autre soi-même à attaquer, à réduire. Et là, les rapports indiquent : il n'y a pas un parti, pas un petit embryon d'État, pas une quelconque organisation, mais tout le monde. Pas seulement l'ultra-gauche, pas les réseaux nazis⁸, etc. ; ce sont les anonymes, qui se préparent, ouvertement bien souvent. Ici, c'est Lucas, Lina, Inès, Maxime⁹, toute une équipe à peine majeure, amis depuis le lycée, à Tours, Poitiers ou Orléans, qui vient s'entasser dans un Airbnb et fume des pétards en attendant la manif. Là, c'est Marcel¹⁰, la cinquantaine, ouvrier du bâtiment qui prend un Ouigo¹¹ pour monter à la capitale, peut-être pour la première fois, si on excepte un week-end à Disneyland avec les minots. Dans son sac, un marteau et un burin, et une intention de dépaver les rues pour fournir ses camarades en projectiles.

Alors, dans sa fébrilité, l'État a envoyé aux forces de l'ordre des consignes simples. Coûte que coûte, défendre les lieux de pouvoir et de transport, en particulier les gares. C'est ainsi par exemple que, en défendant la gare, les flics toulousains vont lancer le début des hostilités et faire une première victime qui restera de longues semaines dans le coma. Il s'agit de faire peur, il s'agit de

8 Oh, bien sûr, certains veulent tirer leur épingle du jeu et se poser en direction : voilà une tournure d'esprit que l'État comprend. Et c'est peut-être aussi pour cela qu'il a su tomber très vite sur la petite initiative des nazillons de matin du 24. Mais revenons au 1^{er} décembre.

9 Il est évident qu'il s'agit d'exemples fictifs.

10 Idem note 8.

11 Train low cost de la SNCF pour casser les conditions de travail des cheminots.

mettre en fuite. Mais ce que n'a pas compris, ce que ne peut anticiper le pouvoir, c'est que la foule qui se masse face à lui ne connaît pas les règles du jeu. Ne négocie pas. N'est pas là pour produire le spectacle d'une contestation dans les clous. Nous sommes là pour agir, et si les objectifs sont flous, il est clair et net que nous ne reculerons plus. Alors, quand la police attaque et blesse, spontanément, l'indignation qui monte dans la foule, c'est celle d'une masse qui se décide. Comment ça, on nous attaque ? Mais nous sommes le peuple¹² ! Nous nous battons pour tout le monde¹³ ! S'ils nous cherchent, ces abrutis d'en face, ils vont nous trouver ! Et là où les cortèges syndicaux reculaient, la foule charge. Et dans des chantiers tout proches de nos villes qui sont perpétuellement en construction, on va chercher de quoi alimenter des barricades. Des équipes se forment, des gens qui ne se connaissaient pas, d'autres si. Des lignes de front se créent, se fixent. On s'organise. Et la police cède. Elle est à de nombreux endroits mise en déroute.

Et on se parle. Et on entend dans la foule des manifestants qui s'émeuvent et disent tout haut : « Ils vont dire qu'on est des casseurs ! » Et on se répond, dans la foule : « Et alors ? Ils diront bien ce qu'ils veulent », et, à la volée, on se jette des idées : « On est pas là pour simplement casser. On veut gagner ! »

Gagner. Ici, c'est par le feu, qu'on allume sur la préfecture. Là, on se défend. Il se constitue quelque chose, et cette fois-ci c'est partout en France, enfin, dans des centaines de lieux. Et la rumeur se répand, avec elle les renforts arrivent. Ceux qui travaillaient sortent à peine du boulot, alors que l'après-midi se termine, pour se plonger dans la foule. Les petits qui déboulent des cités, excités comme des puces, et qui cherchent « les casseurs et les anarchistes » pour s'y joindre.

Cette proto-insurrection en restera au stade de l'émeute qui se généralise, mais qui est encore limitée dans le temps comme dans les esprits : demain reste dimanche. Et puis, quand même, cette tête de con de Macron, il va comprendre, maintenant, non ? Pourtant, des souvenirs reviennent, à bien creuser. De ces moments où l'on a cru entendre que des manifestants avaient pris la radio France Bleu et appelaient la ville à nous rejoindre. Qu'il fallait tous aller par ici, on a trouvé un chemin pour attaquer... Mais attaquer quoi, d'ailleurs ? Et une fois sur place, déjà, la marée se retire, pour s'élancer ailleurs.

Soudain, la nuit est tombée. Les rues se vident peu à peu, on se dit qu'on ne verra plus la ville de la même manière. Mais on rentre chez nous, et peu à peu les irréductibles sont chassés, poussés, éloignés et gazés bien sûr, encore et encore. Dans la rue, on se reconnaît. Le passant que tu croises fait un clin d'œil, un signe de la main, et dit : « A samedi prochain ! »

Affolés, les médias sonnent le tocsin. Nombreux que nous étions à avoir quelque peu oublié notre téléphone au fond de la poche, on apprend que la préfecture du Puy-en-Velay – on ne sait même pas où c'est¹⁴ ! – brûle. Que Toulouse est ravagée, et puis il y a Paris...

Samedi prochain, c'est loin.

Et pour les lycéens d'un peu partout, mais surtout, si l'on y prend garde, autour des principaux points où l'émeute du samedi était puissante¹⁵, il s'agit de continuer dès lundi.

12 Nous y reviendrons.

13 Et on parlera de ça, aussi.

14 Désolé, camarades, ça n'enlève rien au geste.

15 « *Toulouse, Versailles et Créteil font partie des académies les plus touchées. Des scènes de violence ont éclaté à plusieurs endroits : près du lycée professionnel Jean-Pierre-Timbaud à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), une voiture a été incendiée, du mobilier urbain dégradé et un magasin de téléphonie pillé. D'autres incidents (jets de projectiles sur les forces de l'ordre, incendies de poubelles...) ont aussi été recensés à Bordeaux, Toulouse, Pau,*

A Toulouse, en région parisienne, les centaines de lycées touchés sont bien souvent des lycées professionnels. Les enfants des gilets jaunes, entend-on souvent. Encore une fois, cela indique aussi l'origine de classe des mêmes gilets jaunes, dont les enfants sont... des jeunes ouvriers.

Ces jeunes ouvriers usent des mêmes pratiques que les gilets jaunes plus âgés, se meuvent dans la ville de la même façon et s'écrient en chœur : « Macron démission ! » Bien sûr, il y a des revendications. D'ailleurs, un mouvement lycéen balbutiait avant les gilets jaunes. Mais ce qui a tout déclenché, c'est le 1^{er} décembre. Et ce que font les lycéens à ce moment-là – débrayer, quitter leur lycée en manif sauvage et souvent émeutière pour aller motiver le lycée d'à côté à les rejoindre – est à observer avec attention : la voie qu'ils montrent, c'est celle du dépassement de la séparation de la grève et de l'émeute, c'est aussi la voie de l'extension du mouvement. Il est assez logique que ce soient les lycéens qui, les premiers, arpentent le chemin de l'extension de la lutte. Sur les lieux de travail, les concentrations ouvrières ont diminué, nous l'évoquions au chapitre précédent. Et puis, il paraît plus naturel à des lycéens de sortir aller motiver ceux d'à côté, qui peuvent être aussi du même quartier... En somme, prenez des centaines de jeunes ouvriers qui savent pertinemment que leurs seules perspectives c'est le chômage, Uber Eats et le bâtiment. Chauffez-les à blanc tout un week-end, depuis l'événement dans la rue jusqu'aux discussions en famille en passant par BFMTV en boucle. Réunissez-les le lundi : boum !

Le pouvoir a saisi très vite le potentiel explosif de la situation. Et il a réagi en frappant, fort. Il a laissé sa police déployer un niveau de violence rare sur un mouvement lycéen, voire peut-être inédit depuis 1986. Citons bien sûr l'impressionnante humiliation et brimade collective dont ont fait l'objet plus de 150 lycéens de Mantes-la-Jolie.

« [L]es collègues étaient en sous-effectifs par rapport à cette bande de jeunes casseurs¹⁶. »

C'est dans une vidéo tournée par un policier lui-même que nous verrons les images de ces jeunes, à genoux les mains sur la tête, pendant que le même policier ou un de ses collègues s'exclame le tellement symbolique : « Voilà une classe qui se tient sage ! » Nous y reviendrons.

A Toulouse, toute la semaine du 3 au 8, le métro est fermé par épisodes, pour tenter de juguler l'afflux de jeunes. Les manifs se font quotidiennes. Et déjà, les forces de retour à l'ordre, y compris à l'intérieur du mouvement, font face à celle qui tente le dépassement. Des services d'ordre sont improvisés par des parents gilets jaunes, pour « protéger les enfants de la police »... En jouant le rôle d'extincteur à la place de celle-ci. La répression est aussi administrative, là encore d'une rare violence.

Pendant que la répression s'abat sur les lycéens, en haut, ça grenouille. Le bloc de l'ordre se constitue, se bunkérise. Les bourgeois parisiens, en particulier ceux du 16^e, ont eu des sueurs

Limoges, Dijon, Lyon ou encore Thionville et Forbach en Moselle... "Nous déplorons bien sûr cette violence mais le gouvernement doit entendre cette colère que nous partageons avec les gilets jaunes", poursuit Louis Boyard, qui sera reçu au ministère de l'Éducation nationale ce mercredi. "Pas sûr que nos revendications soient entendues, on organise déjà l'Acte III qui aura lieu vendredi 7 décembre", poursuit-il. » « Le mouvement lycéen durera-t-il ? », Amandi Hirou, L'Express, publié le 04/12/2018.

froides¹⁷ : il faut agir, et vite. On remballe les rancœurs, la droite se rallie, Sarkozy est reçu à l'Élysée.

Mais revenons à Mantes-la-Jolie, c'est important. Nous sommes le 6 décembre. Un jeudi. Après-demain, c'est samedi, la manif, quoi. Déjà sur Facebook, bientôt à la télévision, partout on voit ces images de jeunes à genoux. On parle de scène de guerre. Cette mise en scène, ce sont les flics qui l'ont produite, tournée, et diffusée. Il ne s'agit pas de dire que ce fut un calcul stratégique, que ce fut pensé, utilisé comme une arme psychologique. Mais force est de constater qu'elle marche ainsi, cette vidéo ; elle produit de la peur. Elle dit : « Nous ne reculons pas à brimer, humilier, violenter des mineurs, des lycéens et lycéennes. Nous sommes prêts pour la guerre. » Elle fait aussi écho aux menaces du ministre de l'Intérieur, aux propos anonymes attribués à un CRS et relayés abondamment : « Qu'il n'y ait pas eu de morts samedi, c'est miraculeux. Si on continue comme ça, il y aura des morts, c'est certain. Si la violence continue crescendo, on aura un carnage, c'est sûr. » Ou encore à ceux attribués¹⁸ à un policier de la BAC qui indique que s'il se « retrouve acculé à la merci de casseurs, « il ne [lui] restera que [s]on 9 mm de service ».

En somme, une petite musique de la peur se répand. L'État est un monstre, sous ses atours de service public. Et nous voici soudain dans un film d'horreur. On s'identifie aux personnages impuissants, qui entendent au loin le rugissement de la bête. L'État nous rappelle que, sous la répression dont on se souvient à tort comme ayant été « non létale¹⁹» des manifestations en 1968, il y a le massacre des Algériens de 1961.

Et ce qui s'ouvre sous nos pieds, c'est un gouffre. Aller plus loin est encore possible, comme on saute d'un immeuble à l'autre, mais pour cela mieux vaut ne pas perdre son élan. Et voilà que l'on s'interroge. « Ne sommes-nous pas allés trop vite, trop loin ? Voulons-nous vraiment nous engager dans l'aventure d'une révolution ? Jusqu'où tout cela nous mènera-t-il ? Et si c'était dans une dictature ? »

Le 8 décembre, est une réédition du 1^{er}. Nous n'avons pas franchi le pas de plus. Bien sûr, les affrontements furent rudes. Et peut-être qu'à Paris, ou à Toulouse, ou dans d'autres lieux encore, d'intensité plus forte. Mais nous n'avons pas mué. Nous avons approfondi l'émeute, mais sommes restés sur le seuil de l'insurrection.

Et c'est aussi dans cette semaine-là, entre ces deux samedis, que la revendication du RIC19 prend son envol, apparaît aux yeux d'un nombre croissant comme la solution miracle, celle qui nous protège de l'arbitraire de l'État, tout en nous épargnant une révolution. Bien sûr, il y a des moments où tout semble pouvoir encore basculer, dans ce déploiement de force prolétaire. Pensons aux Champs-Élysées, à l'arc de triomphe, aux grandes barricades en flammes dans tant de villes, au premier bourgeonnement de graffitis... qui annonce une immense floraison dans les semaines qui viennent. Mais ces moments se figent déjà en images.

Nous l'ignorons à ce moment-là, mais quand la nuit tombée nous rentrons enfin chez nous, en cette soirée du 8 décembre. Quand nous nous saluons à nouveau dans les rues, avec les passants. Quand on se prend à nouveau à s'écrier : « A la semaine prochaine ! » et qu'un sentiment de répétition nous saisit, ce n'est pas qu'une émotion fugace. C'est un présage. Nous entrons dans une boucle.

Le matin blafard du 11 décembre, l'auteur de ces lignes était sur un rond-point. Nous filtrons les voitures, c'est-à-dire qu'elles ne passent qu'une à une. Vers 8 heures et demie, deux journalistes

17 V. Schneider, « Gilets jaunes : le jour où les quartiers chics ont eu peur », *Le Monde Magazine*, 20/07/2019.

18 Croire sur parole les médias bourgeois sur ce type de procédé est au mieux de la naïveté.

d'une chaîne d'information arrivent pour nous interroger sur les perspectives que nous imaginons après l'allocution présidentielle. C'est que, la veille, Macron s'est exprimé devant les Français, comme disent les journalistes. 23 millions de téléspectateurs ; et les rediffusions, les interminables débats sur Facebook. Peut-être, sans doute qu'il l'ignore lui-même, mais il a réussi son coup. Oh, pas qu'il déploie plus d'habileté oratoire que son habituel niveau de jeune requin. Et ce n'est pas immédiatement perceptible, de là où nous sommes, mais le couvercle se referme. Sur le rond-point, où nous avons battu en retraite après une tentative ratée de blocage de raffinerie, les habituels klaxons de camions nous saluent toujours. Et à chaque voiture qui passe devant nous, nous échangeons quelques mots sur l'allocution présidentielle, et personne ne semble dupe. Mais c'est aussi ainsi que l'on ne quitte plus une certaine position. Celle d'un mouvement massivement soutenu, mais qui cesse de croître.

Les semaines qui suivent, l'Empire contre-attaque. Les ronds-points, nos bases opérationnelles, sont une à une reprises. Elles sont parfois aussitôt réinvesties, mais Noël arrive, on attend la rentrée. Cette position d'attente, nous l'avons quittée le 17 novembre. Et alors que le froid gagne, que les feux de décembre vacillent, les actions que nous menons perdent de la quotidienneté. Là où le mouvement avait déjà amorcé une unification, comme dans la région toulousaine, celle-ci s'accélère. Ailleurs, le phénomène inverse se produit, et les querelles entre groupes viennent ajouter à la répression.

La fenêtre insurrectionnelle s'est refermée.

Composition & recomposition

« *Sommes-nous un mouvement réel ou le simple véhicule d'une réforme de l'État ?* » Cette question, malgré toute l'énergie déployée, le mouvement des gilets jaunes n'a pas su, ou pu, y répondre. Voici, selon nous, la raison de notre défaite. Et durant la semaine entre le 1^{er} et le 8 décembre, le mot d'ordre du RIC se répandra comme des puces de lit dans un dortoir en été... Ce que nous avons voulu exposer dans les chapitres précédents, c'est comment, entre le 17 novembre et le 9 décembre, le mouvement gagne chaque jour de la puissance, de la densité, de la qualité. Comment, il produit à ce moment-là, tout minoritaire qu'il est, un événement social incontournable.

Commençons pas retourner en décembre. On ferme les yeux (métaphoriquement, bien sûr, sinon vous ne pourrez pas lire les lignes qui suivent) et on inspire. La fraîcheur de l'air nous rappelle que nous sommes en hiver. Il fait sombre, les lumières qui nous éclairent sont artificielles, d'un jaune qui résonne sur nos gilets. L'odeur du gaz se dissipe. Nous sommes le soir du samedi 1^{er} décembre. Partout, les manifestants rentrent chez eux. On discute, bien sûr, par petits groupes. On surprend, dans le métro, des conversations exaltées, des rires. Sur le chemin, les groupes peu à peu se séparent, et, un peu partout sur les visages, la lueur des smartphones remplace celle des lampadaires. Déjà, on s'interroge en ligne sur la suite, on commente, publie, like, partage. D'autres feront de même une fois à la maison, et on peut presque sentir dans l'atmosphère le bourdonnement des ondes. Car les gilets jaunes, faut-il le rappeler, c'est aussi une myriade d'assemblées virtuelles qui se tiennent en permanence, dans l'antre de l'ennemi, hébergées par Facebook. Ce sont des centaines de groupes locaux, régionaux, nationaux, qui ont énormément participé à l'ampleur du mouvement. On y discute, on partage aussi des images, des vidéos, et ainsi de suite. On y débat, à la fois des perspectives et des revendications. Et on y écoute avec attention, aussi, les avis de ceux qu'on s'est pris à suivre, depuis quelques semaines, les « célébrités du mouvement ». Des stars naissent dans le mouvement, étoiles filantes ou plus durables. Ce ne sont pas vraiment des leaders, au sens où on pouvait l'entendre dans des mouvements plus traditionnels. S'ils doivent leur notoriété à une certaine capacité à parler en public, à se mettre en scène en vidéo sur Facebook, ils tiennent ou perdent leur popularité en fonction de leur aptitude à se faire les caisses de résonance des courants dominants du mouvement. On peut citer Eric Drouet, l'un des initiateurs du mouvement contre la taxe sur le carburant, ou Priscillia Ludosky. Mais c'est un autre de ces influenceurs¹⁹ qui nous intéresse ici, du moins l'une de ses interventions. Il s'agit de Maxime Nicole alias Fly Rider. C'est lui qui, le premier, va donner à la revendication du RIC²⁰ le coup de pouce qu'il lui fallait pour apparaître au premier plan, via une vidéo sortie le 5 décembre. Ce n'est certes

19 Influenceurs, le terme est de Tristan Leoni. Nous sommes nombreux à être arrivés aux mêmes conclusions, les mêmes rapprochements avec ces personnalités issues d'Instagram, Twitter et Cie. Ces sortes de stars du mouvement, surtout celles qui ont tenu sur la durée, partagent un certain nombre de caractéristiques. Une mise en scène permanente de leur vie en rapport avec le mouvement, mais aussi la capacité de fonctionner comme des éponges, qui viennent absorber les courants de pensée du mouvement à un moment T pour les restituer sous la forme de vidéos synthétiques ou de statut Facebook. Ce qui explique aussi la grande confusion de leur production, un jour appelant à l'insurrection, le lendemain à la grève, le surlendemain au boycott, ou propageant des théories du complot ou encore défendant les « petits commerçants », etc.

20 Étendard de petits courants confus, se revendiquant comme la démocratie directe, le RIC est en France indissociable de son promoteur attiré, Etienne Chouard. Il s'est fait connaître pour son engagement en faveur du « non » durant la campagne sur le référendum constitutionnel de 2005 en France. Universitaire, juriste, il se revendique d'une conception radicale de la démocratie, afin de garantir une « souveraineté populaire » mise à mal selon lui par la construction européenne. Il est aussi connu du fait de ses déclarations en faveur du boutiquier d'extrême droite Alain Soral, mais aussi de sa confusion sur la question du génocide des juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Il est donc dénoncé, à raison sans doute, comme proche de l'extrême droite. Le problème est alors de ne pas argumenter contre ce qu'il énonce, mais sur qui il fréquente et soutient. Bien sûr, ces contacts révèlent sur le personnage, mais il nous semble plus intéressant de mener une critique des propositions que des personnes.

pas la première fois que le RIC apparaît. Il était déjà présent dans les 42 revendications mises en avant quelques jours auparavant par plusieurs groupes de gilets jaunes. Cependant, si c'est grâce au ralliement de Maxime Nicolle que le RIC obtiendra l'oreille de la masse des gilets jaunes, la raison pour laquelle le mouvement va si largement reprendre cette revendication, c'est qu'elle arrive au bon moment : nous sommes au milieu du Rubicon et beaucoup ont peur. Sortis il y a quelques semaines dans la rue pour protester contre des conditions de vie odieuses, ils ne sont pour autant pas prêts pour l'aventure de la révolution. L'Etat, ce monstre de film d'horreur, se retourne contre eux, et ils semblent n'avoir d'autre choix que celui de l'affronter. Ils le savent, nous le savons – nous avons assez vu ce genre de films – que lorsque ce moment arrive il est hors de question de se disperser. Et soudain, comme tombé du ciel, voici qu'on leur propose un pipeau, un instrument à vent, en leur disant : « Si vous soufflez assez fort là-dedans, vous pouvez faire du monstre ce que vous voulez » – domestiquer le monstre, sans avoir à l'abattre. De plus, en se concentrant sur un dispositif institutionnel sans trancher aucune question sociale, l'unité est préservée, sur la base d'un plus petit dénominateur commun : la volonté de changement. Le succès est immédiat, et dès lors, peut-être, nous avons perdu.

Bien sûr, la peur de la répression et de l'inconnu n'est pas la seule raison pour laquelle le mouvement s'oriente dans un sens ou dans un autre. Il suit aussi en cela une voie qui lui est propre. On peut le comparer, à ce moment-là, en décembre, à une sorte de torrent dévalant la montagne. Un cours d'eau suit toujours la voie de la moindre résistance. Il contourne les obstacles lorsqu'il s'y retrouve confronté. Mais si l'obstacle, un barrage par exemple, est trop grand, s'il obstrue le lit du torrent, alors l'eau monte peu à peu dans le barrage, finit par peser sur l'obstacle, pour enfin l'emporter. Ici le mouvement s'est retrouvé face à l'État. Il a saisi la porte de sortie qui s'offrait à lui : le RIC. Il a contourné l'obstacle sans l'emporter.

Pourquoi ? Parce qu'il n'était pas assez puissant²¹, que son lit n'était pas assez profond pour peser suffisamment, accumuler des forces et détruire l'obstacle. En d'autres termes, parce que c'était un mouvement minoritaire. Massivement soutenu, pas assez rejoint. Comment une dynamique sociale devient-elle majoritaire ? Pourquoi, à ce moment précis, cette semaine-là, avons-nous perdu, avons-nous battu en retraite ? Bien sûr, parce que nous étions affaiblis par l'ennemi. La répression a frappé fort. Elle a surtout joué sur de nombreux ressorts psychologiques, notamment avec l'épisode de Mantes-la-Jolie que nous avons décrit plus haut. Mais la répression n'est pas suffisante pour expliquer la défaite à ce moment, pas cette semaine-là : en quelque sorte, la dernière où nous étions à l'initiative. Et bien sûr, comme toujours, la principale faiblesse était interne. Le RIC, le compromis, la réforme de l'État, l'unité dans un cadre démocratique²², le refus de l'affrontement insurrectionnel, au profit du conflit bientôt ritualisé, tout cela n'a pas été apporté de l'extérieur, c'est une orientation qu'a pris le mouvement lui-même.

Mais, et c'est l'une des principales propositions de ce livre, c'est aussi une rupture au sein même du mouvement. C'est la manifestation de la victoire d'une hégémonie sur une autre. L'hégémonie démocrate-populaire l'a emporté. Il s'agissait dès lors non plus de *vaincre contre l'État*, mais de le *convaincre* de se réformer.

Cette proposition a affaibli le mouvement en le limitant à une certaine position de peuple en attente d'une réforme, par ailleurs impossible, de l'État.

21 En écrivant cela, nous avons conscience que nous n'apportons pas de réponse définitive à la question lancinante du pourquoi ? Nous ne pouvons qu'énumérer les ingrédients, cerner le moment où la mayonnaise n'a pas pris. Où la force, la dynamique a fait défaut. Nous avons perdu car notre mouvement était plus faible que l'ordre. Donc, il s'agit pour nous d'établir où était sa force, où étaient ses faiblesses. Qui l'emportera demain ? Cela, nous le verrons.

Pourquoi affaibli ? Car pour rester en lutte, les prolétaires ont besoin que la vie se transforme. Ce n'est pas une histoire de morale, c'est le propre de leur condition sociale. En janvier, février, nombreux sont ceux qui avaient cramé toutes leurs réserves, voire accumulé encore plus de dettes, de crédits et qui ne pouvaient faire autrement que de tout miser sur le samedi, ce qui sortait de fait la lutte de la quotidienneté.

Et nous ne parlons pas seulement de travail, bien que cette question soit centrale. La condition de prolétaires, ce n'est pas qu'un travail. C'est la contrainte et la dépendance²².

La contrainte de travailler, de trouver un revenu, car nous sommes contraints de payer pour tout.

La dépendance aux diverses formes de communauté, pour obtenir un emploi, un logement, l'appui nécessaire aux mille besoins de la vie sociale, au premier rang desquelles nous trouvons la famille²³. Là-dessus, le mouvement des gilets jaunes a montré sa force en même temps que ses limites. Lorsqu'à la mi-décembre l'offensive primordiale est stoppée, Noël approche, c'est-à-dire la fête familiale la plus importante en France. Et nous assistons alors à un phénomène nouveau : c'est sur les ronds-points que, dans nombre de lieux, les gilets jaunes choisissent de réveillonner.

Cela va marquer l'acte de naissance d'une sorte de familialisme, de communauté gilets jaunes, évidemment centrée sur le niveau le plus local. Ce n'est pas sans rappeler un retour à la forme communautaire du village, en particulier dans les zones rurales. Et cela pose des bornes au mouvement (bien qu'il soit important de garder en tête que ces bornes ne sont pas, au départ, infranchissables), bornes qui donnent à réfléchir.

Pour vaincre, pour s'étendre dans le temps et dans l'espace, les prolétaires n'ont d'autre solution que d'amener l'offensive jusqu'au moment où ils sont capables de changer leur situation grâce au mouvement lui-même. Ne plus avoir peur de l'huissier ; ne plus payer le loyer, sans crainte ; ni le chauffage ; aller prendre les denrées sans payer, etc. – en somme, s'organiser pour ne plus exister dans la contrainte de sa condition de prolétaires. Et, bien sûr, cela signifie s'opposer à l'État.

C'est ce cap que le mouvement n'a pas franchi, c'est le moment où l'hégémonie a basculé.

Et un mouvement qui échoue devant cela non seulement bascule dans la défaite, mais devient et produit de la communauté. Car la communauté est la forme d'entraide existant dans cette société. Sauf que ce n'est pas seulement de l'entraide, mais aussi un ensemble de liens, un filet, qui reconduit des rapports de subordination sociale. Car s'y manifeste l'ensemble des divisions et des rôles sociaux qui existent dans cette société. Les femmes sont renvoyées à leur rôle social²⁴. Les prolétaires restent à leur place et s'ils sont aidés par des petits patrons, comme cela s'est vu à de nombreuses reprises dans ce mouvement, alors ils leur sont redevables. Voici, à son niveau le plus élémentaire, la manifestation de la défaite de l'hégémonie prolétarienne, la manifestation de la reprise du mouvement sur les rails d'une hégémonie populaire, démocrate. Pour autant, n'oublions pas que l'événement qui constitue cette communauté, c'est l'irruption de la lutte, c'est l'expérience commune du moment pré-insurrectionnel. Cela conditionne donc tout le reste, toute la suite. Il n'y avait pas de pureté prolétarienne dans les premières semaines. Il n'y aura pas de pureté démocrate dans cette mouvance gilets jaunes. L'ombre de la classe est toujours là.

22 Ce n'est pas sans raison que les deux carottes de la société capitaliste (le rêve américain en est une pure illustration) pour faire marcher les prolétaires, sont la richesse et l'indépendance. Évidemment, c'est un mensonge idéologique.

23 Et, immédiatement après, l'État, la communauté nationale.

24 D'où les manifestations de femmes qui apparaissent dès la mi-décembre et qui sont l'illustration de la nécessité pour celles-ci de se défendre en tant que telles.

Cet échec, ce basculement, est-il une cause ou une conséquence de l'échec de l'élargissement, l'approfondissement dans la classe ? Nous sommes restés un mouvement minoritaire au sein même de la classe des exploités, pourquoi ? Nous n'avons pas été rejoints par l'immense majorité des travailleurs, des ouvriers des grosses entreprises, des secteurs publics. Pourquoi ?

On peut dire, d'une part, qu'en perdant l'offensive nous perdions la capacité d'entraînement de l'ensemble. Nous cessions d'être un événement social central, qui polarise, qui attire à lui. On ne rejoint pas le camp du drapeau blanc, tout au plus on le plaint, on le soutient, on sympathise.

On peut dire, d'autre part, que nous nous sommes retrouvés, nous qui étions partis à l'assaut, dans la position de celui qui se lance dans une bagarre et s'aperçoit qu'il n'est pas suivi par les siens : en face, les brutes s'approchent, mais bien peu de ceux qu'il espérait rallier le rejoignent, la plupart se contentent, sur le côté, de crier des encouragements. Que faire alors ?

Nous n'avons pas de leçons à donner au passé, ni de reproches. Nous avons des leçons à en tirer. Cherchons la dynamique, la force du mouvement : l'hégémonie des prolétaires. Et si nous avons ici concentré notre analyse sur le mouvement gilets jaunes, nous pensons que cette perspective est généralisable aux soulèvements que notre époque connaît et connaîtra. C'est ce que nous verrons dans la dernière partie de ce livre.

Toujours est-il que nous perdîmes alors l'impulsion, la dynamique. Et le mouvement glissa peu à peu, au fil des mois, dans autre chose, une mouvance, avec ses solidarités, ses rituels, mais aussi l'absence de clarté politique qui caractérise la communauté. Car, en devenant une famille, nous ne lavons plus le linge sale de la même manière.

Au point précis où la question de la révolution se pose, le mouvement se fige. Nous sommes dans un jeu d'enfants, Un, deux, trois soleil²⁵. Chaque samedi entre le 24 novembre et le 8 décembre, nous avons avancé. Désormais, nous sommes tout près du mur et nous restons figés. Aller plus loin, briser ce mur, c'est franchir le pas décisif de la constitution du sujet : agir pour soi. Nous ne le franchirons pas cette fois. Mais le soleil de décembre se lèvera de nouveau.

A partir de la mi-décembre, le mouvement cesse de s'étendre. C'est peu perceptible, pour nous qui sommes aux premières loges, car il ne cesse pas de vivre pour autant. Comme des coulées de lave, il ne gagne plus de terrain, mais reste brûlant... et le volcan fume encore. De plus, il est difficile de ne pas voir, dans ce qui reste, un mouvement.

Nous ne sommes pas dans la configuration classique d'une mobilisation verticale, tenue par des états-majors capables de « siffler la fin de la récréation » (quelle expression évocatrice !) comme les directions syndicales l'ont fait durant tant d'années. Ceux qui ont tenté de jouer ce rôle ont été efficacement critiqués, voire dénoncés ou même chassés s'ils persistaient. Ils ne s'y risquent plus, ou perdent tout crédit et sont oubliés. C'est une bonne chose, mais cela rend aussi difficile la discussion autour des options stratégiques.

25 Pour rappel, voici les règles de Un, deux, trois soleil. On se place derrière une ligne, à quelques dizaines de mètres d'un mur. Le but est de courir jusqu'à toucher le mur. Mais pour rendre le jeu intéressant, un autre joueur surveille la scène. Lui est adossé au mur. A intervalles réguliers, il tourne le dos à ses camarades, et s'écrie : « Un, deux, trois soleil ! » On ne peut avancer que lorsqu'il ne regarde pas. Quand il se retourne, on se fige. Si on bouge, on est éliminé, ou on doit retourner au point de départ.

Or il semble de plus en plus que nous ne sortons pas de la boucle des manifestations réprimées et minoritaires. Cette boucle rappelle par certains égards celle où, dans nombre de films ou de romans²⁶, le héros se retrouve piégé, revit sans cesse le même jour.

Ce que ces œuvres proposent, c'est une réflexion autour du devenir des personnages. Pris dans la boucle, ils expérimentent, vivent et se changent eux-mêmes. Nous avons vécu des dizaines de fois ce 8 décembre où nous avons été piégés. Mais le mouvement (là où il a su tenir) a aussi appris, a mûri. C'est en ce sens qu'il est encore un mouvement.

Il nous faut exprimer la fin de notre premier assaut, l'offensive du pouvoir qui y répond et ce que cette défaite porte d'amertume. Car l'offensive du pouvoir s'intensifie après la mi-décembre sur les ronds-points, partie clé de la contre-attaque. Et elle porte ses fruits. Le nombre de ronds-points occupés quotidiennement décroît, et avec nos ronds-points c'est l'un des principaux moyens pour le mouvement d'être visible et joignable qui s'affaiblit. La manifestation va acquérir une nouvelle centralité, et cela au moment même où elle perd l'offensive.

De l'offensivité, de l'ingéniosité aussi, il y en a encore dans le mouvement gilets jaunes, qui va même faire preuve, au cours des semaines et des mois qui vont suivre, d'une imagination immense, au service d'une profonde détermination. Mais si des percées tactiques sont encore possibles (usage de parapluies, généralisation de la pratique des banderoles renforcées...), l'ascendant stratégique est désormais du côté du pouvoir... Malgré des tentatives de remobilisation aux accents épiques.

Ainsi, les manifestations nationales où nombre de gilets jaunes se déplacent afin de se concentrer dans une ville différente chaque semaine. Mais elles sont contrées par des dispositifs policiers qui bien souvent attaquent préventivement. Les manifestations nationales à Paris rassemblent massivement, mais se ritualisent. A l'ultimatum I succède l'ultimatum II...

Nous sommes passés, sans percevoir sur le moment la transition, d'une offensive pour vaincre le pouvoir à une offensive spectaculaire, dont l'objectif est avant tout de montrer que nous sommes encore là, pour remobiliser le mouvement et manifester la vitalité de la lutte.

Pour essayer de pallier la faiblesse qui nous gagne, nombreux sont ceux qui, dans les gilets jaunes, se mettent à lorgner sur des possibilités d'alliance sociale ou politique. On cherche à trouver la force qui nous manque, et avec une certaine naïveté le mouvement se retrouve submergé par des rumeurs de toutes sortes. Les « gens du voyage » arriveraient en masse à la prochaine manifestation, les « black blocs » seraient sur le pied de guerre, les « habitants des cités de banlieue » seraient en passe de rentrer dans la lutte... Cette accumulation de clichés est révélatrice. Elle indique la fin du moment où le mouvement était assez fort pour produire l'unité nécessaire à la lutte.

Faut-il le rappeler, des gens du voyage, des habitants des quartiers pauvres, il y en a depuis le début dans les gilets jaunes. Ils font partie du mouvement, sans mettre en avant une identité particulière. Mais c'est bien là ce qui se joue : dans ce qui, avec le recul, marque le début de la décomposition du mouvement, les identités reviennent, se cristallisent. Chacun est renvoyé à son rôle. Mais n'allons pas trop loin, sous peine de ne pas voir la vitalité de ce mouvement, qui sait aussi ne pas s'enfermer dans ses propres pièges.

26 Le film le plus connu est sûrement *Un jour sans fin*. Pour les romans, on vous conseille *Replay*. Ce procédé narratif a été très largement utilisé. Une page Wikipédia lui est consacrée, sur laquelle vous trouverez de très nombreuses références.

L'exemple des black blocs est à ce titre révélateur de la réapparition des clichés, des rôles figés, mais aussi de leur réinterprétation par le mouvement.

Le black bloc est une tactique émeutière, née en RDA en 1980 afin d'opposer à la police est-allemande une résistance plus efficace. Il s'agissait de résister à des expulsions de squat, de lieux de lutte. Pour cela, les personnes ou les groupes participant s'habillent en noir et se masquent, constituent un bloc dans la rue, qui permet de se reconnaître tout en se rendant difficilement identifiable par les forces de l'ordre.

Le black bloc peut donc être constitué de n'importe qui. Bien sûr, on assimile plus ou moins cette pratique aux mouvances anarchistes, autonomes, communistes révolutionnaires, car ce sont ces courants qui l'ont inventée. Mais, en soi, ce n'est qu'une pratique, et son usage n'indique pas forcément une proximité avec des idées anarchistes, par exemple.

Suivons le chemin par lequel cette pratique a été intégrée dans les gilets jaunes. En premier lieu, les « BB », comme on les appelle familièrement dans le mouvement, sont des figures repoussoirs. Il n'y en a pas dans les manifs, nous ne sommes pas un bloc noir, mais jaune réfléchissant... mais nombreux sont les gilets jaunes qui se méfient des black blocs quand même. On craint leur venue, comme on craint plus généralement celle des « casseurs ». C'est que les médias, dans un intense travail de propagande, nous les dépeignent sous les traits de fous furieux qui « s'infiltrent » dans les manifestations pour casser des choses, n'importe quoi, afin de satisfaire des pulsions.

Cette crainte des « casseurs fous » s'estompera. Chez les uns très vite, chez les autres peu à peu. Déjà, on se rend vite compte que la violence de ceux que les journalistes aux ordres appellent des casseurs n'est pas aveugle²⁷. Qu'elle se dirige contre des cibles précises : des banques, des agences d'intérim. Les manifestations deviennent le théâtre d'intenses discussions entre les participants, sur la pertinence de telle ou telle cible. Ces discussions sont souvent vives, parfois elles tournent à l'altercation : nous ne sommes pas un mouvement pacifiée, tant mieux, nous sommes vivants. Mais les gens discutent, réfléchissent, se renseignent et tirent les leçons des épisodes répétés de répression violente. Très vite, c'est l'option « pacifique » qui va se retrouver sur la sellette. « Comment rester pacifique quand tu vois ce qui se passe dans les manifs ? » entend-on souvent.

Alors, chez les gilets jaunes, nombre de groupes informels qui se sont créés dans le mouvement ou qui y ont participé ensemble, car amis depuis le collège, car collègues de taf, commencent à se pencher sérieusement sur les tactiques d'affrontement de rue, d'autodéfense. Ils visionnent des heures et des heures de vidéos YouTube. On se fait tourner un documentaire sur les événements de la place Maïdan. On organise un peu partout des réunions clandestines, où les participants se surnomment entre eux « les braves, les déters, les vaillants²⁸ »... Et qui visent à coordonner des groupes en vue de résister à la répression policière dans la rue. Tout à la fois, à ce moment-là, c'est-à-dire dès la mi-décembre, il s'agissait de tenir coûte que coûte nos actions de blocage mais aussi de résister dans les manifestations contre les charges policières. Les « vaillants » s'organisent sur un modèle qu'ils sont loin d'inventer. Sans bien souvent le savoir, ils marchent sur les traces des groupes de combat de tous les moments révolutionnaires. Les gardes rouges ou noirs dans les

27 Contrairement à la violence des forces de l'ordre, qui semblent souvent frapper sans discernement dans la foule manifestante. Ce sentiment est renforcé par leur usage massif des gaz, des lanceurs de balle de défense (LBD) et des grenades offensives à fragmentation, dites « de désencerclement ».

28 Et au sein desquels le nombre de femmes est plus faible que la proportion de femmes en général dans les gilets jaunes. C'est un indicateur de la spécialisation militaire, de ses dangers. Tant que l'offensive était l'affaire de tous, elle était celle de toutes... Cependant, là aussi, il s'agit de ne pas tomber dans la caricature. Car, dans bien des cas, les femmes sont toujours présentes, et souvent en première ligne, à tenir les banderoles, elles s'exposent, se battent.

débuts de la Révolution russe, les groupes du Secours rouge durant la révolution allemande, etc. Dans tous les cas, on fonctionne par cooptation, on envoie des délégués retrouver les autres groupes, on ébauche une organisation plus vaste...

Et les premiers BB apparaissent en manifestation. Pourtant, dans les premiers temps, ils ne forment pas de bloc. Ce sont plutôt des individus ou des petits groupes qui cherchent à reproduire ce qu'ils ont vu sur des vidéos en ligne.

Ce qui se formalise peu à peu, c'est un partage des rôles dans la manif. Les éléments les plus déterminés se rassemblent. Ceux qui se retrouvent souvent en tête, qui tiennent des banderoles renforcées avec du carton ou du PVC afin de protéger les manifestants des tirs de LBD.

Et, sur les réseaux, on commence à voir apparaître des cagoules sur les photos de profil, et nombre de gilets jaunes se proclament BB. Ce qui transforme alors une pratique spécifique, dans le temps de la manif, en identité particulière. Parmi ces profils, et en particulier sur Facebook, un certain nombre sont aussi sûrement créés par les services de renseignement, qui commencent à s'alarmer de la montée en puissance de ceux qu'ils n'ont pas encore baptisés les « ultra-jaunes » et qui cherchent ainsi à s'informer sur eux. Quelques mois plus tard, le 16 mars à Paris, des colonnes de manifestants gilets jaunes habillés en noir seront ovationnées par la foule. Dans cette ovation, beaucoup ont vu le verre à moitié plein : la défaite des discours de division entre bons manifestants et méchants casseurs. Hélas, le cocktail est aussi à moitié vide. Car cela montre que le mouvement se scinde entre ceux qui soutiennent la lutte de rue et ceux qui la pratiquent, et qui restent minoritaires. On pourrait même aller plus loin, et avancer que c'est le basculement dans une pratique défensive que le bloc vient entériner malgré l'image d'offensivité qu'il renvoie.

Cette minorité d'« ultra-jaunes » (c'est bien sûr délicat de reprendre ces termes de flics/journalistes, mais il correspond à une figure que, justement, flics et journalistes traquent particulièrement) concentre sur elle une police qui ne lésine pas sur les moyens. Infiltration²⁹, filature, veille sur les réseaux, brigade spécialisée dans le visionnage de vidéos sur YouTube, de vidéosurveillance, usage de trombinoscope en manif, tout est pensé pour faire tomber les gilets jaunes les plus déterminés... Quitte d'ailleurs à frapper sans discernement tout autour des cibles, pour être bien sûr de les atteindre. Les méthodes de maintien de l'ordre mutent, évoluent. La répression se durcit, la police, au sein de laquelle le malaise est palpable, s'enfonce dans la violence.

Mais quittons un peu la manifestation pour nous pencher sur l'autre sujet qui va agiter le mouvement, à partir du début de janvier 2019 : se relancer à la base. Il serait difficile de faire le point de tous les appels à reprendre les ronds-points depuis cette période. De nombreuses tentatives ont lieu, qui permettent de reconquérir certaines bases, mais hélas bien souvent de manière éphémère.

Ce qui va alors cristalliser les attentes d'une fraction conséquente des gilets jaunes, c'est l'appel, à l'initiative des syndicats et en particulier de la CGT, à deux journées de grève générale, le 5 février puis le 19 mars. Jusqu'à présent, la « convergence », comme l'appellent les militants des organisations de gauche, n'attirait pas les foules dans les gilets jaunes. Et pour cause, il suffisait d'enfiler un gilet jaune et d'aller manifester ou bloquer pour rejoindre le mouvement. Nul besoin de « converger ».

29 Policiers infiltrés ou agents provocateurs civils rémunérés ? Au moins un cas d'infiltration a été démasqué à l'heure où nous écrivons ces lignes. Nous ignorons le statut véritable de cette personne comme de ceux qui sont encore dans nos rangs, à n'en pas douter... Les informations manquent pour trancher précisément, et au fond la distinction importe peu.

Ce qui est à l'œuvre ici, c'est la même dynamique de décomposition que nous avons décrite un peu plus haut dans ce chapitre. La perte de l'offensive fait lorgner nombre de gilets jaunes du côté d'alliés potentiels, à même de donner la force de franchir l'étape de plus, celle qui soulève, « qui souffre et se met en grève », comme dirait sans la nommer le chanteur Georges Moustaki.

Et puis, du point de vue de l'appareil syndical, la situation n'est plus exactement la même qu'en novembre-décembre. En premier lieu, il y a désormais un point stable sur lequel s'appuyer pour montrer la combativité du syndicat, sans partir dans une « aventure » révolutionnaire : accompagner les grèves pour la prime Macron. De ce point de vue-là, il est clair que le pouvoir a bien joué. Il a non seulement circonscrit les gilets jaunes, mais aussi fourni un motif clair, net, syndical, de mobilisation dans les clous. En second lieu, l'appareil syndical vieillit. Chez les dirigeants les plus ouverts, on voit bien que les gilets jaunes sont une immense manifestation de la combativité de la classe. Et on se dit sûrement que, passé les premières amours révolutionnaires, une partie de ces nouveaux venus feraient d'excellents syndicalistes : après tout, les syndicats en France ont bénéficié d'un immense afflux de membres après 68.

Résumons la relation entre le mouvement des gilets jaunes et les centrales syndicales. Pas d'attraction au début, voire de la répulsion. Puis, chemin faisant, chacun des partenaires raisonne et pense que, peut-être, il y a un intérêt à faire un bout de chemin avec l'autre. L'un est jeune et assez naïf. Il est célibataire, n'a jusqu'à présent jamais envisagé le couple.

L'autre, déjà centenaire, est un habitué des relations de pouvoir, et puis il est marié, à l'État. Il est même entretenu par cet État. Un État qui est pourtant un partenaire particulier, qui délaisse, qui souvent même est maltraitant... Mais avec qui le syndicat a construit tant de choses ! On parle d'une relation difficile, certes, mais surtout ancienne. Alors oui, parfois, le syndicat aime voir ailleurs. Mais au fond il est fidèle à son partenaire. Il ne risquera pas le divorce. Mais s'il peut profiter encore, à l'hiver de sa vie, d'une belle jeunesse... Le jeune mouvement gilets jaunes se raisonne, se dit que ce vieux mouvement syndical a de beaux restes, qu'il est peut-être encore à même de bloquer le pays, que c'est ce qui lui a manqué en décembre ! Le vieux, de son côté, sait que ce qui compte, c'est de ne pas perdre le contrôle. C'est lui qui fixe les rendez-vous. Et on parle à chaque fois d'une brève journée, qui ne déborde même pas sur le matin suivant.

Il n'y a pas d'amour dans cette relation, mais du calcul. Et on ne se risquera pas à dire « nous ». Car ce qui est proposé, c'est une sorte d'alliance, où chacun reste à sa place, et où tout est fixé à l'avance.

C'est en définitive l'opposé même de ce qui composait les gilets jaunes : la spontanéité, l'organisation horizontale de cette spontanéité via la carte des rassemblements, le refus des représentants, la persistance des actions dans les jours qui suivent... Pourtant, nombre de gilets jaunes ont tenté le coup, peut-être aussi en espérant déborder, encore une fois déjouer les pronostics. Ils n'ont pas compris que le contrat qui leur était proposé, celui de la convergence, était strictement défini.

Ce terme de convergence est assez spécifique à la France, bien qu'il en existe des déclinaisons dans les pratiques d'autres mouvements à l'international. Au premier abord, converger signifie se diriger vers un même point. Dans son acception générale, c'est en fait une expression qui vient remplacer celle de « front commun » ou de « front unique ». Mais la disparition du terme de front permet de passer sous silence les débats qui existaient dans le mouvement ouvrier, autour des modalités précises d'organisation de ces fronts.

Le débat principal étant « front à la base » ou « front au sommet ». En clair est-ce que se constituent des comités d'action, assemblées, points de ralliement des parties prenantes de cette « convergence », ou y a-t-il uniquement des accords entre les chefs des organisations existantes ?

Cette question est ancienne, elle a déjà été débattue durant le Front populaire. Notons qu'à l'époque le révolutionnaire russe en exil Léon Trotski se prononçait, dans un texte intitulé « Front populaire et comités d'action », pour l'organisation de structures de base où organiser le mouvement. Depuis, ses disciples ont changé leur fusil d'épaule. En France, où l'extrême gauche se revendique très majoritairement (de près ou de loin) de Trotski, ces gens qui parlent de convergence ne risquent pas, ne risquent plus, de remettre en question les prérogatives des directions des syndicats !

Ainsi, ce qu'on appelle aujourd'hui convergence, c'est essentiellement le synonyme de « cartels d'organisations ». Et quand, comme dans les gilets jaunes, il n'y a pas de direction du mouvement, cela signifie pour ce même mouvement « suivre ce que disent les directions des appareils » au nom de la « convergence ».

Depuis le début, nous étions confrontés à de nombreuses difficultés dans la lutte, mais du moins nous les affrontions ensemble. Nous avons le contrôle sur notre mouvement. La grève générale, telle qu'elle a été posée par les directions de syndicats, nous est apparue lors de ces deux journées comme un objet extérieur, décidé par eux. Un objet sur lequel nous n'avons que très peu de prise.

Évidemment, dans ces conditions, fort peu de choses sont possibles. Et de fait, il sort peu de ces journées, en tout cas pas du tout le regain de force attendu. Mais si on veut tout de même en tirer une leçon, c'est que nous devons nous méfier de cette dépossession du mouvement : méfiance envers toutes les forces qui nous proposent de « converger » en fixant le cadre par avance.

Si, il y aurait une chose à ajouter à la critique de la convergence, pour aller plus loin, et peut-être comprendre un peu mieux le rôle des groupuscules dans ces propositions politiques : il s'agit aussi de tenter de constituer une représentation de la lutte, à même de négocier avec d'autres forces. S'ériger en direction pour négocier, s'approprier la possibilité de parler au nom de tous les gilets jaunes, ce n'est pas abstrait. Nous avons vécu durant notre lutte en gilets jaunes – et en particulier dans la préparation de ces journées de grève – des moments où des militants essayaient, au nom de la fameuse convergence et de la nécessité de s'entendre avec les syndicats, de figer le mouvement dans une certaine représentation.

Cela signifie toujours définir le cadre duquel le mouvement ne doit pas sortir. En un mot, encadrer. Nous ne le redisons jamais assez : tout ce qui encadre le mouvement participe de l'étouffer. Défions-nous de toutes ces directions autoproclamées. De toute centralisation des décisions.

Mais puisque le sujet est sur la table, parlons de la démocratie dans ce mouvement, comme proposition politique d'organisation. Nous aborderons plusieurs fois le sujet dans ce livre, il est l'un des sujets principaux de la deuxième partie. Mais c'est devenu un concept tellement vide qu'il est difficile de le délimiter. Ici, il est question de la démocratie comme forme d'organisation.

La démocratie, c'est très abstrait. Pour de nombreuses personnes, il y a la fausse démocratie, qui est grosso modo celle qu'on connaît, celle des élections, celle des pays démocratiques, et puis il y a la vraie ; celle à laquelle on aspire, celle où le « peuple » a son mot à dire. Celle-là, bien sûr, n'existe pas. Ce serait à nous de la réaliser, notamment dans nos luttes.

Cette façon d'envisager la démocratie est très commode. Car, chaque fois que son usage pose problème, on peut dire que ce n'est pas le vrai usage. Au fond, la démocratie idéale, justement,

n'existe pas et on peut même dire qu'elle n'existera jamais. Aussi, nous nous bornerons à parler de celle qui existe. La démocratie réellement existante est toujours l'art d'obtenir une représentation, la plus fidèle possible, à un moment donné.

La démocratie est donc toujours conservatrice, dans le sens où elle représente toujours le moment précis où la représentation a été fixée, au détriment du mouvement. Pour le dire différemment, la fonction première de la démocratie, c'est de constituer un ordre. C'est au fond la meilleure arme du maintien de l'ordre que peut utiliser un État, car elle lui permet d'éviter la contrainte, de susciter l'adhésion, le sentiment d'être représenté, écouté. Elle permet aussi un renouvellement de l'État, par l'intégration des opposants, notamment dans les échelons locaux, au premier rang desquels les mairies. Mais n'anticipons pas.

Les gilets jaunes ont rejeté la démocratie au profit du mouvement. Nous avons rejeté tout ce qui figeait nos luttes, préféré l'action au vote. Il s'agit aussi d'une rupture franche avec le mouvement des places et ses manies de voter tout et n'importe quoi.

Tenez, imaginez. Vous marchez dans la savane, oui, nous sommes en Afrique de l'Ouest. Il fait chaud, il fait sec, le soleil est haut, et peut-être que la chaleur fait danser quelque peu l'air autour de vous, dans cette jolie ondulation qu'on voit, parfois, dans les documentaires. Soudain, une gazelle bondit, vrombissement brun, et aussitôt un guépard surgit qui la file de près : mouvement, vélocité. Vous avez, c'est un miracle, votre appareil photo dans les mains. Vous vous apprêtez à photographier le paysage. En cet instant, deux possibilités s'offrent à vous.

Si vous voulez photographier l'animal, vous en aurez une représentation figée : en pleine course, comme paralysé, mais à jamais dans l'image. Si vous voulez photographier le mouvement, vous aurez du flou et, pour donner une idée d'un résultat à la hauteur, nous sommes tentés de parler plutôt peinture, d'aller chercher chez les impressionnistes, par exemple William Turner, une idée d'une belle représentation de la vitesse, de la lumière et du mouvement.

Ce que nous voulons dire avec cette métaphore et malgré les limites de ce genre d'exercice, c'est que le mouvement est rétif à la représentation figée. Parce qu'elle ne fixe et ne donne pas à voir le mouvement lui-même, mais le décompose en objets statiques. Un décor ; un guépard ; une gazelle. Où est le mouvement ? Nous ne voyons ici que des objets en deux dimensions.

Voilà d'ailleurs pourquoi c'est à partir de sa phase de décomposition/recomposition que l'idée d'une représentation du mouvement gilets jaunes a acquis une certaine audience, au travers des assemblées des assemblées (AdA)³⁰.

Ces structures ont eu pour principal mérite de fournir autre chose que ce pour quoi elles étaient proposées : non pas représenter le mouvement, mais se rencontrer. Oui, permettre à des protagonistes d'un mouvement de lutte d'un peu partout de se rencontrer était en soi une œuvre à saluer. Que ces moments doivent se tenir dans le cadre restreint des discussions de couloir, dans le off d'une initiative où le in était hélas tenu par des palabres imitant l'Assemblée nationale, c'est dommage. Mais le temps et le propos de ce livre laisse peu de place au regret. Ce qui est clair, c'est que les diverses tentatives, y compris au sein des AdA, pour encadrer ce mouvement se sont heurtées à la vitalité, la fougue du mouvement contre toute forme d'encadrement. Et il s'est aussi trouvé, à l'intérieur, des participants pour s'opposer à la représentation. Contre aussi toute forme de

30 Pour rappel, il s'agissait d'un appel, lancé par des gilets jaunes de la petite bourgade de Commercy, d'envoyer chez eux des délégués afin d'y organiser une « assemblée des assemblées », en réalité une assemblée de délégués. Cet appel faisait suite à un premier qui proposait justement de s'organiser en assemblées locales.

limitation. C'est le pendant de la représentation. Nous limiter, notamment à une liste de revendications. Aucune révolution n'entre dans une liste de revendications. Liste qui, au contraire, suppose le maintien de chacune des parties à sa place : les uns aux commandes, les autres dans la demande. Et il est notable que les premières assemblées des assemblées ont eu la lucidité de se dessaisir de ces questions, sachant qu'énoncer une liste, et donc limiter les demandes des gilets jaunes, allait à l'encontre du mouvement...

Nous ne suivons pas ici, vous le voyez, un plan strictement chronologique, du moins passé le récit des premières semaines. Car, dans le maelström de la recomposition de ce mouvement en mouvance, beaucoup de choses se mêlent. Mais nous en arrivons au début du printemps. Et c'est là que nombre d'entre nous sont tombés en burn out, six mois après le début de notre mouvement. Il n'est pas innocent, ce terme, il provient du lexique du travail, et ce n'est pas à la légère qu'on l'utilise. C'est que, sans nous en être rendus compte, nous étions tombés dans le travail, au sens où le mouvement s'était restreint pour reposer sur la minorité d'activistes, chômeurs, intérimaires, retraités, post-étudiants, à même de travailler au mouvement.

Travailler, non plus œuvrer, car à ce moment les formes que le mouvement avait fini par adopter le faisaient de plus en plus ressembler au travail, avec ses réunions interminables et ses ressources humaines en perpétuelle restructuration. Nous étions tombés dans le film d'Elio Petri *La classe ouvrière va au paradis*.

Ce moment où, en février, mars peut-être, sur une zone industrielle, emmitoufflé sous le blizzard à 6 heures du matin, nous distribuions une fois de plus des tracts à des voitures tout de même sympathisantes, qui se rendaient machinalement au travail ! Comment ne pas penser au début de ce film magnifique sur l'autonomie en Italie et le rapport au travail, où des activistes autonomes font le siège des usines en criant aux travailleurs : « Ouvriers ! Le soleil ne se lèvera pas pour vous aujourd'hui ! » ? Sauf que, comme dans ce film, la seule chose que le mouvement avait alors à proposer aux ouvriers, c'était de tout plaquer, quitter son travail... pour devenir chômeur activiste. Amère rencontre de la limite et de la fin de l'offensive.

C'est peut-être durant cette période que le chant « *On est là, on est là, même si Macron ne veut pas nous on est là, pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, même si Macron ne veut pas nous on est là* » s'est généralisé. Entre mars et mai, c'est une certitude, et le mode de diffusion est clair, le chant a sauté de ville en ville au gré des appels à des manifs nationales. Un jour à Toulouse, le 13 avril, un autre à Paris, le 20, pour ne citer que deux exemples.

Nous étions devenus une famille. Dans les manifs, désormais, on dit bonjour à 10, 20, plein de copains et copines. Unetelle avec qui on était sur le rond-point, untel qu'on croise devant les flics à chaque manif... Et avec la famille, ou plus exactement la communauté, se constitue tout un mode de vie, ses lieux de socialisation, son univers, ses références. On se tatoue le gilet sur la main ou sur l'épaule. On le porte en pendentif, en porte-clés. Et le RIC passe du statut de stratégie démocrate-popu à étendard identitaire. Il semble clair qu'il ne sera pas octroyé par le pouvoir, il incarne une sorte de mot d'ordre un peu abstrait qui paraît convenir à une part importante du mouvement, une sorte de synonyme du célèbre et inconsistant « pouvoir au peuple ».

Arrivés là dans ce récit analytique du mouvement, il nous reste deux questions à aborder, assez symétriques. Celle de la répression, des prisonniers et du devenir des réprimés, et celle de la proposition d'intégration dans l'État via les élections municipales. Si nous disons que ces deux questions sont symétriques, c'est qu'à plusieurs égards elles se recourent : l'État est à l'entrée et à

la sortie. C'est le même État qui réprime, mutile et emprisonne que certains issus des gilets jaunes se proposent d'intégrer en participant aux élections municipales. Ce n'est pas un phénomène inédit, loin de là. Ce sont de vieilles recettes³¹, qui marchent encore et toujours. Mais, en suivant les trajectoires de ces deux figures, celle du prisonnier et celle du candidat, nous pouvons aborder la question du devenir de ce mouvement.

Le prisonnier sort ou sortira. Et à sa sortie il retrouve ses camarades, ses amis, sa famille. Les liens qu'il a tissés avec le mouvement, la manière dont le mouvement a pris en charge la répression, et la solidarité, tout cela jouera dans la décision du prisonnier : retourner dans la lutte, les manifs, ou rentrer chez lui. Ce qui est sûr, c'est que ce qu'il trouve à sa sortie n'est pas le mouvement qu'il a laissé en décembre, ou même en mars. Mais qui sait de quoi demain sera fait ?

Le candidat, lui, est engagé dans une autre perspective. Qu'il soit ou non élu, il s'agit d'apprendre à tenir un discours responsable, à intégrer le cadre de la gestion de l'État. Il fait l'apprentissage de la tâche de politicien, qui consiste essentiellement à détourner la colère vers les urnes. Gageons que la majeure partie connaîtra bientôt les amères déceptions qui sont le lot commun des pigistes de la politique. Car un peu partout la référence au municipalisme, parfois additionné de l'adjectif libertaire, est présente, notamment en zone rurale. Et nous savons que cette dynamique a pour elle de coller à une certaine réalité, en tout cas dans le sentiment d'une déconnexion entre le niveau national et local. Mais ce qu'elle signifie de fait, c'est la participation à une manœuvre vieille comme la politique : l'État, lorsqu'il n'est pas complètement idiot ou sclérosé, propose toujours l'étoile de shérif au hors-la-loi susceptible de calmer les autres.

Et il y a tout de même une forme d'indignité à briguer ce poste de shérif, de premier représentant de l'État sur la commune, alors même que nombre de nos camarades sont en prison. C'est d'ailleurs

31 Si un parallèle semble évident quand on aborde la question sous cet angle, c'est celui entre le mouvement gilets jaunes et les luttes de libération nationale, notamment en Europe. Et il n'est pas inutile de toute façon, pour un livre dont le propos est de participer à l'arsenal des armes de la critique révolutionnaire aujourd'hui, d'opérer un léger détour pour revenir sur ces luttes. S'il y a aujourd'hui en Europe où il existe une représentation démocratique *qui marche*, au sens où elle permet efficacement de canaliser la colère de la population sur le débouché institutionnel et donc d'éviter le recours à la violence et la contestation de masse, c'est bien des territoires comme la Corse ou le Pays basque. Il est d'ailleurs frappant de constater que ce sont ces territoires, pourtant très concernés par les thématiques premières des mobilisations gilets jaunes – la question du prix de l'essence, la pauvreté –, qui se sont le moins mobilisés, et surtout très calmement. C'est le cas en Corse, où les nationalistes dirigent la collectivité territoriale depuis maintenant plusieurs années, mais on retrouve cette dynamique au Pays basque, il n'a quasiment pas existé de lutte autonome, indépendante des partis et syndicats, en l'occurrence nationaliste. Pourquoi ? Tout simplement parce que, dans ces territoires, le mouvement nationaliste, qui tenait lieu d'opposition politique centrale au pouvoir d'État, qui structurait à ce titre les luttes sociales et politiques, a été intégré. Aujourd'hui en Corse, les élus nationalistes sont aux affaires. Ils tiennent la collectivité territoriale, plusieurs mairies, trois sièges de députés sur quatre. Et à ce titre, ils sont à même de proposer aux mouvements de contestation de « porter leurs revendications » sur le terrain de la gestion institutionnelle. Nous sommes dans le modèle des partis comme Syriza en Grèce, mais à un échelon plus local. Et nous pourrions continuer ce parallèle, tant il est parlant. Dans les deux cas, on constate la même rhétorique nationaliste, les mêmes discours sur le développement, qui camouflent l'impuissance de ces formations à proposer autre chose que la gestion capitaliste. Dans les deux cas, nous sommes en fait face à la *dernière représentation possible*, celle qui tient le discours de la modernisation de l'État, de l'*austérité juste*, face au clientélisme claniste. La situation a eu cela de semblable en Corse et en Grèce que, dans les deux cas, ces territoires sont aujourd'hui sous tutelle et confrontés à une très forte pauvreté... et que, dans les deux cas, la gestion politique a, depuis des temps immémoriaux, été l'affaire de chefs de clans clientélistes. Aujourd'hui, ce clientélisme n'a plus les moyens de satisfaire ses clients par des mesures de redistribution (logements, emplois, subventions...) et il s'effondre. Mais au lieu d'assister à la montée de luttes sociales et d'un mouvement qui prendrait en charge les besoins de la population sur les bases d'un conflit de classe avec les intérêts capitalistes, nous assistons à l'intégration dans l'État des représentants des luttes d'hier, les derniers à même de pacifier le territoire. Pacifier, « processus de paix », le terme est d'ailleurs utilisé, au Pays basque ou en Corse, pour désigner les politiques actuelles...

ici, sur la position à tenir vis-à-vis des réprimés et prisonniers de ce mouvement, que se joue une certaine prise de parti du mouvement, une certaine continuité aussi.

Il y a un bilan à produire de la répression dans ce mouvement, mais aussi et surtout des réponses qui y ont été apportées. Ici, nous ne nous y risquons pas. Trop de données nous manquent encore. Ce qui est sûr, c'est que dans le mouvement des gilets jaunes la lutte contre la répression, notre défense en somme, est une partie du mouvement. C'est une pratique précieuse, qui a renforcé le mouvement, évité les divisions, participé à soutenir l'hégémonie prolétarienne, du moins ce qu'il en reste après décembre. Dans les mouvements sociaux de la période précédente, dans nombre de luttes sociales, la direction est laissée aux bureaucrates légalistes. Ceux-ci relaient la propagande d'État. Ils favorisent la division. Ils organisent l'isolement des camarades tombés dans les griffes de l'État. Dans les gilets jaunes, à de nombreux endroits, nous nous sommes dotés de véritables outils de soutien et de défense. Citons par exemple la Défense collective de Toulouse³², qui depuis le début du mois de janvier assure un soutien matériel et moral aux prisonniers et à leurs proches via l'envoi d'argent, mais aussi des lettres de soutien. Cette structure a su aussi porter dans le mouvement le refus de la division entre violents et pacifistes que l'État et ses relais médiatiques ont essayé de mettre en place. Elle a donc participé à limiter les effets de la répression dans l'affaiblissement du mouvement³³.

A l'heure où ces lignes sont écrites³⁴, l'anniversaire du mouvement vient de se tenir, nous avons passé l'Acte 53. Un an ! Le mouvement a opéré sa mue, nous sommes désormais une mouvance. De cette mouvance, beaucoup peut émerger. Par certains aspects, elle rappelle l'autonomie ouvrière, celle de l'Italie des années 70. Pourtant, par d'autres, c'est plutôt des logiques de bandes qui s'amorcent, et avec elles un morcellement communautaire. Enfin, comme toujours, le sursaut d'autonomie de notre classe est déjà récupéré, intégré, par la gauche qui prétend en représenter les intérêts, qui en a fait son fonds de commerce. Mais gardons-nous de spéculer sur ce qu'il adviendra de cette mouvance. Elle n'est que la queue de comète de notre mouvement météoritique.

32 La Défense collective de Toulouse, dont le nom est inspiré de celle qui existe à Rennes depuis 2016, a servi d'exemple à nombre de collectifs de gilets jaunes un peu partout en France. D'autres structures se sont créées indépendamment.

33 Elle n'est sûrement pas pour rien dans le fait que Toulouse a tenu dans ce mouvement une place particulière en termes de nombre et de durée. Il n'y a pas une seule explication à ce phénomène. On parle d'une ville en forte croissance cernée par des prolétaires qui sont de plus en plus nombreux à en être délogés et qui voient leur temps de transport pour se rendre au travail augmenter. Ce qui s'est traduit par un mouvement fort dès le 17 novembre, et cela n'est pas pour rien dans l'importance des journées du 1^{er} et du 8 décembre. Ces journées intenses ont à leur tour mobilisé par leur résonance. Il n'est pas anodin que la région toulousaine ait été le théâtre d'une forte explosion lycéenne en décembre. Tout cela, et plus encore, explique la physionomie du mouvement dans cette région. En novembre 2019, les manifestants s'y comptent encore en milliers. Pour l'anniversaire du mouvement, le samedi 16, il y avait entre 2 000 et 5 000 personnes dans la rue, malgré une répression agressive, dans un nuage de gaz étouffant. Et au matin, nous étions 250 sur les ronds-points périphériques de la ville. Peut-être 500 sur le département. C'est peu, mais nous sommes encore là, un an après... jusqu'à quand ?

34 Nous avons choisi de conserver cette formule, – qui apparaîtra encore quelquefois dans ce livre – et qui indique au lecteur le contexte de son écriture. Tout bouge si vite !

L'Etat et la contre-révolution

État et défense de l'ordre social

La vague de soulèvements de 2019 n'est pas née du néant. Pour nous, il s'agit du réveil de notre classe. Tout enserrée qu'elle est, tel Gulliver, dans ses mille et un liens. Mais il existe dans cette société des forces antagonistes à celle de la révolution, visant à faire perdurer cette société. En premier lieu, face à nous, nous avons trouvé et nous trouverons l'État, et sa police : le monde est un pays de flics, à tous les coins de rue y en a cent, pour faire régner l'ordre public... On connaît la chanson et ses diverses reprises aux couleurs locales.

Entre des régimes politiques aussi divers que la France, le Chili, la Chine, l'Algérie, l'Afrique du Sud ou encore l'Argentine, il n'existe pas de rupture nette, pas de division tranchée. On se rappelle bien sûr la répression en France contre les gilets jaunes. Rappelons-nous l'État chilien qui, en octobre 2019, envoyait l'armée sur les manifestations¹. Certes, il existe des différences, mais de forme, pas de nature. Le maintien de l'ordre social est graduel. Il comprend des mesures d'intégration dans l'appareil d'État, des mesures distributives, et des mesures répressives plus ou moins cruelles. Et tout peut changer très rapidement, en fonction des nécessités.

Les limites à la brutalité du maintien de l'ordre, à ce que le pouvoir fait faire ou laisse faire à la police, à la manière dont les États traitent leurs opposants, répriment les mouvements sociaux, ne sont pas contraintes par une question de « légalité démocratique », qui par ailleurs a le don de se transformer très vite, au gré des besoins, d'état d'urgence en état d'exception.

Ces limites sont liées à la zone où la contestation se tient, à la position du pouvoir dans cette zone, aux besoins en main-d'œuvre de la zone, en somme à des facteurs de temps, d'espace, d'économie. En Chine, la classe dirigeante³⁵ peut à la fois déployer l'armée, enfermer et massacrer les Ouïghours, et pratiquer une répression policière brutale mais plus proche d'un maintien de l'ordre « à l'européenne » à Hong Kong qui est une place financière mondiale.

Ajoutons que la dureté des conditions de vie et du maintien de l'ordre dans certains pays est à mettre en relation avec l'exil massif d'une partie de la population. Cette « possibilité » de l'exil (même dans des conditions atroces) est une soupape dans ces zones, qui voient une partie des personnes susceptibles d'être actives dans la contestation, notamment les jeunes prolétaires, quitter le pays. Cette exportation forcée de la main-d'œuvre est à la fois une nécessité des pays centraux pour importer une main-d'œuvre à bas coût et pour les États d'origine, car ces travailleurs envoient de l'argent dans le pays et donc participent à maintenir par leur aide une forme de consensus social pour « ceux qui restent 2 ».

Certains qualifient ces travailleurs comme « de trop » ou « surnuméraires ». Il nous semble bien plus juste de dire que ces travailleurs exilés constituent une manne surexploitée, et cela sur l'ensemble de la trajectoire de la migration et donc au contraire très « nécessaire ». Cette surexploitation prend des formes diverses, selon que l'on parle de la prostitution, de la vente d'organes, de l'esclavage ou, dans les pays « centraux », des travaux précaires et pénibles. Les frontières, les camps, les instances répressives sont à comprendre non comme des barrières, mais

³⁵ Nous utilisons les termes de classe dirigeante et de classe possédante dans un sens précis. La classe dirigeante est la fraction de la classe possédante qui détient le pouvoir effectif. La classe dirigeante représente et administre en général les intérêts de la classe possédante. Mais il peut exister des variations, des conflits, des luttes de tendances. Enfin, le terme de classe dirigeante permet de cibler plus précisément la fraction de la classe possédante la plus solidement arrimée à l'État. Nous retrouvons cette distinction partout, et diverses factions de la classe possédante luttent partout entre elles pour le contrôle de l'appareil d'État. Ces luttes sont régulées à certains endroits par un marché électoral, dans d'autres par des dynamiques d'alliances flottantes au sein des partis uniques, ou encore par des coups d'État militaires.

surtout comme des cadres visant à écraser la main-d'œuvre afin de garantir les meilleures conditions de sa surexploitation. Le capitalisme reproduit, sur une échelle toujours plus large, son histoire comme base de son développement. Ainsi, derrière la surexploitation des travailleurs migrants, c'est encore et encore la dynamique de l'accumulation primitive qui est à l'œuvre, le même mécanisme de spoliation des terres, contrôle terroriste des déplacements, disciplinarisation que celui décrit par Marx dans *Le Capital* au sujet de la paysannerie anglaise³⁶.

En somme, c'est une logique d'ensemble, un ordre social qui déploie son ombre sur le monde entier. Et ce sont les mêmes États qui d'un côté peuvent envoyer du gaz pour réprimer, comme ils disent « non létalement », et organiser de l'autre des camps de concentration aux frontières, tout en bombardant des hôpitaux ailleurs.

Mais le capitalisme ne dure et ne peut durer par la seule contrainte. Il doit tout à la fois contraindre et séduire, maintenir l'ordre et produire un consensus social autour de cet ordre.

Dans l'immense majorité du globe, qu'on qualifie souvent de « périphérie » dans le vocabulaire marxiste pour la distinguer des grands centres économiques du monde, les États tirent leurs ressources de rentes liées à un secteur particulier qui domine l'économie du pays. Il existe divers types de rente : la rente pétrolière et gazière pour l'Algérie, la Russie, l'Iran, l'Arabie saoudite, etc. ; la rente liée à l'extraction agricole comme le soja pour le Brésil et l'Argentine ; la rente liée au tourisme ; la rente liée à l'exportation de la main-d'œuvre produite sur le territoire, dont nous parlions tout à l'heure. S'agit-il d'une seule et même situation, de la déclinaison d'une seule et même logique ? C'est notre hypothèse. Ces États sont aux mains des classes dominantes de la périphérie (bourgeoisie, grands propriétaires terriens, bureaucratie d'État, les régimes différents, et des factions peuvent s'affronter, s'allier, etc.). Ces classes dominantes « possèdent » leur État et en tirent une rente, dans la mesure où elles participent d'une logique impérialiste où l'essentiel des richesses est pillé par le grand capital, les grandes banques, les multinationales. Ces États sont à des pays ce que la municipalité est à une ville : une administration locale, dotée d'un pouvoir de police et détenue en général par les notables locaux.

Ajoutons cependant qu'à la différence des théories opposant une bourgeoisie « comprador » à une bourgeoisie locale « intéressée au développement », nous pensons qu'aucune « alliance » n'est possible, que le « développement capitaliste autocentré » n'est en réalité que la subordination des prolétaires à d'autres intérêts que les leurs. Encore et toujours, l'alliance démocratique qu'on nous vend est un moyen d'écraser les exploités, de se servir de leur lutte comme véhicule pour prendre l'État et le mettre au service d'une clique dirigeante.

36 A ce sujet, voici un extrait de la présentation de la brochure *Vogelfrei, migration, deportations, capital and its state* par le groupe Anthitesí. « Les frontières ne visent pas simplement à exclure les migrants ; ce ne sont pas des barrières infranchissables qui séparent l'« intérieur » de l'« extérieur ». En dépit du spectacle qu'offrent le dysfonctionnement et l'insuffisance des frontières lorsqu'elles sont violées, les frontières fonctionnent en réalité en tant que filtres dans la sélection de la force de travail parce qu'elles présentent des obstacles (qui sont parfois mortels) qui trient les migrants les plus sains mentalement et physiquement, les plus vigoureux, et les plus jeunes, qui avantagent les hommes plus que les femmes et les enfants, qui donnent la préférence à ceux qui ont un peu d'argent et des ressources personnelles ou familiales. Pour les migrants en quête d'une vie meilleure en Europe, les dures épreuves qu'ils subissent en traversant les frontières constituent un test d'endurance sévère, une préparation à une période plus ou moins longue de travail précaire et d'« illégalité ». En d'autres termes, les frontières facilitent la subsomption de l'énergie sociale, de la vitalité, de la mobilité et du malaise social des migrants sous le capital, c'est-à-dire leur contrôle et leur subordination en tant que capital variable. Ainsi, le but principal n'est pas d'exclure les migrants, mais de faciliter leur inclusion subalterne « déclarée illégale » dans chaque capital social national et dans son État. » Il s'agit en réalité d'un processus d'accumulation primitive car « de grandes masses [sont lancées] sur le marché du travail, prolétaires sans feu ni lieu... ».

Mais aller plus loin nécessite une théorie du rapport entre État et rente qui n'est pas l'objet de ce livre.

Il existe une grande variété de nuances dans les situations sociales, entre les pays et les régimes, et au sein des pays. Nous ne prétendons ni aborder toutes les situations ni dresser un tableau général du capitalisme contemporain, mais donner un aperçu du jeu de domino complexe qui se dresse devant nous dans un équilibre précaire.

Partout, les classes dominantes tiennent et pressent leurs États comme des citrons, et ceux-ci, avec le peu de jus qui reste, bâtissent leurs consensus social sur la promesse d'un accès – marginal, à l'état de miettes – à la rente, à des emplois, des logements, l'énergie pas chère, la santé gratuite, ou encore la promesse d'une amélioration des conditions de vie³.

Et ces promesses se font plus vides et plus creuses chaque jour. Cela prend des formes différentes, bien sûr. Au Brésil par exemple, le modèle extractiviste en crise est celui-ci : quand les matières premières étaient à un prix élevé, les grands propriétaires prêtaient à l'État, en échange d'intérêts à des taux quasi usuraires. L'Etat, alors dirigé par le Parti des travailleurs en la personne de Lula, distribuait quant à lui un peu à la population par le biais de programmes sociaux³... Et lorsque, aux alentours de 2013, le marché se retourne, les possédants se retournent vers « leur » État (qu'ils possèdent en réalité concrètement : pour le Brésil le service de la dette est le premier poste de budget) et demandent remboursement.

Dans les pays pétroliers ou gaziers, le même mécanisme de diminution de la distribution opère, mais la classe dirigeante est peut-être encore plus directement intégrée à l'État, n'entretient pas de distinction (en réalité très formelle) entre ses possessions et celle de l'État. Mais dans tous les cas, le consensus social est en crise, car la distribution, déjà bien faible, se tarit.

Les pays exportateurs de main-d'œuvre, au premier rang desquels on trouve les Philippines, l'Indonésie ou le Sri Lanka, sont quant à eux directement liés à la situation économique et politique (on pense par exemple à l'impact de la guerre du Golfe sur la situation des Philippines) des pays « centraux » et pétroliers, qui emploient des centaines de milliers voire des millions de ressortissants.

Si nous avons taillé « à la serpe », notons que ces distinctions nationales sont aussi ventilées à une échelle locale. A l'intérieur des pays, on peut trouver des régions qui voient leur main-d'œuvre s'exiler, des distinctions de droits entre les résidents et les migrants, des distinctions entre régions d'un pays dans lesquelles la production pétrolière se tient et les autres, etc. Et si nous évoquons cela, c'est parce que cette disposition par zones conduit à une gestion locale différenciée, voire à des dynamiques séparatistes comme moyen de réduire encore la distribution de miettes.

Enfin, dans les centres, dans la plupart des pays capitalistes dits « avancés » – en somme les principales économies européennes, le Japon, les USA –, nous assistons, et cela s'est accéléré après 2008, à une paupérisation massive.

Les démocraties capitalistes libérales se délitent au rythme de l'austérité. Ces dernières décennies, les assurances retraite, santé, chômage y ont été laminées sous les offensives répétées des capitalistes visant à réduire au maximum les coûts d'entretien de la main-d'œuvre, c'est-à-dire les salaires, pour restreindre ceux-ci au seul salaire nominal, par ailleurs souvent en baisse. Le cas des USA est particulièrement flagrant, et l'absence de couverture maladie a considérablement alourdi les conséquences de la pandémie.

Bien sûr, il existe encore des secteurs centraux dans lesquels les salariés ont des salaires plus élevés et une couverture sociale, mais ils tendent à diminuer, ce qui participe d'une unification des conditions sociales et salariales à l'échelle globale, et particulièrement criantes chez les jeunes prolétaires embauchés après 2008 comme auto-entrepreneurs (par exemple les livreurs, qui un peu partout dans le monde sont en première ligne sur les barricades de nos soulèvements).

Ainsi, contrairement aux prévisions de nombre d'économistes, l'appauvrissement d'une partie des travailleurs du globe n'a pas conduit, par une sorte de vases communicants, à une hausse majeure du niveau de vie des pays dits émergents. A l'inverse, ces dernières années, les systèmes de santé de pays comme la Chine, le Brésil ou la Russie ont connu un accroissement des inégalités d'accès au soin, avec l'essor d'un secteur privé réservé à la petite minorité de possédants, et le marasme des systèmes de santé publics.

Crise du consensus social, pauvreté d'un côté. Accumulation immense et bunkérisation du pouvoir de l'autre. La tendance que nous voyons à l'œuvre dans le monde entier est à une gestion policière de la lutte des classes, qui aboutit à des conflits de plus en plus massifs entre une masse immense de travailleurs paupérisés et la police. Partout, les classes dominantes montrent les dents.

Pour autant, si la tendance est à l'offensive pour nous pressurer davantage, le capitalisme est un système plastique, et, s'il le faut, une réponse à des secousses trop fortes réside dans l'intégration d'une fraction des mouvements de contestation à l'État, et le renouveau de promesses de développement, de progrès social, qui durent le temps d'un mirage. C'est une politique vieille comme l'exploitation.

Nous en étions là, souvenez-vous : c'était en 2019. Dans le prochain chapitre, nous nous pencherons sur la gestion de crise des États durant la pandémie de Covid-19.

État et gestion de crise

La vague de soulèvements autour de 2019 a été gelée par une crise sanitaire, économique et sociale mondiale. Dans cette crise, l'intervention de l'État est immense et semble donner raison à ceux qui pensent que gérer l'État est le seul moyen d'agir sur le monde.

Dans ce chapitre, il s'agit pour nous d'examiner comment, partout, les dynamiques gestionnaires à l'œuvre ne sont pas neutres, mais engagées dans le maintien de l'ordre social. Comment, malgré leurs différentes facettes et oppositions apparentes, elles possèdent une logique commune : nous forcer à nager et nous noyer dans les eaux glacées du calcul utilitariste.

Il est inutile de déplorer les choix politiques des possédants. Leurs choix naissent d'une nécessité de classe : maintenir un taux de profit permettant une rentabilité suffisante du capital, en jouant sur la variable des salaires. Pour autant, la masse de capital étant beaucoup plus importante que les investissements rentables, la crise est inévitable. Elle se manifeste à peu près tous les dix ans de façon aiguë, et les capitalistes sont de moins en moins capables d'en effacer les ravages entre les accès de fièvre.

En 2008, c'est l'appauvrissement des prolétaires surendettés pris à la gorge qui a provoqué l'effondrement du marché immobilier américain, dans une vague qui a ensuite submergé le reste du monde. En 2020, ce sont les systèmes de santé, soit la capacité de la société capitaliste à assurer le

maintien en vie des prolétaires, qui s'effondrent à leur tour sous la pression soudaine d'une pandémie.

Parti de Chine³⁷, dans la cité industrielle de Wuhan, le Covid-19 a suivi la même trajectoire que les chaînes de production mondiales. Aussi n'est-il pas étonnant que, parmi les premiers foyers d'infectés à l'extérieur de la Chine, on trouve des zones industrielles d'Allemagne, d'Italie, de France, des USA (bien qu'il soit assez difficile d'avoir des informations fiables).

Cependant, ce n'est pas tant sur la circulation de la production que ce phénomène est remarquable, car les chaînes de contamination se démultiplient selon d'autres dynamiques. C'est dans la manière et le moment où les États agissent, confinent, qu'il semble possible de dégager un modèle. Deux impératifs semblent se répondre : le maintien de l'ordre et la limitation des pertes pour les capitalistes. La gestion de ces deux impératifs diffère à l'échelle de chaque formation capitaliste « nationale » en fonction des spécificités économiques, de l'appareil productif, de la manière dont l'état y est organisé, de l'histoire et – point important – en fonction de sa place dans la division mondiale du travail⁴.

Avant même d'évoquer les différentes déclinaisons politiques, commençons par parler de l'idéologie de *la gestion de crise* par les États et les capitalistes. En tant qu'idéologie dominante, elle projette une ombre macabre sur les raisonnements de tous. Saisir et surtout critiquer ce cadre général permet de ne pas tomber dans les vaines oppositions et dilemmes que les gestionnaires des diverses tendances nous présentent comme le champ fermé de la politique. Ce qui est commun à ces diverses options politiques, de gauche comme de droite, c'est qu'elles partent toutes du principe que le capitalisme est indépassable et qu'il s'agit de le gérer. Elles s'en disputent d'ailleurs le titre de meilleure gestionnaire, reposant toujours sur les critères conjugués du business et du maintien de l'ordre. Même lorsqu'elles se revendiquent comme « alternatives » et qu'elles promettent des politiques sociales, il s'agit d'acheter la paix sociale à bas coût, d'éviter la révolution.

En définitive, et c'est en cela que la forme démocratique a aussi longtemps été avantageuse pour la bourgeoisie, ces diverses options coexistent et sont en permanence proposées et testées en fonction des nécessités du moment.

Aujourd'hui, cependant, l'alternance du bon et du mauvais flic est usée. Bien sûr, des moyens immenses sont mis sur la table. Depuis 2008 et la première vague de soulèvements des années 2010, les partis et mouvements politiques se réinventent sans cesse à coups d'algorithmes et de propagande sur les réseaux. Mais, en dépit de tous les efforts des « communicants », cette foire à la saucisse multicolore attire de moins en moins le chaland et, surtout, elle peine à conserver son audience : le consensus social, le consentement à l'ordre social est en crise, et les formes qui émergent répondent à cette crise sans pour autant parvenir à autre chose qu'un équilibre précaire. Nous y reviendrons dans les prochains chapitres. Mais derrière la scène où ces vieux clowns testent sur nous leurs nouvelles grimaces, les coulisses de la gestion de l'État capitaliste répondent à des nécessités et des pratiques similaires.

Les États et les partis qui s'en disputent le pilotage, comme d'ailleurs les fonds spéculatifs, les grandes banques et les entreprises, fonctionnent sur la base de modélisations. Ces modèles proposent des statistiques de morts probables, en introduisant ensuite une série de variables. Ces

³⁷ A l'heure où nous écrivons ces lignes, les débats autour de l'origine géographique réelle de ce virus ne sont pas tranchés. Il est même possible que ce virus soit apparu bien plus tôt qu'on ne le supposait, et que son origine ne soit pas la Chine. Aussi, nous resterons prudents.

scénarios et ces projections sont utilisés par la presse, qui nous les traduit en langage populaire. On peut ainsi lire dans les journaux des atrocités du genre : « La fourchette de morts probables varie entre 200 000 et 1 million aux États-Unis. »

Ces modélisations sont très peu fiables par ailleurs, surtout quand on dépasse les quelques semaines de délai. Qu'à cela ne tienne, on l'a bien vu dans la valse de contradictions des dirigeants : si ça coïncide, on abandonne une modélisation pour une autre. Comme toujours chez les capitalistes, si on creuse un peu, le vernis scientifique craque vite, pour laisser la place à une sorte de politique de l'apprenti sorcier permanent. Car ces outils de prédictions, ces discours qui se prétendent réalistes sont avant tout des armes idéologiques, dont la fonction est d'enfermer le futur dans quelques cases mouvantes, au sein d'un cadre prédéfini.

Ce cadre idéologique utilitariste se décline ensuite en un éventail de programmes spécifiques à chaque pays. Mais en produisant ainsi des rapports comptables, les centaines de milliers, peut-être millions de morts, sont en permanence mis en relation avec les dégâts causés à l'économie. On compare ces chiffres avec une évaluation des risques que tel ou tel scénario implique pour les États. On évalue les perspectives de gains de marché ouvertes par tel ou tel modèle dans la concurrence entre États ou capitalistes. Les morts ne sont qu'une variable parmi d'autres. Et même, on débat, on « arbitre » entre différents profils de morts. Pour donner un exemple précis³⁸ – et qu'on peut même qualifier « de gauche » sur l'échiquier politique de la gestion capitaliste –, de nombreuses voix se sont élevées contre les mesures de distanciation sociale en Afrique. Ce qui était dit, c'était que mettre en place ces politiques ne serait pas un gain en termes de vies humaines, mais aurait au contraire un coût plus important. Mais aussi que les vies humaines risquées seraient celles d'enfants, qui pourraient être amenés à mourir de faim du fait de la crise économique résultant de ces politiques. Ces raisonnements sont justes, ou plutôt ils sont valides par rapport à leur logique interne. Ils sont tous basés sur le fameux *ceteris paribus sic stantibus*, « toutes choses étant égales par ailleurs ». C'est-à-dire qu'ils reposent sur une clause qui exclut des raisonnements toute remise en cause globale du capitalisme. La voici, la « variable » qui échappe à leurs analyses : elle s'appelle révolution.

Avant d'aller plus loin dans notre propos, nous proposons de l'illustrer par une courte parabole. Dans un bourg d'un pays imaginaire, la majorité de la population se consacre à la confection d'origamis. Une petite minorité possède le papier, une autre emploie des ouvriers pour fabriquer par des procédés industriels ces bouts de papiers pliés. Ces origamis sont la monnaie de ce bourg. On peut dire en résumé que la richesse ici se présente comme une immense accumulation d'origamis. On trouve de tout en origamis : des outils, des œuvres d'art, des meubles, des maisons ou même une partie des composants d'ordinateur. Pourquoi cette fixation sur les origamis ? Poser cette question fait déjà de vous un dangereux contestataire.

Un monstre attaque ce bourg. Le premier jour, il prend une personne. Le deuxième jour, il en prend deux. Et ainsi de suite. La minorité possédante est effrayée par la crise qui frappe le marché des origamis, car les gens n'osent plus sortir de chez eux. Le cours du papier s'effondre. Le maire propose donc un plan d'aide aux principaux fabricants d'origamis. Mais comme le monstre multiplie ses attaques, il finit par proclamer un confinement de la population.

Dans les bureaux de la mairie, on discute sur le temps que cela prendra pour que le monstre meure de faim. Bien sûr, il réussira à manger un habitant de temps en temps, mais on estime que si on fait

38 <http://theconversation.com/why-a-one-size-fits-all-approach-to-covid-19-could-have-lethal-consequences-134252>

baisser la courbe de mortalité en dessous d'un par semaine, le monstre sera peu à peu affaibli... Ces projections n'ont rien de certain. On estime que le pic de morts aura lieu dans un peu plus d'un mois, quand 30 habitants mourront en une journée. Puis cela descendra peu à peu. Cela fait beaucoup mais on peut relativiser : ce bourg compte 15 000 habitants. En somme, on peut s'attendre à une mortalité due au monstre assez faible, le pic ne sera que de 0,2 % par jour, et c'est tout au plus 2 à 3 % de morts qui sont à prévoir à l'issue de cette crise.

Deux autres scénarios sont à l'étude. Dans le premier, on envisage de mettre au point un algorithme permettant de déterminer dans quelles situations le monstre attaque, en compilant tous les trajets de tous les habitants. C'est un effort de récupération de données sans précédent, mais qui peut permettre d'éliminer les trajectoires à risque, et là, le monstre mourra de faim plus vite !

Dans le second scénario, certains déclarent que le bourg est trop pauvre pour organiser le confinement et qu'il est plus logique de laisser le monstre tuer quelques habitants. Il ne tuera que les plus vieux et les moins sportifs, et peu à peu les autres s'habitueront au monstre et apprendront à l'éviter. D'autres scénarios peuvent bien sûr se développer, mais tous ont un point en commun : il s'agit en premier lieu de maintenir la production d'origamis, et, en second lieu, de ne pas laisser les habitants décider par eux-mêmes comment régler la situation, ce qui serait un risque pour la classe dirigeante du bourg. Les spécialistes des monstres enragent ; ils proclament à qui veut les entendre que si les habitants s'arment et cessent de produire des origamis pour organiser ensemble une battue, ils pourront par leurs efforts conjugués tuer le monstre. Certains spécialistes expliquent que la cause de la venue du monstre dans le bourg, c'est la déforestation qu'implique l'immense demande en papier pour fabriquer des origamis.

Mais une donnée échappe encore à beaucoup. C'est que le monstre principal, dans cette histoire, n'est pas celui qui mange les habitants : c'est celui qui s'en accommode tant que son business tourne.

Revenons aux différentes réponses des États. Nous proposons comme hypothèse que leurs impératifs principaux sont de deux ordres : préserver le capital d'un côté, défendre l'ordre social de l'autre. Cela signifie des réponses très différentes d'un point à l'autre du globe.

Dans la majorité des pays capitalistes centraux, et ils sont suivis en cela par ceux qui en ont les moyens dans les pays pauvres, les populations – ou au moins une part importante de celles-ci – s'autoconfinent. Cela commence surtout par la désertion des lieux publics, des restaurants, etc. Cela vient s'ajouter à la réduction drastique du tourisme mondial.

Là où l'État en a les moyens, la prise en charge et l'organisation du confinement sont une réponse à la chute de l'économie du tourisme et des loisirs. En proposant une fermeture et une indemnisation globales, l'État protège les commerçants et limite les effets de la crise.

Bien sûr, cela n'est valable que dans certaines parties du globe. Dans les pays où l'économie informelle est essentielle, notamment une grande partie de l'Afrique, le confinement n'est pas du tout une évidence du point de vue de la préservation économique. Ce sont souvent des pays où l'État n'a pas les moyens de distribuer assez pour rendre les politiques de confinement socialement tenables. Enfin, la concentration de la population urbaine dans des bidonvilles rend le confinement quasi impossible.

On peut citer le Président béninois : le Bénin « *n'a pas les moyens (...) d'accompagner les réductions de mobilité ou les confinements. (...) Si nous prenons des mesures qui affament tout le monde, elles finiront très vite par être bravées et bafouées.* »

Par ailleurs, nous proposons comme hypothèse que l'un des critères qui décident les États à organiser la cessation de la production dans les secteurs dits « non essentiels » est la rupture dans la chaîne d'approvisionnement logistique avec la Chine. Rupture qui intervient, selon les industries et les zones, entre la mi-mars et la mi-avril³⁹. De la même manière, si on prend l'exemple de l'Europe, l'intégration économique continentale impose des politiques de confinement/déconfinement relativement coordonnées, tant l'interdépendance économique est grande. A ce sujet, on peut même trouver en ligne un simulateur de l'impact d'un reconfinement d'un pays européen sur les autres pays du sous-continent, par secteurs d'activité⁴⁰.

En somme, c'est à partir du moment où ces mesures desservent moins l'économie qu'elles ne la protègent qu'elles ont été envisagées sérieusement. Jusque-là, les gouvernants en Europe lorgnaient plutôt du côté de la stratégie cyniquement appelée « immunité de groupe » – qui vise à laisser opérer la contamination.

Cependant, comme nous l'écrivions plus haut, n'expliquer ces politiques que sous l'angle économique n'est pas valide. Il est clair que les impératifs de maintien de l'ordre sont aussi un critère d'explication : les gouvernants en Chine, en Corée, en France ou en Italie, etc., ne peuvent donner l'impression de rester les bras ballants face à l'effondrement des systèmes de santé, face aux centaines de milliers, voire aux millions de morts que cela implique. Et surtout du fait de l'explosion de colère sociale qui pourrait en résulter. Il est à la fois ridicule et contre-révolutionnaire de vanter les mérites de tel ou tel État, de l'État chinois ou de celui de Corée du Sud, dans leurs politiques publiques de gestion de la maladie, en les comparant par exemple aux USA ou à certains pays européens. Les zélateurs de ces États devraient attendre un peu avant de donner de la voix.

En Chine, les sacrifices de la population et les efforts des travailleurs afin d'essayer de freiner la propagation ont été immenses⁴¹. Pour le parallèle intéressant avec la situation aux USA, nous nous permettons de citer ce passage de l'introduction que les camarades de la revue *Chuang* ont faite pour présenter leur traduction en anglais d'un texte publié sur le blog « Worker Study Room » :

« *L'organisation des travailleurs sous la pandémie : réflexions de Chine* » : « C'est en grande partie l'activité des Chinois ordinaires qui a contribué à contenir le virus, dont beaucoup, en particulier les travailleurs médicaux, ont fourni un travail immense et pris de sérieux risques personnels. L'endiguement n'était absolument pas le produit des pouvoirs quasi magiques d'un État autoritaire, comme de nombreux comptes rendus des médias voudraient nous le faire croire. La différence aux États-Unis, bien sûr, est l'absence d'une mobilisation populaire de masse similaire autour de l'endiguement du virus, cette tâche étant confiée aux autorités étatiques prétendument compétentes, qui ont tout sauf fait leurs preuves. Au lieu de cela, le gouvernement américain a démontré qu'il disposait encore d'une immense capacité de coordination et d'allocation des ressources, mais cette capacité a été presque exclusivement dirigée vers l'État policier, loin de toute véritable fonction sociale. »

39 Depuis l'écriture de ces lignes, des études sont venues apporter de l'eau à ce moulin. Citons notamment celle-ci : « Coordonner le déconfinement de l'Europe, un enjeu économique fort », de Elie Gerschel, Robin Lenoir et Isabelle Mejean.

40 https://covid-supply-chain-disruption.shinyapps.io/blog_ipp/

41 Voir aussi <https://angryworkersworld.wordpress.com/2020/03/25/the-corona-crisis-a-letter-from-a-comrade-in-china-did-china-buy-time-for-the-west/>

La gestion policière de la crise pandémique explique au moins en partie le soulèvement qu'ont connu les USA en mai-juin 2020. Elle indique le niveau de violence sociale dans ce pays qui se revendique comme étant une « grande démocratie ». Mais passons, le vide de ce genre de définition d'un régime a été démontré par la crise, s'il en était encore besoin. En revanche, cela vient confirmer la crise du consensus social, la faiblesse de la redistribution, et ses conséquences...

De son côté, le rôle de l'État chinois, a aussi été de camoufler, mentir, empêcher la circulation de l'information. Sa politique de confinement aura été très opportuniste, en lien avec le calendrier de production : les stocks étaient aux plus hauts du fait des anticipations induites par les festivités du nouvel an chinois. Enfin, la volonté de l'État chinois de hâter au maximum la reprise de l'économie est à scruter avec attention. Elle est à mettre en parallèle avec sa détermination à mettre en place le plus rapidement possible des infrastructures 5G, à prendre le plus possible de parts de marché, à vendre le maximum de marchandises et à se positionner dans la perspective de l'après-crise (et les réactions antichinoises, notamment anti-Huawei dans le déploiement de la 5G, de la part des USA et de l'Europe, sont à n'en pas douter déterminées au moins en partie par des calculs protectionnistes visant à minimiser l'impact de ces gains sur la concurrence).

De la même manière, la politique si vertueuse de la Corée, si elle correspond à une meilleure préparation de l'État, et à l'expérience de l'épidémie de SARS, est à mettre en relation avec l'avancement du déploiement de la 5G dans ce pays et avec la volonté claire du pouvoir d'éviter toute rupture dans la production. Ici, le développement technologique est à l'entrée et à la sortie de la crise. Les infrastructures 5G servent à la fois aux contrôles des populations et à la mise en place de systèmes de télétravail, mais aussi d'aiguillons pour des politiques publiques qui évitent l'arrêt de la production.

Nous pourrions continuer encore et encore à décliner sans fin la mécanique froide des États, montrer par exemple comment, à certains endroits, les impératifs du maintien de l'ordre produisent le confinement sous des modalités terroristes (nous pensons aux Philippines) comme la principale réponse d'un État aux abois devant une crise sanitaire impossible à gérer pour lui. Partout, l'État se drape de l'« intérêt général », mais il ne défend que l'organisation capitaliste de la production, ce qui implique la pénurie, la misère, et la gestion comptable de la mort qui en découle. Partout, passé le premier moment de panique qui a surpris les gouvernants, le pouvoir saisit l'occasion pour mettre en œuvre des mesures sociales qui visent à encore à aggraver nos conditions de travail⁴². Ainsi, on a vu dans un nombre important de pays les mêmes dispositifs se mettre en place, alliant l'allocation d'un peu de moyens supplémentaires aux systèmes de santé défaillants, le déploiement de mesures de contre-insurrection préventives et des réponses coordonnées pour, en toute hâte, s'efforcer d'éviter un collapse général de l'économie en injectant des milliers de milliards dans les systèmes bancaires.

42 « [L]’État portugais a interdit les grèves dans le cadre des mesures d’urgence. En France et en Allemagne, les États ont modifié la réglementation légale et ont autorisé l’allongement de la semaine de travail de 48 à 60 heures dans les secteurs dits “clés”. Au Brésil, l’État permet aux entreprises de réduire le temps de travail et les salaires de 50 %. Dans les secteurs centraux comme l’agriculture, l’État prend en charge la gestion de l’offre et la quarantaine sociale de la main-d’œuvre, en recrutant des travailleurs migrants saisonniers supplémentaires, comme dans le cas de l’Allemagne et de l’Italie, en envisageant le recrutement d’étudiants et de travailleurs licenciés au Royaume-Uni et en envisageant des réductions de salaire sanctionnées par l’État aux États-Unis. Les mesures de l’État et la réaction des patrons ont déjà entraîné une augmentation des conflits avec les travailleurs agricoles, comme en Italie et en Espagne. » (Source : <https://feverstruggle.net/fr/2020/04/25/un-bref-resume-des-luites-mondiales-durant-le-covid-19/>)

Nous nous arrêterons là sur ce sujet. Tout est encore en suspens, et nous ne savons pas combien de temps durera cette situation. Une seconde vague est peut-être déjà en cours (à la sortie de ce livre), dont nous ne savons rien, le virus peut muter, tout est flou. Et y aura-t-il une troisième vague ? Par ailleurs, les outils de contrôle des populations « améliorés » durant la pandémie de Covid-19 serviront sûrement à d'autres usages : on peut se demander les raisons de certains reconfinements, par exemple au Liban en août 2020... En somme, les politiques des États continueront à coup sûr de répondre aux mêmes impératifs, enrobés dans les mêmes mensonges politiques. Après tout, c'est la fonction de l'État et c'est le métier de ces gens-là.

Et après ? Demain c'est loin

Il nous est très difficile de nous projeter, ne serait-ce qu'un an, dans le futur, surtout à une échelle mondiale, mais d'ores et déjà il est clair que des soulèvements sont probables et/ou que des États seront confrontés au risque de l'effondrement. Nous pensons notamment au Moyen-Orient, à l'Irak, à l'Iran, à la Syrie. A l'heure où vous lirez ces lignes, le Liban se sera peut-être soulevé. Et le récent exemple du soulèvement aux USA, et de la vague mondiale et magnifique d'identification aux insurgés qu'il a produite, montre bien qu'il s'agit d'une ambiance générale...

Deux hypothèses sont probables pour la suite, et il ne nous appartient pas de trancher en faveur de l'une ou l'autre ici. Elles ne sont d'ailleurs pas contradictoires, mais s'inscrivent plutôt dans des temps différents. Nous choisissons ici – c'est une décision politique – de développer en priorité la première, celle dont nous pouvons parler au présent. Pour le moment, le capitalisme continue sa trajectoire de marasme. L'accumulation passée d'une immense masse de capital fictif est confrontée à un risque accru de dévalorisation, mais encore ajourné par les politiques publiques visant à racheter les créances et à relancer l'économie via des plans de relance massifs. C'est une perspective sur le fil du rasoir. Car la monnaie elle-même est susceptible de rentrer en crise⁴³. Rappelons que la valeur de la monnaie repose sur la capacité de l'État à rembourser ses crédits. Les monnaies – l'euro, le dollar, etc. – sont des titres de créance émis par les banques centrales sur la base de la détention par celles-ci d'obligations d'État¹⁰. Ces obligations sont considérées comme sûres, l'État étant le meilleur payeur... tant qu'il n'est pas lui-même en faillite. Les États centraux, qui parmi les États sont les principaux « producteurs » de dette et de monnaie, sont donc confrontés à une situation inextricable à plus d'un titre. Sur le coup, le surcroît d'endettement ayant touché l'ensemble des États, dans le contexte particulier d'une crise de cet ordre où, qui plus est, les possédants étaient bien heureux de placer leurs capitaux dans des prêts certes sans intérêt mais néanmoins au remboursement garanti, la dette n'a pour l'instant posé aucun problème.

Mais qu'en sera-t-il demain ? Sur une perspective longue – c'est de cela que nous parlions en citant une seconde hypothèse –, il n'est pas improbable d'imaginer qu'un nouveau capitalisme pourrait naître, qui succéderait à une période de troubles prolongés, où les États, de tâtonnement en tâtonnement, de gestion de crise en désastre social, s'ils parvenaient à surmonter nos soulèvements,

43 Il ne s'agit pas ici de reprendre le poncif monétariste qui explique que l'augmentation de la masse monétaire expose à l'inflation. Ces dernières années ont montré que l'inflation allait se nicher dans les bulles, telles, successivement, celle de la Net économie, de l'immobilier, puis du capitalisme de plate-forme. On peut même affirmer avec N. Scircnek que, d'une certaine manière, l'économie actuelle de bulle permanente est la manière dont le capitalisme distribue les investissements d'infrastructures (tout en créant un tel niveau de suraccumulation, d'augmentation du prix des actifs et de l'immobilier qu'il creuse un fossé immense entre la petite frange de possédants et les autres... mais cela est une autre histoire. En revanche, le spectre d'une cessation de paiement des États centraux sur leur dette menace le mécanisme de création monétaire lui-même – voir la note suivante.

finiraient par aboutir à une refonte générale des systèmes monétaires et à un défaut général sur la dette, ou du moins à sa renégociation forcée¹⁰.

Avant d'en arriver à une refonte globale – si tant est qu'elle ait lieu –, il paraît probable que de nombreuses années passeront, durant lesquelles des tentatives de retour à des formes de normalité sur le plan économique seront menées par les États. Ceux qui, en ce moment, prêtent des fortunes aux États pour que ceux-ci « sauvent l'économie » attendent qu'on leur rende leur argent, ce à quoi les divers politiciens au pouvoir sont tout à fait disposés. Les États, et surtout les unions d'États (en premier lieu l'UE et les USA), étant pour l'instant toujours à considérer comme des grandes banques : *too big to fail*, trop gros pour faire faillite...

On peut donc s'attendre à des luttes féroces de pouvoir, entre diverses factions politiques. Entre plusieurs modèles, tous porteurs d'écrasement pour les prolétaires, car l'heure est à nous marcher sur le corps, et le message est clair, malgré les promesses de lendemains heureux, après la crise. On peut donc s'attendre à assister à des tentatives de relocalisation nationaliste de l'économie, qui ira de pair avec une brutale baisse des salaires pour relancer les profits et la « compétitivité ». On peut aussi imaginer que des politiques d'austérité dures se mettront en place dans certains pays, soutenues par une rhétorique nationaliste et peut-être écologiste, car la rhétorique de l'écologie semble avoir été désormais totalement intégrée aux discours gestionnaires. En fait, on peut surtout s'attendre à un panachage de toutes ces politiques, avec des mouvements de balancier de la gauche ou, à l'extrême droite, des promesses gazeuses et des coups bien réels. Les tentatives de relance de l'accumulation seront sans doute brouillonnes et violentes, et les journalistes auront fort à faire pour emballer le tout dans de jolis paquets aux couleurs vives. Mais une constante semble claire : tout ira dans le sens d'un gigantesque serrage de vis contre les exploités.

Ce qui présage une contradiction immense entre les attentes d'une population sacrifiée, à qui on a promis solidarité et « monde d'après », et les politiques qui viennent, toutes couleurs confondues. Le glissement vers une opposition de rue et sa répression violente nous paraît inévitable : il y aura des révoltes, des émeutes, des luttes, des grèves sauvages. Il y en a déjà. C'est bien pourquoi, à l'heure actuelle, nous ne voulons pas trop spéculer sur les formes que prendrait le capitalisme d'après-demain⁴⁴. Car, entre aujourd'hui et cet après, il y a une vaste période de soulèvements. Et anticiper trop sur le futur hypothétique issu de notre défaite n'est pas l'objet de ce livre, nous y prenons le parti de la victoire.

Avant d'y arriver, c'est sur les mouvements et partis politiques qui émergent depuis la crise précédente que nous voulons revenir. Ces forces naissent elles aussi du combat. Combat pour manger nos mouvements, pour les miner, les tourner contre nous en partis, ONG, syndicats contre-révolutionnaires. Ce sont des structures qui, des USA à la Grèce en passant par le Brésil, ne proposent que l'intégration dans l'État, avec pour horizon la conquête de la gestion de l'État. Avec toutes les contraintes que cela implique, en premier lieu le respect du strict cadre que nous avons décrit, celui du maintien de l'ordre social.

État et peuple

« En Égypte ou en Tunisie, c'est effectivement un peuple qui est descendu dans la rue en cet hiver 2010-2011. Cela faisait déjà un bout de temps que des mobilisations de prolos avaient lieu contre

⁴⁴ Et cela, sans compter non plus la question de la guerre, de la multiplication des conflits militaires entre États, des interventions d'États dans les soulèvements... Et de tout ce que cela signifie en termes de construction d'un monde capitaliste « d'après ».

leur situation, notamment contre l'arbitraire des régimes politiques (les chômeurs à Sidi Bouzid et les ouvrières du textile à Mahalla) en ce que ces derniers déterminaient totalement la maigre distribution d'une partie de la rente étatique sous forme d'emplois publics/privés. On demandait alors à l'État de redistribuer, chose à laquelle il se refusait. Face à cet état de fait, c'est-à-dire face aux formes prises par l'exploitation capitaliste dans cette région, l'explosion sociale s'est rapidement transformée en un bouleversement politique.

(...)

Il ne s'agit pas de dire que la lutte des prolétaires dans ces deux pays n'a pas réellement ébranlé la vie quotidienne dans son ensemble. Les occupations, les grèves, les affrontements, les incendies qui ont secoué la Tunisie et l'Égypte, début 2011, ont été des épisodes tonitruants de la lutte des classes et des exemples concrets concernant l'explosion d'une société. L'activité des prolétaires a dans un premier temps ciblé les besoins immédiats (pour l'augmentation du salaire minimum, contre les petits chefs trop zélés), et c'est à partir de l'extension de la lutte sous le registre très politique et interclassiste de la critique de l'autoritarisme du régime que la brèche s'est ouverte, permettant ainsi aux militants politiques libéraux, aux cadres, à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie périphérique de jouer leur rôle dans cette partition. Aller de la destitution en acte des tyrans à la revendication d'une société civile ne va pas de soi, c'est une affaire de rapport de forces au sein du mouvement populaire. Alors que des millions d'Égyptiens occupent la place Tahrir durant dix-huit jours au début de l'année 2011, les prolétaires d'Égypte ont derrière eux cinq ans de lutte contre les conditions de travail et de vie que le raïs leur impose. Seulement, les particularités de classe ont été gommées par les mots d'ordre des mouvements citoyens, au profit de la revendication de la chute du régime, pour une recomposition de la société. Quand un slogan venait fracturer l'unité apparente du rassemblement place Tahrir, la foule scandait "une main, une main" puis reprenait les slogans liés à la chute du régime. Le peuple, c'est "ensemble ou tais-toi". Cette séquence de l'unité entre les classes, symbolisée par la première occupation de la place Tahrir, ne durera pas longtemps. La composition du mouvement, rejoint assez tardivement par les politicards islamistes et l'armée, a contraint le prolétariat à s'effacer au nom du peuple, pour le plus grand bonheur du Conseil supérieur des forces armées (CSFA), des Frères musulmans et de leur stratégie populiste. »

Extrait du chapitre « La mare s'appelle peuple » tiré du livre *Mais tout commence*, du groupe Bad Kids. Le chapitre est disponible en PDF sur le site du groupe.

« *Nous sommes le peuple* » est une affirmation qu'on aura beaucoup entendue dans les mouvements de la vague récente... Mais qu'est-ce que le peuple ? Et quand nous entrons en mouvement pour changer nos conditions de vie, qui est ce « nous » ? C'est une question importante, qui revient à se demander si on n'est pas en train de se battre du mauvais côté de la mêlée sociale. Par exemple, l'intervention, la participation à un mouvement comme les gilets jaunes, le *Hirak* en Algérie, la *Thawra* au Liban, a sûrement, pour beaucoup de personnes, de groupes, été conditionnée par ces questions : « De quoi sommes-nous partie prenante en intégrant ce mouvement ? » « Pour quoi ou qui roule-t-on ? Et vers où ? Est-ce que tout cela va aboutir à du mieux ? A du pire ? A quoi ? » Ce qui revient à dire : « Que constituerons-nous ensemble dans ce mouvement ? » C'est que, nous en avons fait l'expérience, un mouvement collectif peut se transformer et nous transformer dans le cadre même de son action. Il peut – nous en parlerons dans la seconde partie de ce chapitre – s'aliéner, s'enliser dans un mouvement politique, additionner des colères comme des clientèles, promettre à tous, ce qui n'engage à rien et bénéficie aux faiseurs de promesses. Mais il

peut aussi quitter le terrain de la revendication particulière, de la négociation, pour coaguler, dans un refus en bloc. Refus de nos conditions de vie, refus de continuer à vivre dans ces conditions. Et il peut en tirer les conséquences offensives, chemin faisant.

Ce refus va souvent avec l'autodéfinition du mouvement comme représentant le peuple tout entier. C'est que, dès les premiers jours des mouvements, ces questions : « Qui sommes-nous ? Qu'est-ce que ce mouvement ? Qui sont les vrais ? » sont partout lancinantes. Mais si nous sommes tout le monde, plusieurs manières différentes de définir ce « tout le monde » existent et se sont posées.

Et là où elle se contredisent – et justement c'est cette contradiction qui constitue la lutte pour l'hégémonie dont nous parlions –, c'est autour du rapport à la lutte. Sommes-nous tout le monde, ou en lutte pour tout le monde ?

Si nous sommes en lutte pour tout le monde, dans une société fondée sur l'exploitation des uns par les autres, on se rend bien compte qu'on ne peut pas à la fois lutter pour les uns et pour les autres. Approfondir la lutte et la radicaliser⁴⁵, c'est agir contre l'organisation de la société fondée sur la propriété privée et le règne du fric... donc remettre en cause le pouvoir des possédants. Il y a des intérêts contradictoires dans cette société, et pour parvenir à une société réconciliée il va falloir d'abord trancher les contradictions. Et certains, les riches, seront mécontents de perdre leur place.

Mais – et voici la contradiction – en même temps, si nous sommes tout le monde, alors il faut prendre les avis de tout le monde, non ? Voilà ce que propose la démocratie comme moyen de réduire les conflits : on arrête et on vote. Cela a fait ses preuves comme moyen de juguler les révolutions depuis bien des années.

La révolution, comme un incendie, a besoin pour brûler de son oxygène, l'action collective incontrôlée, spontanée, vivante. Elle avance par tâtonnements, par respirations, dans une dialectique de l'expansion qui repose sur des courants contradictoires d'extension et de contraction, mais surtout, surtout, jamais ne se fige.

La démocratie, c'est la représentation. C'est le remplacement de l'action par le vote, le remplacement du mouvement par l'image, le remplacement du cadre horizontal et diffus par la structure de représentation pyramidale et centralisée. Elle est la manière dont le mouvement se dote d'un encadrement qui va négocier avec l'État. Celui-ci va ensuite manger le mouvement, intégrer certains, réprimer les autres, les *irresponsables*, les *incontrôlés* : les *révolutionnaires*. La victoire de la démocratie conduit à étouffer la révolution sans bruit.

Aspirations démocratiques, volonté de changer les choses mais adressée avant tout à l'État, appel à une meilleure redistribution aussi : ces éléments sont autant de points communs qui inscrivent la vague récente dans le sillage de nombreux mouvements contre l'austérité, pour un changement de régime, qui se sont manifestés à l'échelle globale depuis la crise de 2008.

Et il est plus que temps d'en faire un bilan, à l'heure où cette vague se termine à la manière dont les vagues meurent, leurs derniers clapotis submergés par une marée plus forte, qui vient s'affirmer contre le ressac. Depuis les révolutions arabes jusqu'aux « indignés », au mouvement des places, un « nous » s'était mis en mouvement. Il a composé un sujet de lutte. Il s'est autoproclamé le « peuple ». Mais, dans le cours de la lutte, cette vague a été confrontée au même piège, aux mêmes contradictions. Le mouvement s'est enfermé dans un tête-à-tête avec l'État. Le « peuple » s'est levé

45 C'est-à-dire, puisqu'en ces temps de propagande d'État il faut rappeler l'origine des mots, vouloir régler le problème à la racine.

non pour prendre en main son destin, mais pour demander à l'État de faire son boulot, de remplir son rôle. Ce rôle, il ne le lui conteste pas, au contraire il le supplie de le remplir, d'être un représentant honnête des intérêts du peuple. Cette vague internationale s'est placée dans une situation d'impuissance, otage de l'État. La position est déjà révélatrice des contradictions de ces mouvements : sur les places publiques, à la merci des forces de répression, cernés. Ce sont les forces répressives qui sont en mouvement ; les manifestants sont statiques, d'emblée sur la défensive. Pour passer à l'offensive, il leur faut quitter la place.

Bien sûr, cela prend des formes très différentes selon les pays et les mouvements, mais aussi selon la manière dont l'État réagit au mouvement. En France, le mouvement Nuit debout de 2016 ne dépasse pas le stade du spectacle politique à petit budget, dernier clapotis d'une vague internationale. Mais dans certains pays les régimes étaient faibles, la colère était puissante.

Le changement de gouvernance, pour utiliser une expression à la mode chez les technocrates à sang froid qui nous dirigent, fut alors accompagné par l'État, par l'armée, par les hauts fonctionnaires et la bourgeoisie... En somme par la classe dominante, qui va abandonner la clique dirigeante pour négocier avec les représentants (souvent autoproclamés) du mouvement.

Le mouvement que nous vivions de l'intérieur s'est transformé en autre chose, semble avoir sécrété une représentation de la lutte qui lui est extérieure. Les assemblées de quartier, qui organisaient la lutte et la solidarité locales, sont mangées par les municipalités. Une fraction du mouvement travaille désormais pour l'État, comme élus, comme travailleurs sociaux, ou pour des ONG, associations, syndicats : cet encadrement, peu à peu, a pris le dessus.

Est-ce la continuation de nos mouvements, ou leur négatif ? Le débat fait rage sur cette question. Syriza, Podemos, Ennahda, les partis qui mangent les mouvements et soulèvements sont-ils des prolongements de ceux-ci ? Oui et non. Ils en sont la recomposition. Cette recomposition est une négation de ces mouvements, mais il y a dans cette négation une part de ces mouvements, absorbée et restituée différemment.

Comment cette négation du mouvement défait les forces révolutionnaires ? Comment se noie un mouvement ? Nous avons déjà commencé à y répondre dans la partie sur les gilets jaunes, et nous en parlerons encore. Nous pensons qu'une perte de puissance est préalable à la défaite. Un amoindrissement du mouvement révolutionnaire : la défaite de l'hégémonie des prolétaires, la victoire de la proposition politique du peuple comme unité politique, comme véhicule – impuissant par lui-même – de la conquête de l'État.

Ce que nous voulons dire par « amoindrissement », c'est qu'en tant que sujet en devenir, en tant que force en construction, un mouvement peut persister dans ce qui fait sa force, ou au contraire s'aliéner, devenir autre, en l'occurrence sombrer dans la politique. Pour le dire de façon plus claire, il peut continuer l'offensive et attaquer encore jusqu'à la victoire, en prenant ce dont il a besoin pour cela en vivres, logements, rebrancher l'électricité et empêcher les expulsions, et réorganiser finalement la vie sociale, ou... négocier avec l'État. Et négocier signifie en premier lieu accepter de respecter l'ordre et la propriété privée, pour obtenir en échange quelques concessions. Quelques aides, des subventions, des miettes distribuées aux représentants pour acheter la paix sociale, avec la gestion du pouvoir central comme seule perspective, et tout ce que ça signifie de construction du parti électoral et des alliances nécessaires pour ce faire.

Cette force en devenir, qui est alors défaite, est celle de la classe révolutionnaire, qui de mouvements en soulèvements, dans le cycle actuel, affirme peu à peu sa puissance. Mais soyons précis. Le terme « affirmation » renvoie, dans toute une littérature marxiste, à la patiente

construction d'organisations, tel le défunt mouvement ouvrier, c'est-à-dire une sorte de lente accumulation de force dans des structures au sein même de cette société. Ce n'est pas à cela que nous faisons référence, au contraire, car ces formes sont une négation du mouvement lui-même.

Mais alors, de quoi parlons-nous ? Nous parlons de l'accumulation de l'*expérience prolétarienne*. Nous parlons d'un processus cumulatif dont l'intérêt du concept de cycle de lutte réside justement en sa capacité à nommer ce qui se joue, à en cerner les contours.

Il y a, dans la période que nous vivons, une intelligence collective. Aliéner celle-ci dans des partis séparés est une erreur tragique. Nier toute forme de bilan et d'avancées de nos luttes, c'est se tromper tout autant⁴⁶. Nous trouvons, dans la nouvelle vague de soulèvements qui s'ouvre, la voie de la sortie du piège de l'impuissance dans laquelle la première vague, celle du peuple sujet de l'État, s'est laissé enfermer.

Cette impuissance, qui a amené les occupants des places à se faire déposséder de leur mouvement, nous l'avons combattue, au sein des gilets jaunes. Le mouvement a rejeté la représentation, les leaders, la négociation. Et nous voulions ouvrir ce livre par un récit du mouvement gilets jaunes pour cette raison. Car c'est depuis cette position que nous avons entrevu autre chose que l'impasse et la défaite. Autre chose que la subordination de nos mouvements à la conquête et la gestion de l'État : la constitution des mouvements pour eux-mêmes.

Mais, pour l'instant, nos mouvements perdent. Et dans ce moment de la défaite, nous assistons à l'intégration d'une fraction de nos mouvements dans l'État. Ce scénario n'a rien de neuf. Il va simplement plus vite. Au racine de l'intégration de nos mouvements dans l'État, on trouve l'échelon local, en particulier municipal. Cela n'est pas nouveau : la social-démocratie allemande du début du siècle, comme par ailleurs les municipalités du PCF en France et l'ancrage local et régional du PCI en Italie, sont déjà des cadres d'intégration à l'État, mais aussi de gestion des populations sur une base interclassiste.

Prenons un exemple qui nous permettra d'illustrer l'ensemble de notre propos, d'autant plus qu'il a servi de référence, de laboratoire, des stratégies de la gauche dite réformatrice de ces trente dernières années : l'ascension du Parti des travailleurs (PT) au Brésil et sa chute.

Le PT est né de la lutte. Formé par des dirigeants syndicaux ouvriers de la région de Sao Paulo, par des militants qui se réclamaient notamment de l'extrême gauche trotskiste, il a grandi en épousant les luttes ouvrières et le vaste mouvement des paysans sans terre. Dans les années 80, on peut dire que ce parti formalise le mouvement social, est l'émanation de l'autonomie des travailleurs dans un parti politique indépendant. Il en est tout à la fois l'expression, le cadre, la centralisation des énergies et des intelligences⁴⁷. Et tout cela autour du projet politique d'une modernisation sociale et économique, au service de la population, par la prise du pouvoir d'État et la démocratisation de cet État. En somme, on y retrouve des aspirations semblables à celles que nous avons citées.

A mesure que la dictature dans laquelle il a fait ses premières armes cède la place à un régime bourgeois plus démocratique, à la fin des années 80, le projet politique du PT se réalise : il accède à de plus en plus de responsabilités.

46 Nous reviendrons en détail sur la formation de l'expérience prolétarienne, la mémoire des luttes, dans la dernière partie de ce livre.

47 Toute l'intelligence n'y est pas réunie, bien sûr, mais il joue un rôle de centralisation.

Durant la décennie 90, il conquiert le pouvoir de gestion, en commençant justement par les municipalités. Il va devenir une sorte de modèle mondial pour la gauche altermondialiste, qu'Olivier Dutra, le maire PT de Porto Alegre (la capitale de l'État du Rio Grande do Sul, dans le sud du Brésil, qui comptait 1,4 million d'habitants en 2010), accueillera à plusieurs reprises lors de forums sociaux mondiaux. Des forums dans lesquels grenouillaient ONG, partis de gauche et syndicats en quête d'une gestion plus « humaine » du capitalisme. Porto Alegre, symbole de la gestion PTiste du pouvoir, est l'un des lieux de naissance de cette fameuse « démocratie participative » qui va vite devenir une sorte de MacGuffin mondial de la gauche. Rentrons un peu dans les détails de la mise en place de ce strapontin populaire : il sera un modèle d'intégration des structures de la lutte dans l'État, à l'échelle de la municipalité.

Des comités de quartier se constituent dès les années 70 à Porto Alegre. Ils y conduisent des luttes locales sur la distribution d'eau, l'assainissement, les transports en commun, etc. Le PT y tient une place importante, avec le Parti démocratique travailliste (PDT). Ces comités se rassemblent, à l'échelle de la ville, en coordinations qui finirent par devenir une sorte de contre-municipalité.

Après un épisode de gestion de la mairie par le PDT, qui y pratique une politique classique en dépit des comités de quartier qu'il avait promis d'associer à cette gestion, le PT parvient à la mairie, en 1988, porté par ces comités de quartier qui attendent de lui un changement majeur d'orientation. Et il va faire de la démocratie participative l'une des bases de sa politique locale.

Ce projet municipaliste, dont Porto Alegre va rapidement devenir une vitrine, on le retrouve comme voiture balai de nombreux mouvements de lutte de ces trente dernières années. A noter que c'est aussi au milieu des années 80 que Murray Bookchin commence à théoriser son « municipalisme libertaire¹⁵ ». Autant annoncer la couleur tout de suite : pour nous, le programme maximaliste annoncé par le municipalisme libertaire, à savoir un plan pour abolir l'État et instaurer une société débarrassée du capitalisme, a autant de densité que les discours sur l'avènement du socialisme ou même sur la société sans classes tenus par les dirigeants du Parti social-démocrate allemand du XIX^e siècle : c'est un mythe, un horizon commode, sans rapport avec la réalité des pratiques.

Le municipalisme « réellement existant », en particulier en ville, est toujours porté par des partis politiques. Si les dynamiques que tentent d'impulser les campagnes municipalistes intègrent souvent une participation « citoyenne », c'est presque exclusivement sous le patronage de partis politiques, et plus on monte dans la hiérarchie municipale, plus ce phénomène est évident. En dernier recours, il ne s'agit que de l'intégration à l'État, à l'échelon de la commune, d'une fraction des participants aux mouvements de contestation des années précédentes.

Ce phénomène, on le retrouve aussi en Espagne après le mouvement des indignés, avec la montée en puissance de Podemos, ou en Grèce, ou encore, plus récemment, en France lors des dernières élections municipales qui ont vu des mairies tomber entre les mains de listes « citoyennes écolos » sous la férule des partis de gauche traditionnels.

Ces expériences de gestion municipale n'ont nulle part donné la moindre velléité de rupture avec le capitalisme. Elles se sont bornées à augmenter légèrement les consultations de la population dans les prises de certaines décisions sur l'urbanisme et les équipements, à proposer qu'un pourcentage de la population par ailleurs souvent ridiculement bas et composé de cadres, petits-bourgeois, et/ou

militants politiques, associatifs et syndicaux soit associé à la gestion de la municipalité. En somme, du vent, ou presque : quelques emplois, un clientélisme démocratisé... bref, la social-démocratie⁴⁸.

Au Brésil, c'est durant les années 90 que la direction du PT a peu à peu marginalisé sa frange révolutionnaire, préparant le terrain à l'exercice du pouvoir central. Celui-ci a été conquis en 2001, avec l'élection à la présidence de Lula, un ancien syndicaliste métallurgiste.

Bien sûr, c'est ici que les éternels Sisyphe politiques nous expliquent que, si la direction a « trahi », cela n'invalide pas leur stratégie pour autant. Les représentants de cette tendance politique se sont d'ailleurs empressés de constituer de nouveaux partis « à la gauche » du PT.

Il ne s'agit pas d'une trahison mais d'un aboutissement logique. L'intégration progressive à l'appareil d'État de ce parti l'a amené tout naturellement à en devenir une prolongation. Et cela, il l'a fait en connaissance de cause : il est tout à fait possible que nombre de ses dirigeants aient cru sincèrement que ce qui manquait au pays, c'était un État « digne de ce nom », c'est-à-dire capable d'arbitrer le conflit entre les classes au profit d'un fantasme d'intérêt général.

Mais qui dit intégration dans l'État dit aussi maintien de l'ordre social, et donc répression. A mesure que le PT utilisait des mouvements de lutte comme autant de véhicules de sa prise de pouvoir institutionnelle, il en pompait l'énergie, tour à tour intégrant des dirigeants à l'appareil d'État et réprimant durement les éléments les plus radicaux. A son arrivée au pouvoir central en 2001, il était fin prêt pour mener une politique considérée comme exemplaire par les organismes internationaux de la bourgeoisie.

Cette politique, c'est avant tout la construction d'un consensus social qu'on peut résumer ainsi : les capitalistes profitent de la hausse des matières premières et financent un État à même d'investir dans des infrastructures via la souscription de dette publique. Une partie des paysans sans terre voient les terres qu'ils occupent légalisées, ce qui permet de fait de concentrer la répression sur les autres. Mais surtout, il est mis en place le programme « bolsa familia », qui conditionne l'attribution d'une aide sociale à la déclaration d'une adresse fixe. L'ensemble de ces mesures ne remet pas en cause l'ordre social du pays. Pour faire passer ces réformettes qui ont surtout pour effet de renforcer le pouvoir d'État, le parti développe tout un système permettant d'acheter les voix des députés qui lui manquent en utilisant l'argent de la compagnie publique Petrobras.

La suite se passe quelques années plus tard, en 2014, quand le consensus social est dénoncé par les capitalistes, les grands propriétaires, lorsque la chute des cours des matières premières entame leurs profits. Ils réclament leur argent, celui qu'ils avaient prêté à des taux d'intérêt usuraires, pour financer les miettes des programmes sociaux et payer les fonctionnaires. Et on parle de sommes conséquentes, dans un pays où le service de la dette est le premier poste de dépense de l'État.

Alors, l'ancien personnel politique « de gôche » est brutalement remercié pour ses bons et loyaux services. Pour cela, on met en avant le système de corruption, rebaptisé « scandale de Petrobras », qui permettait d'acheter les voix de notables locaux.

Désormais, il s'agit de faire le job de l'austérité, privatiser à tout-va, réformer les retraites, payer la dette. Et nous voyons alors avancer sur le chemin pavé de réformes menées par les sociaux-démocrates, de nouveaux partis boutiques, des hommes providentiels à la propagande affûtée – tel

⁴⁸ L'exemple du Rojava mériterait un examen particulier, et les impératifs de parution de ce livre ne nous en laissent guère le temps... C'est donc à regret que nous ferons l'impasse dessus. Nous renvoyons les lecteurs qui voudraient approfondir cette question au texte « Lettre à des amis "rojavistes" » publié sur le site DDT21.

Bolsonaro au Brésil – qui vont ravir le pouvoir en se présentant comme une violente alternative au sein même de l'ordre. Cette émergence, nous en parlerons dans le chapitre suivant. Elle constitue l'autre forme de captation de la lutte de classe, de la dynamique de destruction de l'ordre social, cette fois complètement sous la forme du simulacre, comme une nouvelle négation qui vient achever de renverser cul par-dessus tête nos mouvements, dont les formes apparaissent désormais contre nous.

L'exemple du PT au Brésil est limpide, mais il semble que, de nos jours, les cycles s'accélèrent. Les succès des partis qui usent de nos mouvements comme de strapontins, à l'échelle locale ou nationale, durent peu. Les réformes proposées sont de plus en plus creuses, et derrière les mots ronflants, même quand on nous parle d'« abolir la police », il s'agit d'intégrer une partie du mouvement à l'État... et de devenir la police.

Crise de la démocratie, algorithme et bunkérisation

Depuis la crise économique de 2007-2008, un ensemble de réponses économiques, sociales, politiques sont apparues dans le combat. Combat que mènent les possédants contre nous pour s'accaparer les richesses, combat qu'ils se mènent entre eux pour en accaparer plus que les autres.

Dans ce maelström mondial, la place des nouvelles technologies est immense. Cette évolution se produit avec une vélocité qui nous laisse souvent sidérés. Pourtant, cela n'a rien de nouveau. Pensons à la manière dont la production de voitures a transformé le travail, servi d'avant-garde à l'introduction du taylorisme, créé une nouvelle génération de travailleurs. A comment l'usage des voitures a bouleversé les loisirs, les voyages, le rapport à la ville et au logement. Idem pour l'usage de la radio, puis du cinéma, puis de la télévision et leur évolution, qui ont radicalement transformé la production culturelle, la politique, la propagande, la vie des foyers, les sorties. Toute cette série d'innovations s'intègre au cycle de luttes qui s'ouvre autour de la Première Guerre mondiale, fait de crises, soulèvements, contre-révolutions et guerres.

Il en est de même aujourd'hui, et la profonde transformation en cours des entreprises consacre le règne de la plate-forme numérique et de la collecte, du traitement et de l'utilisation des données.

Ce processus est à l'œuvre dans l'ensemble des secteurs de l'économie capitaliste. Sa déclinaison dans le secteur de la publicité et de la communication a conduit à un nouveau stade, peut-être définitivement achevé, d'unification des produits culturels, commerciaux et politiques.

Ce processus est en cours depuis l'avènement de la démocratie bourgeoise. Et nous ne sommes pas les premiers à énoncer cette unification, nous pensons notamment aux théories situationnistes⁴⁹.

En tout cas, pour les jeunes cadres sortant des écoles, choisir la politique plutôt que les affaires, la culture, et choisir, dans la politique, la gauche ou la droite, l'extrême droite ou la gauche dite radicale, c'est bien sûr une affaire de valeurs.

49 Il nous est indifférent d'être ou non les premiers ; l'innovation en théorie révolutionnaire est bien souvent la simple redécouverte des mécanismes du capital, et la dynamique globale de celui-ci est invariante. Pour reprendre une métaphore qu'appréciait une militante de la Gauche communiste aujourd'hui décédée, la taille d'un cercle peut changer et atteindre les dimensions du globe, cela ne change rien au fait que, pour calculer sa circonférence, il nous faudra utiliser le nombre pi.

Mais les variations de valeurs de chaque boîte politique ne sont pas très différentes des variations des chartes de valeurs de l'entreprise Google, Apple ou L'Oréal. (L'ancienne devise officieuse de Google « Don't be evil » était peut-être même plus claire que bien des slogans de campagne.)

Et surtout, les partis se repositionnent lorsque c'est nécessaire, se transforment, fonctionnent sur la base d'études de marché, de cœur de cible, etc. Bref, partout règne sans partage le travail, l'esprit d'entreprise. On fait le job. C'est surtout une « histoire de défi », de « challenge », de communication. Cela n'est pas récent, mais les tentatives de créer des distinctions, des digues, entre la forme parti et la forme entreprise sont devenues risibles.

Nous l'écrivions, cette compréhension du parti comme entreprise n'est pas nouvelle⁵⁰.

Ici, nous choisissons de mettre en perspective l'évolution de la forme parti avec celle de l'entreprise capitaliste, c'est-à-dire de ne pas considérer les partis comme des entreprises particulières au développement autonome, mais des formes d'entreprises comme les autres.

Et hâtons-nous ! La rapidité dans la compréhension de notre situation est une arme, pour nous comme pour nos adversaires. Ce que nous avançons ici, c'est que la première phase de crise du consensus social est déjà derrière nous. A présent, les dynamiques à l'œuvre au sein de ces partis dits « populistes », qui ont pu déborder, inquiéter la classe dirigeante⁵¹, sont en passe d'être tenues, muselées, leur colère canalisée, afin d'être utilisées au mieux des intérêts des possédants.

Ces représentations politiques forment des simulacres de mouvement, comme une plante carnivore imite une forme. Cette image de la plante carnivore, gardons-la en tête, car elle permet de comprendre ce à quoi nous avons affaire : une adaptation permanente des structures de médiation sociale à l'émergence de nouveaux modes d'organisation, leur intégration et leur reproduction sous la forme de structures marchandes.

Et de la même manière que les entreprises se restructurent, les partis politiques se sont adaptés, transformés. Et au modèle, somme toute ancien, du parti qui récupère, intègre et se propose comme débouché, se sont aussi substituées de nouvelles formes montées de toutes pièces, qui sont venues capter l'énergie sociale de ces mouvements pourrait-on dire « à la source ». (Est-ce si nouveau ? N'était-ce pas une des caractéristiques des partis fascistes ? Nous réservons notre avis.)

50 Les sociologues bourgeois le savent et débattent des formes que prend ce type particulier d'entreprise depuis l'époque de Max Weber (*Le Savant et le Politique*, 1919). Sur ce sujet, on peut aussi citer les travaux de Robert Michels (*Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, 1911, traduction intégrale chez Folio en 2015), ou encore, plus proche de nous et hélas non disponible en français, Katz (R. S.), Mair (P.), « Changing Models of Party Organization and Party Democracy. The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, vol. 1 (1), 1995.

51 Nous utilisons les termes de classe dirigeante et de classe possédante dans un sens précis. La classe dirigeante est la fraction de la classe possédante qui détient le pouvoir effectif. La classe dirigeante représente et administre en général les intérêts de la classe possédante. Mais il peut exister des variations, des conflits, des luttes de tendances. Par exemple, les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) ont une place particulière dans le capitalisme mondial et son État principal, les USA. Mais les USA ne sont pas le cabinet d'enregistrement des intérêts des GAFAM. Il peut y avoir lutte, ou au moins velléité de lutte, notamment parce que les GAFAM usent de leur position dominante pour s'arroger une part du surprofit qui risque d'être trop écrasante pour le reste des capitalistes. Enfin, le terme de classe dirigeante permet de cibler plus précisément la fraction de la classe possédante la plus solidement arrimée à l'État.

Des entreprises de récupération, des boutiques électorales⁵² telles que le Mouvement 5 étoiles en Italie, fondé par un milliardaire italien fan de nouvelles technologies, Gianroberto Casaleggio. (Cet homme d'affaires, décédé aujourd'hui, a d'ailleurs tout naturellement fait succéder son fils à la direction du mouvement via une fondation, la fondation Rousseau, détentrice de la plate-forme digitale du même nom⁵³.)

Ces mouvements politiques imitent sciemment les mouvements spontanés d'une époque où la politisation suit la voie sinueuse des algorithmes. Ce genre de simulacre d'une forme spontanée, cette pratique visant à faire croire à un mouvement spontané de l'opinion, est d'ailleurs théorisé par les spécialistes en communication sous le nom d'« astroturfing⁵⁴».

Dans le cas pionnier du Mouvement 5 étoiles, l'utilisation de ces toiles d'araignée virtuelles a été savamment dosée pour vendre la boutique du parti. Ainsi, les sujets des « posts » du blog de Beppe Grillo étaient systématiquement passés au tamis du nombre d'engagements, de partages et de commentaires, pour aiguiller la diffusion et la rédaction des propositions vers les thèmes les plus porteurs sur les réseaux. On peut crier à la démagogie, on peut encenser la démocratie directe électronique par algorithmes. Constatons surtout qu'il s'agissait de constituer un bloc électoral par addition des colères et des refus, pour orienter tout cela vers les urnes.

Mais reste que la production de ce bloc « populiste », de cette adhésion à une idéologie dont la couleur peut varier, mais qui est systématiquement autoproclamée « antisystème », ne constitue pas pour autant un sujet, un acteur autonome, disposant d'une intelligence propre et se retournant sur lui-même pour se comprendre. Comme un logiciel constructeur, son cœur est féroce protégé par ses propriétaires, qui ne laissent à leurs clients que la possibilité de consommer leurs offres⁵⁵. Et voici donc la nuance. Ce que nous observons grossir et se former comme un bousier roule sa boule autour de n'importe quelle chiure de mouche médiatique, c'est une foule virtuelle, à la fois massive et addition de solitudes, d'isolement, dont l'effet de masse ne brise rien, qui se côtoie sans se rencontrer.

Voilà même tout l'enjeu pour les entrepreneurs politiques : il s'agit d'être capable de drainer la substance de cette foule, allant même jusqu'à la convoquer dans la rue, comme lors de ces

52 Ils ne s'en cachent pas, au contraire : c'est un motif de fierté. Ainsi, dans une interview pour le *Corriere della sera*, Davide Casaleggio, le fils et héritier de l'entreprise, déclare à propos du M5S : « *Nous garantissons un meilleur service et nous sommes plus efficaces pour porter les requêtes des citoyens dans les institutions (...). La vieille partitocratie est comme un Blockbuster tandis que nous sommes comme Netflix.* » Cité dans *Les Ingénieurs du chaos* de Giuliano da Empoli, JC Lattès, 2019.

53 Plate-forme qu'on aura, sans grand succès, essayé de vendre au mouvement des gilets jaunes. Souvenons-nous, c'était le 7 janvier 2019, le vice-Premier ministre italien Luigi Di Maio propose au mouvement la plate-forme participative en ligne, pour « aider ». C'est le business plan classique de ce type de boutiques que ces dealers politique vendent en faisant mine de nous faire une fleur...

54 Le terme provient d'une marque de pelouse artificielle « *AstroTurf* » utilisée dans les stades. Cela fait référence à une expression en anglais des États-Unis, « *grassroots movement* » qui signifie « mouvement venu de la base » littéralement, « mouvement de la pelouse ». Il s'agit pour des partis, des marques, ou des entreprises spécialisées, de simuler un mouvement de l'opinion afin de vendre un produit ou de susciter des réactions. Cette pratique semble à la base d'un nombre non négligeable de mouvements de l'opinion ces dernières années. A noter qu'elle n'est évidemment pas neuve, mais a été rendue beaucoup plus facile à mettre en œuvre à grande échelle avec les réseaux sociaux.

55 Ce type de parti ou mouvement peut prendre des formes d'apparence plus « radicale », comme Extinction Rebellion (XR), qui est aussi une boutique fonctionnant sur le modèle de la plate-forme, où tout le monde peut adhérer et prendre un *shift* de lutte écolo, mais où il est impossible d'avoir accès aux données recueillies sur les membres et où les bases de la structure sont impossibles à remettre en cause, y compris par ses adhérents. Enfin, il y règne la même logique de start-up, sans oublier une branche ouvertement tournée vers le business...

Vaffanculo (V-Day) du M5S, tout en évitant qu'elle se transforme en sujet conscient, en force intelligente pour elle-même. C'est l'essentiel même de la question.

Pour donner un exemple, certains ont émis l'hypothèse que le mouvement des gilets jaunes est le produit au moins partiel de tendances politiques réactionnaires visant à construire une sorte de Mouvement 5 étoiles français. Nous ne savons pas si cela pourra un jour être totalement validé ou invalidé. Mais nous savons qu'en se rencontrant et s'organisant ensemble les gilets jaunes sont devenus autre chose, le mouvement a tourné bien différemment.

La forme achevée de la boutique politique contre-révolutionnaire ressemble ainsi à une réédition du fascisme, mais d'un fascisme expurgé de ses éléments « plébéiens ⁵⁶ », sans cette base sociale et militante « turbulente » à qui il faut trouver des emplois et des services divers : une sorte de fascisme restructuré.

Dans ce livre, nous ne nous attaquerons pas à la vaste et délicate question de la caractérisation historique du fascisme. Disons simplement que l'utilisation des méthodes scientifiques de mobilisation des masses, alliée à l'opportunisme politique, n'a jamais été réservée au fascisme. Mais qu'il est difficile d'écarter totalement ce parallèle lorsqu'on se retrouve devant des mouvements prospérant sur le cadavre des mobilisations sociales, la mort du mouvement ouvrier. Des mouvements centrés sur un chef charismatique, le culte de la technologie et de la vitesse ; une rhétorique centrée sur l'ironie cruelle, l'esthétisation de la violence.

Mais – et voici ce qui nous intéresse – à quoi nous sert la caractérisation « fasciste » ? S'il s'agit d'opérer une distinction entre les partis traditionnels et les boutiques fascistes, nous doutons de sa pertinence, du moins nous doutons que ce type de distinction apporte quelque chose dans la lutte contre ces partis. S'il s'agit de constituer des fronts antifascistes, nous n'en voyons pas l'intérêt. Nous ne nous tiendrons pas avec les partis « traditionnels », avec la bourgeoisie « de gôche », pour défendre l'existant face à la fausse subversion des « populistes ». Nous ne défendrons pas leurs régimes, ne participerons pas à leurs mensonges, eux qui ont sur les mains le sang et le souffle des dizaines de milliers de noyés en Méditerranée, pour ne donner qu'un seul fait parmi une profusion accablante.

Nous n'avons rien à gagner à la défense de cette société putréfiée. L'opposé de la guerre déclarée par un Bolsonaro, un Salvini, un Trump aux exploités, ce n'est pas la paix sociale. La paix sociale est une autre forme de notre écrasement. L'opposé, c'est la révolution. Et la victoire de la révolution repose sur la lutte pour l'hégémonie des prolétaires.

Ainsi, peu importe le terme utilisé pour nommer ces mouvements vampires, penchons-nous sur leur nature. Leur principe même réside dans un savant usage de l'énergie sociale de la lutte, sans jamais la laisser devenir une force. Cornaquer la foule comme un éléphant encore jeune et inconscient de sa force, pour la mettre au service de leur petite boutique électorale.

Car dans cette conception le peuple, c'est l'électeur, et s'il est souverain, c'est uniquement parce qu'un bon vendeur proclame toujours que son client est roi. Son périmètre restera circonscrit aux

56 A ce sujet, lire Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*.

limites de la nation, c'est-à-dire borné par des frontières. Il aura un nom de famille⁵⁷ : peuple français, peuple grec, etc.

Ce que vendent les populistes, les antisystème, et plus généralement le fonds de commerce des boutiques électorales, c'est le nationalisme. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit de l'idéologie par excellence du clientélisme d'État. Leur propos se résume à proposer l'alliance impossible des exploités et des exploités nationaux, en échange d'une rente de situation pour les « bons exploités ». Proposition illusoire, dont on peut faire le bilan désormais, alors qu'un peu partout où ces forces prennent le pouvoir la situation de l'ensemble des travailleurs se dégrade : les souris n'ont rien à gagner à se laisser diviser par le chat.

C'est dans l'État que ces forces politiques proposent de placer l'ensemble des espoirs de la population. (Là aussi, elles ne sont pas novatrices.) Comment s'est produit ce retour de l'État, qui semblait pourtant impuissant, en bout de course, en ce début de XXI^e siècle ? Les syndicats et les partis politiques liés au mouvement ouvrier sont intégrés. Tour à tour réglementés, subventionnés, circonscrits et enfin digérés une bonne fois par les États. Les nouvelles formes émergentes sont celles de la start-up politique ubérisée, plate-forme électorale en ligne qui présente son absence de programme comme un gage de qualité et de démocratie. Qui propose à l'électeur de venir remplir leurs formes creuses en plébiscitant des contenus avec des partages et des « like ». (Et qui truque sûrement les résultats, comme n'importe quel boîte de com'.) En somme, on sait bien qu'en politique aussi les soldes sont permanents.

L'engagement associatif, politique ou syndical comme pouvoir autonome de celui de l'État n'est plus crédible. Ou, à la limite peut-être, dans certains secteurs corporatistes. Mais pour une large part de la population, l'État est seul. Et parce qu'il est seul, par un de ces retournements idéologiques dont l'Histoire a le secret, il semble aux yeux de la population le seul acteur capable.

Alors, bien sûr, on entend beaucoup parler de projets visant à revoir l'architecture de l'État. Cela est directement induit par le nombre de clics, de partages et de « like » sur les sujets du genre « plus de démocratie » ou encore « nous voulons être consultés et pouvoir virer ces politicards de merde ». On propose de rédiger un nouveau pacte social autour d'une nouvelle Constitution. D'introduire des votes numériques, de restructurer l'État comme on l'a fait pour les entreprises, en privilégiant l'horizontalité, en généralisant les contrôles qualité, en instaurant une récolte de données. Pour autant, l'État n'en est pas moins considéré comme porteur de toutes les qualités, de tous les moyens d'action qui, dans le même temps, feraient défaut à la population : tout doit passer par lui.

On voit ce glissement s'opérer aussi au travers de celui de la notion de souveraineté : par ce même tour de passe-passe, on nous vend la souveraineté du peuple, mais celle-ci est placée entre les mains de l'État souverain, qui parle au nom du peuple.

Mais c'est là qu'intervient le second glissement. Le pouvoir est comme une patate chaude. Une fois pris, hop ! il appartient à l'État. Mais, à peine élus, les gouvernants se déclarent impuissants sur tous les sujets qui comptent pour le capital. Hop ! le pouvoir économique, l'ensemble des politiques publiques qui concernent le budget de l'État glissent de ses mains pour atterrir dans celles de ses créanciers, qui s'empressent de demander leur dû.

57 Nous pourrions filer cette métaphore de la famille, tant elle est parlante. Celui qui définit la limite de la communauté n'est pas le « peuple » lui-même : c'est l'état-civil. On est du peuple français si on en a les papiers, si on est reconnu par l'État, dont on attend qu'il se comporte en « bon père de famille ». Ce peuple dont nous parlons est certes un sujet, mais dans un autre sens que celui que nous utilisons jusqu'ici : il n'est pas son propre sujet, il est celui de son État.

Le voici, le visage du populiste. Ses yeux brillent en parlant du peuple. Il est friand de son énergie, qu'il dévore insatiablement. Mais s'il n'a que le mot peuple sur les lèvres, c'est l'État qu'il veut embrasser. Et, dans ce baiser, déjà il a perdu son souffle.

Et c'est dans la répression contre ceux-là même, parfois, qui ont contribué à les élire que ces pantins tirent leurs galons d'hommes à poigne. Les nouveaux élus, de Trump à Bolsonaro en passant par Matteo Salvini, savent raconter des histoires dont ils sont les héros, des histoires pleines de bruit et de fureur auxquelles, à bien observer, on ne comprend rien, mais qui donnent l'illusion à un œil absent qu'ils sont des chefs d'orchestre. Mais la réalité de leur travail saute tout de même aux yeux et le roi n'est plus simplement nu, il est surtout un petit gnome bruyant et ridicule qui couvre de ses cris le bruit de mécanismes qui le dépassent, qui ont pour nom profit, rente, plus-value, et qui nous écrasent sans ciller.

On trouve une belle illustration de ce phénomène dans un épisode de la série *Black Mirror*, « Le Show de Waldo » : une sorte d'ourson virtuel à l'humour potache et lubrique, star d'un programme télé de divertissement, se retrouve propulsé sur le devant de la scène médiatique après avoir vertement critiqué un politicien conservateur. La chaîne de télé qui produit l'émission décide alors de surfer sur cette vague et de présenter Waldo, l'ours bleu turquoise, à des élections législatives partielles. Il y fait un tabac. Il crève l'écran lors d'un débat où il écrabouille un politicien dans une tirade rageuse : « Allez vous faire foutre ! Vous êtes une blague. Vous avez l'air moins humain que moi alors que je suis un ours imaginaire avec une bite turquoise ! (...) Plus personne ne vous prend au sérieux, c'est pourquoi plus personne ne vote ! »

Ses prestations sont de plus en plus suivies, alors même que le comique qui anime l'ours virtuel s'enfonce dans le doute. Quelque temps après un nouveau passage remarqué à la télévision, le producteur de Waldo reçoit la visite d'un consultant qui se présente comme membre d'une « agence » états-unienne. Celui-ci va lui faire un cours de com' à l'heure de la pub par algorithmes. « Waldo est une création, les gens non seulement acceptent ça, mais adorent ça. Pour le moment, il est antipolitique. (...) Mais il pourrait délivrer n'importe quelle marque de contenu politique sans les inconvénients que présente un messenger humain. » On ne vous révélera pas la fin de cet épisode, mais son propos illustre le nôtre. Après un bref moment « antisystème », ces nouveaux pantins digitaux sont mis au service de la gestion de la catastrophe capitaliste...

Exactement comme un peu partout dans le monde, les partis dits populistes rentrent dans le rang et se soumettent aux impératifs de gestion dès qu'ils arrivent aux affaires, tandis que leurs méthodes de propagande sont copiées par les formations politiques bourgeoises et permettent à celles-ci de remporter les élections. En cela, la période actuelle est d'une transparence assez effarante. Le même phénomène qui avait présidé à l'apparition de ces partis, c'est-à-dire la transposition dans le domaine politique de la mutation que connaît le monde de l'entreprise vers la plate-forme (Amazon, Facebook...) aboutit aux mêmes conséquences ; les nouvelles start-up émergentes sont rachetées par des boîtes plus grosses et plus vieilles ou copiées à l'identique ; aussi vite ces start-up apparaissent, aussi vite elles sont intégrées. Allons même plus loin : ces modèles de partis plates-formes correspondent à une vague bien précise, celle de la plate-forme dite allégée⁵⁸, dont la diffusion dans le monde est plus souvent connue sous le terme d'ubérisation. C'est-à-dire que ces partis ont plus de points communs avec Uber et Airbnb qu'avec Facebook ou Amazon.

58 Pour l'ensemble des sources concernant la restructuration capitaliste autour des plates-formes, nous sommes redevable et recommandons vivement *Le Capitalisme de plate-forme. L'hégémonie de l'économie numérique* de Nick Srnicek, Lux, 2018.

Ce sont des partis-appis. Comme les applis, leur modèle commercial est basé sur le fait d'être mis en vente sur une plate-forme. Ainsi, les promoteurs d'une application vont être dépendants de Playstore et Apple store pour la diffuser sur Android et IOS. Il en est de même pour ces partis, qui naissent et grandissent dans un écosystème économique qu'ils ne possèdent pas, qui appartient aux plates-formes, en premier lieu Facebook⁵⁹ puis Twitter.

Ils sont ainsi dépendants des changements d'algorithmes de Facebook – et en sont assez conscients pour tenter autant que possible de créer leur propre écosystème, leur propre plate-forme... En vain depuis que le phénomène du blog s'est effondré au profit du microblogging sur plate-forme. Aujourd'hui, pour leur communication, tous les politiques sont dans l'obligation de passer par les réseaux sociaux. Pensez aussi à l'usage de Twitter !

Pour cela, nous pouvons à nouveau citer le cas du Mouvement 5 étoiles, l'exemple est édifiant tant la mue a été rapide. Ce parti est passé en l'espace de quelques années de critique opportuniste, mais néanmoins féroce, du « système » (nous avons décrit plus haut de quelle manière) à une sorte de Démocratie chrétienne revisitée, qui aujourd'hui incarne le centre mou du régime. En 2018, les élections législatives en Italie voient une victoire relative de deux partis dits « populistes ». La Lega, une formation d'extrême droite issue d'une mutation de la Ligue du Nord, parti séparatiste du nord de l'Italie, et le M5S. Ces deux partis, qui jusque-là ne s'étaient jamais alliés, vont trouver un accord de gouvernement qui s'appuie sur la mise en œuvre d'une partie du programme de chacune des deux formations, notamment la remise en cause des traités européens et en particulier les clauses portant sur l'équilibre budgétaire. En somme, ces partis proposent de donner à l'État plus de moyens via l'endettement, afin de financer des politiques publiques d'inspiration keynésienne, tout en baissant les impôts.

L'accord est trouvé, les deux partis se préparent à gouverner... sauf que, faisant valoir ses pouvoirs constitutionnels, le Président Mattarella refuse d'approuver la nomination de Paolo Savona, un « eurosceptique » très critique de l'euro, au ministère de l'économie et des Finances. C'est un fait exceptionnel, car le Président en Italie est juste une sorte de garant de la Constitution. Il détient un pouvoir qualifié d'« honorifique ». Pour expliquer son refus, Mattarella avance des raisons d'ordre économique : le danger d'une Italie hors de la zone euro, la hausse du *spread* (écart des taux d'intérêt avec l'Allemagne) et donc des emprunts, l'inquiétude des places financières, la nécessité de protéger l'épargne des Italiens. En résumé, la stabilité financière passe avant tout. Le 27 mai, G. Conte⁶⁰ renonce à former un gouvernement. La majorité dénonce alors un « coup d'État », et Di Maio, le dirigeant du M5S, va jusqu'à menacer le Président de poursuites légales...

Pour finalement aboutir à un nouvel accord quelques jours plus tard. Le ministère de l'Économie et des Finances est finalement attribué à Giovanni Tria, un professeur d'économie politique proche de la Ligue mais favorable au maintien de l'Italie dans l'euro. Le gouvernement Conte entre en fonctions le 1^{er} juin 2018. Derrière cette passe d'armes institutionnelle, il y a un avertissement clair de la classe qui dirige aux gouvernants élus : voici la ligne rouge. En somme, les volontés affichées de remettre en cause le cadre général de définition des politiques publiques et monétaires auront été battues à plate couture en... quatre jours. Voilà la durée de « résistance » de ces partis.

59 De la même manière, les partisans de Bolsonaro sont des fervents utilisateurs... de groupes Whatsapp, une autre marque propriété de Facebook.

60 Un juriste et homme d'État italien. Politiquement indépendant mais proche du M5S, il était pressenti pour occuper le poste de président du Conseil des ministres... poste qu'il occupera finalement quelques jours plus tard, mais lisez donc plutôt la suite.

De la même manière qu'il est inutile d'espérer que Facebook refuse de collaborer avec la police, en particulier dès que les intérêts capitalistes peuvent être menacés, il est inutile d'espérer que les partis-boutiques de la première vague populiste résistent au diktat de l'intérêt capitaliste... qui est aussi celui de leur patron !

Passé ces fourches caudines, la coalition Lega-M5S aura ensuite dirigé l'Italie durant dix-huit mois, avant – en guise d'épilogue – une crise parlementaire qui a abouti à la formation d'une nouvelle alliance entre le M5S et le Parti démocrate de Matteo Renzi, coalition dont l'objectif affiché est d'éviter de nouvelles élections où ces partis auraient plus à perdre qu'autre chose... Il s'agit donc de gagner du temps.

Passé la surprise devant ces hold-up politiques, les États ont entamé un processus de reprise en main des réseaux. Les lois dites « sur les fake news » ou « sur les contenus haineux » posent les premiers jalons, mais on peut anticiper la généralisation des dispositifs de contrôle, le modèle étant évidemment la politique de contrôle d'internet par la Chine. Bien sûr, ces politiques ne visent pas à en finir avec ce type de méthodes. Elles visent à augmenter le « ticket d'entrée ». C'est-à-dire à garantir que les utilisations de ces méthodes soient limitées en fonction des revenus, afin de diminuer les secousses non contrôlées.

Car les méthodes de propagande numérique qui ont fait monter les partis dits populistes, qui ont par exemple produit l'émergence d'une figure du type de Beppe Grillo, ne sont plus l'apanage des « outsiders », pour reprendre l'expression des possédants et de leurs serviteurs. Ces outils⁶¹ ont été intégrés, et la nouvelle vague de politiciens élus grâce à eux le confirme. Prenons comme exemple l'élection du nouveau Président du Brésil, Jair Bolsonaro. Il n'est pas le candidat « naturel » de la bourgeoisie brésilienne, bien sûr : elle dirigeait initialement ses suffrages et surtout ses subsides vers un autre, le gouverneur de l'État de Sao Paulo Geraldo Alckmin. Mais devant la montée en puissance rapide de Bolsonaro dans les sondages, elle change son fusil d'épaule⁶². Elle va alors coopter celui qui n'était hier qu'un candidat cinglé⁶³ de plus, et lui adjoindre un genre de commissaire politique chargé de veiller sur ses intérêts, l'économiste « Chicago boy » Paulo Guedes. Une fois Bolsonaro élu, P. Guedes se verra attribuer pas moins de cinq portefeuilles ministériels (Économie, Finances, Industrie et Travail, Commerce et Services, Planification).

Ce qui est à l'œuvre dans cette élection est exactement la même chose qu'en France avec l'élection d'Emmanuel Macron : il s'agit, pour la grande bourgeoisie, de constituer un bloc qui dure le temps de gagner l'élection, en sachant pertinemment qu'ensuite il s'effondrera. Il s'agit d'user de tous les stratagèmes possibles, de tous les biais de la propagande, afin de voler le nombre de voix suffisant pour gagner, à défaut de pouvoir les acheter. Car oui, dans la démocratie traditionnelle, on achète

61 Citons en vrac l'usage de masse des réseaux sociaux pour la propagande, la sélection des thèmes de campagne en fonction de l'engagement des personnes sur ces thèmes (l'engagement se définit, dans le langage des réseaux sociaux, par le nombre de réactions, « like », partages, commentaires), la diffusion massive de fausses rumeurs via des messageries type Whatsapp, l'astroturfing.

62 Cette plasticité, cette capacité à s'adapter à la demande, est une donnée fondamentale de la démocratie marchande contemporaine. Les bourgeois l'ont très vite saisi. Le cas Macron est remarquable de ce point de vue-là. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que la candidature météoritique d'une star quelconque de la télé, du type Cyril Hanouna, qui viendrait proposer un nouveau réceptacle au dédagisme, représente l'une des plus grandes frayeurs de la petite clique autour du Président français. Peu importe l'avatar qui incarnera la politique...

63 La misère et l'absence de perspectives produisent des comportements électoraux que certains qualifient d'irrationnels. Ainsi, nombre de personnes, notamment parmi les pauvres, qui ont choisi de voter pour Bolsonaro disent avoir voulu voter pour « le plus fou, en espérant que ça change quelque chose ». Définir ce type de comportement comme irrationnel est simplement l'aveu qu'on n'en comprend pas les mécanismes. Cependant, et c'est là où nous voulons en venir, la classe dirigeante ne peut régner longtemps en volant les suffrages par ce genre de mécanisme, et peu à peu elle songe à se libérer du fardeau des élections et de leurs incertitudes.

les voix. Soit de manière directe, c'est-à-dire auprès d'un fournisseur, un détaillant qui va vendre les voix par bureau de vote, par quartier, mais cela a plutôt lieu à l'échelon local ; soit par le biais de promesses électorales en direction de telle ou telle clientèle qu'on s'engage à arroser. Ici, rien de tout ça. Quand la distribution clientéliste devient trop chère – et nous retrouvons en politique la déclinaison de la voie générale du capitalisme post-crise de 2008 –, il reste le mensonge, la constitution de start-up politiques qui nous abreuvent des mêmes bobards, sur le fait de vivre mieux et de répondre à nos besoins et autres foutaises, que le font toutes les autres plates-formes – elles aussi prétendent nous faciliter la vie, à la condition expresse que nous leur en laissions en échange un morceau.

Car oui, du point de vue du mensonge publicitaire, les nouvelles technologies ont permis d'énormes progrès. Il est désormais possible de calibrer le mensonge pour qu'il corresponde au profil de n'importe quel électeur, et qu'il ne soit délivré qu'à lui ! Laissons à ce propos la parole à un communicant, ancien conseiller de Matteo Renzi et auteur d'un récent ouvrage⁶⁴ sur la propagande numérique :

« En termes politiques, l'avènement des big data pourrait être comparé à l'invention du microscope. Dans le passé, sur la base de sondages toujours aléatoires, les communicants politiques pouvaient cibler de grandes agrégations démographiques ou professionnelles : les jeunes, les enseignants du secteur public, les femmes au foyer et ainsi de suite. Aujourd'hui, le travail des physiciens permet d'adresser à chaque électeur un message personnalisé sur la base de ses caractéristiques individuelles. Cela permet une communication beaucoup plus efficace et rationnelle que par le passé, mais soulève aussi un certain nombre de problèmes. Ainsi, si le croisement des données indique qu'une personne est particulièrement sensible aux problèmes de sécurité, il sera possible de lui envoyer des messages adaptés (à travers Facebook par exemple) en mettant en avant la rigueur des uns ou le laxisme des autres, sans que le grand public ou les médias n'en sachent rien. (...) Le résultat étant ce que certains ont commencé à définir comme une "dog whistle politics", la politique du sifflet à chien où seulement certains perçoivent et comprennent l'appel, tandis que les autres n'entendent rien. »

On peut donc désormais bâtir un bloc électoral résidant sur le mensonge ciblé. Mais il est évident que cette escroquerie électorale est un expédient. La bourgeoisie ne peut pas indéfiniment voler les élections. Pas plus qu'elle ne peut indéfiniment empêcher les partis élus d'appliquer leurs programmes. Ou du moins pas sans remous, pas sans émeutes, pas sans craquements.

Elle peut, comme en France, gouverner avec l'adhésion de 20 % du corps électoral. Mais pas sans troubles politiques et sociaux majeurs. Le problème, c'est que plus le temps passe, plus la crise s'aiguise, plus la bourgeoisie a besoin de tenir politiquement l'État. Les concessions qu'elle propose se cantonnent à l'échelle de l'accessoire, tout au plus à un peu d'intégration à l'échelle municipale, à donner l'étoile de shérif à des représentants autoproclamés de nos mouvements.

Et, dans le même temps, elle fourbit ses armes, et les concessions durent le temps de nous désarmer, car la bourgeoisie est condamnée à l'offensive. Aussi elle se prépare, et prépare ses États à la guerre contre la population.

Résumons-nous. La démocratie, comme consensus social, est en crise, et si cette crise est cyclique, il semble que les cycles s'accélèrent. Comme tous les secteurs en crise, elle a vu arriver sur le marché des nouvelles offres politiques, sur le modèle de la plate-forme Uber. De la même manière

64 *Op. cit.*, *Les Ingénieurs du chaos*, pp. 163-164.

qu'Uber utilise Google Maps pour guider ses chauffeurs qui, par ailleurs, sont payés à la tâche, les partis populistes sont des boutiques qui utilisent Facebook pour faire de la propagande ciblée, et recrutent en ligne un nouveau personnel politique aux dents longues et à l'expérience courte. Nous avons parlé du M5S, mais cela s'applique tout aussi bien à La République en marche d'Emmanuel Macron, à ses centaines de députés pantins recrutés en ligne et à son patron sorti du chapeau peu avant les élections.

La première mouture de partis-boutiques, celle dont nous avons parlé plus haut, a prospéré en se faisant le porte-voix tronqué du ressentiment social et c'est logique, c'est une position d'outsider. Mais très rapidement les méthodes de propagande et d'organisation de ces partis ont été copiées, et ont permis la constitution de blocs électoraux au service d'une gestion capitaliste adaptée à la période. Celle d'un combat de classe exacerbé par la crise. Aujourd'hui, ces formes partisans ont un peu partout mangé la vieille classe politique, qui s'est adaptée ou a disparu, comme dans n'importe quelle restructuration, sur le marché du yaourt aux fruits comme sur celui des partis.

Et l'élection de Macron, ou celle de Bolsonaro, a montré la voie de la nouvelle vague. Les partis au pouvoir sont directement des créatures des lobbys ; on nomme ministre de l'Écologie brésilien une personne connue pour ses liens avec l'agrobusiness, et les exemples ne manquent pas ailleurs de ce même genre de politique. Un peu partout, le débat dans la sphère médiatique ne se concentre plus que sur qui, parmi le personnel politique encore debout, est à même d'unifier le parti de l'ordre. Quels seront les prochains développements de tout cela demain ?

On peut penser que le pouvoir va tendre à se bunkériser encore plus, et la classe dirigeante à unifier encore davantage sa représentation dans des vastes partis-coalitions de l'ordre national en continuant à user de tous les outils du mensonge et de la propagande par algorithmes afin de constituer des blocs d'adhésion.

Comme durant la vague précédente de contestation, il est probable que des partis vont émerger ou réapparaître pour se proclamer le réceptacle institutionnel de la contestation tout en se prétendant l'incarnation du peuple et du changement. Les deux formes de parti que nous avons décrites, la tendance à l'intégration à l'échelle locale de la contestation dans un vague municipalisme gestionnaire, va aussi perdurer : après tout, ça fonctionne.

Par ailleurs, nous assistons déjà à une forme naissante de relocalisation nationale de l'économie. Comment cela se traduira-t-il politiquement ? Difficile à dire, mais sûrement par des discours ici nationalistes/identitaires, là écologistes et localistes ou régionalistes.

L'exaltation du peuple continuera sûrement, on mettra encore en avant la démocratie digitale.

Il s'agira sûrement de promettre une redéfinition du rapport entre l'État et la communauté nationale. Tout porte à croire que le virage pris par l'économie mondiale vers une relocalisation partielle, enrobé de discours localistes et écolos, va s'approfondir au moins en apparence.

Aussi vrai que les partis qui, hier, se proclamaient du peuple sont rentrés dans le rang, leurs prochains avatars feront de même, et ceux qui les remplaceront aussi. Ils sont et seront des formes creuses, auxquelles succèdent et succéderont des boutiques copies de copie. Ne les laissons pas vendre encore leur espoir frelaté.

Car l'espoir est, lorsque la confiance fait défaut, l'autre cartouche des gestionnaires. Il permet de maintenir encore et toujours la population dans l'attente impuissante que les grands de ce monde règlent les problèmes. Il permet de gagner encore du temps, avant la violence nue.

On nous vend de l'espoir, on nous le distribue à défaut de respirateurs. On nous laisse espérer une fin de la pandémie. Une fin de la crise. La fin de telle ou telle catastrophe. Mais il est plus que temps de se rendre à l'évidence que ces catastrophes ne finiront pas. Que nous tombons de l'une dans l'autre à un rythme sans cesse plus effréné. Que la défiance est à l'ordre du jour, face aux États qui mentent, qui sabotent et qui mettent toute la force de leur machine grinçante au service du maintien du pouvoir des possédants.

3.

Insurrection & révolution

Parlons d'insurrection

La première vague de soulèvements qui s'est répandue dans le monde en 2018-2019 a constitué les prémises d'un nouveau cycle révolutionnaire. Ce cycle s'ouvre à nouveau, après une parenthèse liée à l'onde de choc de la crise pandémique que nous avons décrite dans le chapitre précédent, et il s'ouvre dans le ventre même du capitalisme mondial : aux USA⁶⁵.

Si l'orientation de la révolution est dictée par la frange légaliste et démocrate du mouvement, même prétendument « radicale » ; si l'enjeu reste un changement de Constitution, une réforme de l'État, du bla-bla démocratique, la défaite est assurée.

Effrayée par l'incendie social et la colère, la bourgeoisie libérale, depuis Kim Kardashian jusqu'à Jeff Bezos, ont alors promis la prise en compte des Noirs. Ils ont promis la fin du racisme et ils mentaient. Aucune représentation, aucune discrimination positive, aucune réforme de la police n'est suffisante, ni le changement des slogans publicitaires des grandes marques, qui n'est rien d'autre qu'une nouvelle manière de faire de la communication. Les capitalistes nous vendront tout, même la corde pour les pendre, disait l'autre. Nous répondons, avec le recul, que tout ce que vendent les capitalistes est de la camelote, et que la grande force des capitalistes c'est qu'ils sont capables de nous vendre une corde pour les pendre, d'empocher le bénéfice et de s'en sortir encore, la corde au coup craquant sous leur poids. Aussi, quand les capitalistes prétendent nous vendre la corde pour les pendre, méfions-nous de la qualité de la corde.

Ce à quoi nous assistons, c'est au réveil de notre classe. Des USA au Liban, à l'Algérie, au Chili, au Brésil, à Hong Kong, la vague mondiale qui s'élance est synonyme d'expérimentations, de combats et d'avancées, aussi bien dans la pratique que dans la compréhension de cette pratique. Des milliers, des millions de camarades sont engagés partout dans l'assaut contre l'ordre social capitaliste. Nous avons besoin, dans ce nouveau cycle, de remettre la question révolutionnaire au centre de nos discussions. Nous avons besoin de théories, d'échanges, de débats qui ne tombent pas dans l'académisme universitaire, le communisme spéculatif, l'anarchisme postural.

Ce texte est donc à lire comme une invitation. Au travail collectif, à l'approfondissement, la contradiction, le débat. Nous y avancerons quelques indications sur des pistes à suivre et à creuser. Sa proposition centrale, la voici. Parlons stratégie. Discutons insurrection. Posons sur la table ce problème vital pour qui veut la victoire des révolutionnaires : comment faire chuter l'État avant qu'il ne nous réprime, écrase, torture et tue. Car c'est devant ce mur d'acier que les mouvements des années précédentes se sont figés, ont basculé, dans le RIC, l'assemblée constituante, la refonte de la gestion municipale de la police et autres promesses démocratiques. L'appel pathétique à la réforme de l'État qui n'est que le drapeau blanc de la défaite est le moment où le mouvement s'avoue vaincu en tant que mouvement, laisse l'initiative à l'État.

Il nous faut aller plus loin. Il nous faut parler de ce qui rend une révolution manifeste, ce qui, dans l'Histoire, en a toujours été l'acte de naissance, de juillet 1789 à février 1917, de février 1848 à la Commune de Paris de 1871 : la mise hors d'état de nuire de l'État.

Le terme d'insurrection renvoie à un ensemble de pratiques dans un objectif déterminé : le renversement de l'État. Il renvoie aussi à l'usage de la force, pour parvenir à cet objectif. Puisque cette force n'est pas celle de l'État mais de la population ou d'une fraction de celle-ci, l'État use des termes « violence collective », notamment dans les textes de loi visant à réprimer ces pratiques et définir ainsi dans quel cadre des condamnations peuvent être prononcées.

65 Enfin, nous gardons cette phrase pour la formule, car la fin de cette « parenthèse » était déjà actée au Liban, avant même les USA.

Pour les États, par exemple l'État français, l'insurrection est un crime. L'insurrection telle que définie ci-dessus n'a pas de couleur politique. La définition aussi bien politique que pratique de l'insurrection renvoie à celle de l'État, dont l'insurrection est le négatif. Puisqu'il s'agit de renverser l'État, c'est bien par la définition de ce qui fait le fondement de l'État que les cibles potentielles d'un renversement peuvent être identifiées.

Le fondement de l'État, d'un point de vue matériel, est constitué des groupes de personnes en armes qui défendent celui-ci. De leur capacité à se projeter et à communiquer entre eux et avec la population. L'État étant une structure hiérarchique de type pyramidal, l'attaque du sommet et la rupture de la chaîne de commandement sont susceptibles d'entraîner une profonde désorganisation de l'ensemble de la structure.

Pourtant, et c'est peut-être ici que nous pouvons établir une distinction d'ordre politique, une insurrection, lorsqu'elle n'est qu'une rupture de la chaîne de commandement, n'est que synonyme de coup d'État. Il n'y a en réalité aucune remise en cause des fondements de l'État. Ce qui est renversé n'est pas l'État, mais un certain fonctionnement des institutions. En réalité, il s'agit d'un renversement violent du gouvernement. Car l'État se définit aussi par la continuité de son pouvoir au-delà de l'identité précise de ses dirigeants.

Renverser l'État lui-même signifie donc le renverser de façon durable. Si le point de départ peut être similaire et passe par la rupture de la chaîne de commandement, on pourrait dire que l'objet d'un tel renversement n'est pas la rupture d'un maillon mais bien le bris général de cette chaîne.

Il signifie donc la destruction matérielle des lieux de pouvoir, et le contrôle par la population insurgée⁶⁶ des canaux de communications, des voies de transport, mais aussi plus largement de l'approvisionnement en énergie.

Au vu de ces distinctions, on pourrait penser que le terme d'insurrection est trop ambigu. Il renvoie pourtant à une notion essentielle, la rapidité de l'exécution. Une insurrection qui ne réussit pas, ou seulement partiellement, à renverser l'État se transforme en guerre, en coup d'État, en renversement de gouvernement. Et nous voici arrivés au dernier point de cet essai de définition : le caractère intégral de l'insurrection n'est jamais achevé, car l'insurrection intégrale est synonyme de dépassement de celle-ci dans la révolution communiste.

Le terme de dépassement est important ici, car il renvoie à la résolution des contradictions que posent aussi bien le terme d'insurrection que celui de révolution. Parler d'une insurrection intégrale, qui va plus loin que le coup d'État ou le remplacement de l'ordre, qui brise intégralement l'appareil d'État, c'est parler de révolution sociale et politique. C'est dépasser le cadre du changement de régime, pour attaquer la totalité des rapports sociaux.

Si nous évoquons plus spécifiquement l'insurrection, c'est parce que nous considérons que le collapse de l'État est une nécessité révolutionnaire vitale qui mérite d'être discutée en profondeur, un ensemble de contre-mesures indispensables au développement de la révolution. Entendons-nous bien : ce n'est pas tant pour *prioriser* l'insurrection que pour affirmer que celle-ci n'est pas contournable. Car il existe aujourd'hui, dans les débats stratégiques autour de la révolution, cette idée qu'il serait possible de faire croître un mouvement révolutionnaire de masse sans prendre en

66 Nous utilisons les termes flous de « population insurgée » à dessein. Nous pensons qu'un des problèmes les plus épineux de la question insurrectionnelle est celui de la spécialisation militaire, de la reconstitution d'appareils politico-militaires. Nous y reviendrons dans ce chapitre.

compte l'affrontement avec l'État. Nous nous opposons à cette stratégie de l'autruche, au mieux naïve, au pire réformiste.

Car la révolution est, en premier lieu, un événement insurrectionnel. Pour le dire un peu différemment, l'insurrection est un ensemble d'initiatives par lesquelles la révolution s'impose et se défend, les deux étant indissociables. L'exemple des soulèvements récents – cela est valable pour n'importe quel point du globe – le montre : là où l'État est debout, il frappe durement, et continue de frapper jusqu'à l'écrasement de l'adversaire, ne reculant devant aucune atrocité pour assurer sa survie et celle de la classe qu'il défend. Pensons à la Libye, à la Syrie, à l'Iran, à l'Irak. Là où l'État est provisoirement décapité, comme c'est le cas dans les chutes de régime, il cède pour un temps, mais seulement en échange d'une reddition partielle des insurgés, qui voient alors des partis censés les représenter être proposés à la cooptation pour diriger l'État. Cela prend en général la forme du gouvernement provisoire. Pensons à la Tunisie, à l'Égypte. Là où l'État fait face à une insurrection de basse intensité, une contestation de masse pré-insurrectionnelle, il use conjointement de ses deux armes, la cooptation démocratique et la répression, par tâtonnements : pensons au Chili, aux USA ou encore à Hong Kong.

Dans tous les cas que nous venons de citer, l'enjeu est celui du pourrissement, de l'enlisement. Il est clair que l'État a pour lui une continuité opérationnelle, une constance dans le temps et dans l'espace qui fait souvent défaut aux insurgés. Ceux-ci ont toutes les chances de perdre s'ils ne triomphent sans délai.

Combien de temps dure une insurrection ? Vaste question. Comme nous l'écrivions plus haut, une insurrection qui dure devient révolution. Mais ce devenir est lui-même conditionné à une victoire préalable. Ce qui nous importe, c'est donc la fenêtre de tir, le moment où, en plein vol, une insurrection peut vaincre ou mourir.

Ce temps est celui durant lequel le mouvement insurrectionnel est en progression. Où, de ce fait, il surprend l'État par ses initiatives. Où il s'amplifie, s'élargit. Nous n'irons pas nous précipiter pour donner des chiffres précis, une telle mesure étant aussi dépendante de la désorganisation de l'État. En effet, ce qui est déterminant, c'est à quel moment l'initiative change.

Peut-il y avoir plusieurs épisodes insurrectionnels à quelques mois d'intervalle ? Nous n'en savons rien. Pour l'instant, gageons que c'est en semaines qu'il nous faut parler, en dizaines de jours.

Pour tenter de brosser un tableau provisoire du moment insurrectionnel : un temps indéterminé constitue l'avant, compris en tant que tel a posteriori. Il est composé de micro-crisis, de conflits locaux ou larvés, qui tracent les signaux faibles de la montée en puissance de la colère. Lorsque celle-ci explose, elle modifie la temporalité. Elle instaure cet avant, en déterminant le moment de rupture de l'équilibre social. Elle produit un événement social, qui se généralise très vite, centralise autour de lui l'attention, le temps social, ce qui participe encore à en renforcer l'ampleur.

Tout le monde en parle. Les pratiques fonctionnent par l'identification et l'exemple. On va chercher à reproduire, dépasser, ce qu'on voit se produire ailleurs. Le modèle est celui du tâtonnement, ce qui marche est reproduit. D'où la nécessité d'un partage rapide des informations, démultipliées au début par les réseaux sociaux et les messageries instantanées. Tout va alors très vite, jusqu'à ce que l'affrontement atteigne un certain point, celui de la remise en cause du pouvoir lui-même. A ce moment, tout peut basculer. Pour l'instant nous n'avons connu que l'affaiblissement des mouvements à ce moment précis, puis leur défaite militaire, politique, voire sociale. Défaite militaire par la victoire de la répression. Défaite politique, qui va voir le mouvement s'engouffrer

dans les voies de garage des assemblées constituantes, qui sont des formes limites d'intégration dans l'État. Défaite sociale enfin, lorsque l'initiative sociale quitte le mouvement pour être confisquée par les bureaucraties syndicales, les ONG, les encadrements divers. Ceux-ci appellent alors à des pratiques qu'ils contrôlent, dans un éventail très large : ici, une « grève générale », une grève où l'on nous convoque sans nous laisser d'initiative. Ce qui est donc une reprise en main. Là, une « grande marche pacifique »... L'enjeu, c'est en tout cas la reprise du contrôle et la délimitation du mouvement. Les représentants, aussi divers soient-ils, construisent toujours leur pouvoir sur la délimitation identitaire. Au « Nous » collectif des prémices se substituent les « nous » particulier des identités, métiers, communautés, chacun étant convié à revenir « dans son rôle ».

Ensuite, sur quel espace se déploie une insurrection ? Pour l'instant, le face-à-face avec l'État se situe dans le cadre du territoire national, dans lequel se déploie cet État. Rien n'indique pourtant que cela reste ainsi.

Pensons notamment à l'évolution de la crise en cours, dont l'une des caractéristiques majeures est la simultanéité mondiale. Et la manière dont le soulèvement aux USA a provoqué des réactions sous forme d'ondes concentriques, à l'échelle du globe, nous renseigne peut-être sur cette évolution de la propagation. L'hypothèse que nous proposons, c'est que cette propagation suit une logique reposant sur deux facteurs : un facteur d'identification et un facteur d'opportunité. Et cela, à une échelle aussi bien nationale qu'internationale. Ainsi, rejoindre un mouvement déjà initié et s'identifier aux protagonistes de ce mouvement paraissent être pour nous les motivations expliquant la vitesse de propagation du mouvement parti aux USA, des protestations contre le meurtre de George Floyd, mais ces deux conditions sont aussi celles qui ont présidé à l'expansion des soulèvements à l'échelle internationale.

Il y aurait d'ailleurs un travail particulier à mener sur les mécanismes internationaux qui se manifestent dans la quasi-simultanéité de l'explosion des soulèvements par vagues, que ce soit celle que nous avons vécue avant le Covid-19 ou celle couramment appelée « printemps arabes ». Démêler les fils de ces pelotes n'est pas une tâche aisée, toutefois, car ces dynamiques peuvent être de plusieurs ordres, que ce soit par proximité géographique, avec circulation de populations entre les pays, ou par identification symbolique, etc.

Mais cela nous amène à l'importance de l'identification à une condition commune et cela, comme nous l'écrivions au-dessus, à toutes les échelles de la propagation. Nous y reviendrons, car c'est autour de cet enjeu que se manifeste la manière dont les mouvements peuvent basculer vers le retour à l'ordre et la négociation, ou le dépassement et ce qu'il porte de possibles : la délimitation de l'identité ou l'extension de l'identification.

A l'intérieur du territoire, il y a aussi nécessité de réfléchir sur les zones particulières où se déploient le mouvement, et sur la façon dont ces zones évoluent à mesure que le mouvement épouse la structure du conflit avec l'État. Ainsi, souvent, on va commencer par se déployer près de chez soi, pour ensuite se concentrer sur des cibles plus stratégiques à bloquer, avant d'aller aussi attaquer à la tête, et à ces dynamiques d'expansion répondent des dynamiques de centralisation, le tout formant une dialectique.

Insurrection & communication

On se souvient de la phrase : « *Les réseaux sociaux permettent la révolution et empêchent sa victoire.* » Ce qui est clair, c'est que ces réseaux sont un espace à la fois indispensable aujourd'hui à la communication et hostile dès que la lutte s'amplifie, voire, avec l'évolution et la reprise en main policière, de plus en plus en amont. Mais d'autres enseignements sont à tirer des mouvements des dernières années, et aussi de la reconfiguration d'internet autour des plates-formes. Depuis plusieurs années, les États ont repris en main les réseaux. Ce contrôle sortira démultiplié de la crise sanitaire en cours, qui constitue aussi l'occasion d'un brusque coup d'accélérateur de ces dispositifs amorcés notamment par les lois dites « sur les fake news » ou sur les « contenus haineux ».

Le modèle global, c'est bien évidemment la politique de contrôle d'internet par la Chine. Ce qui est remarquable, c'est aussi que, partout, le discours qui sous-tend la mainmise sur les réseaux est celui de la défense nationale. Partout, on évoque la main de l'étranger, on désigne toute forme de contestation comme provenant de tentatives de déstabilisation ennemies. Cela marque une profonde évolution des États dits libéraux, qui convergent vers le modèle chinois.

Car, au-delà des réponses étatiques aux soulèvements en cours et à venir, nous assistons plus généralement à une reprise en main globale d'internet et de son usage. Internet s'est profondément transformé ces dernières années, avec la mainmise des plates-formes sur lui. Aujourd'hui, une poignée d'acteurs, les grandes multinationales capitalistes d'un côté, les États de l'autre, sont à même de tenir le réseau d'une main bien plus assurée...

Aussi, si on parle beaucoup, chez les révolutionnaires, de la réaction à avoir en cas de coupure d'internet par l'État, et si le cas récent de l'Iran illustre ce genre de scénario, nous pensons ici qu'il ne concerne pas les pays occidentaux. L'Iran est un cas assez particulier, qui n'est donc déclinable que pour des pays connaissant le même genre de positionnement géopolitique : celui d'un État confronté à une hostilité états-unienne suffisamment forte pour que l'enjeu de sa déstabilisation passe avant la disciplinarisation de la population. En clair, l'État iranien a toutes les raisons du monde de penser que les grandes plates-formes, FB, Google, etc., ne collaboreront pas avec lui. Il a donc modifié l'architecture de son réseau internet de manière à en contrôler et à en centraliser les nœuds d'entrée/sortie, et ainsi à empêcher l'accès de la population potentiellement insurgée aux plates-formes de communication qui ont leur serveur à l'extérieur de l'Iran.

Et il est clair que ce type de question se pose aussi pour les autres régimes qui savent être sous la menace américaine. On peut citer la Russie, qui a réussi à la fin décembre 2019 un test grandeur nature visant à se couper de l'internet mondial. Mais pour les autres pays du monde, la situation est différente. Avec l'évolution des pratiques et la centralisation du Web autour de quelques plates-formes se partageant l'essentiel de l'usage, l'enjeu actuel n'y est plus la coupure d'internet mais le contrôle de ce qui se dit sur les plates-formes. La Chine est un cas spécifique car elle a toujours maintenu une position particulière de protectionnisme vis-à-vis de son réseau internet, avec une pénétration très faible des grandes plates-formes états-uniennes au profit d'acteurs locaux. Cependant le résultat est à peu près le même au final, car si cela a rendu l'État chinois beaucoup moins vulnérable à l'hostilité américaine, cela lui permet d'être capable de contrôler les plates-formes locales de la même manière que les pays occidentaux peuvent contrôler les leurs.

Ainsi, les moyens de censure des États sont et seront à l'avenir à la fois bien plus insidieux, plus modulables, et aussi moins coûteux pour l'économie qu'une coupure globale. Nous avons déjà parlé des diverses lois adoptées peu à peu, sur les contenus haineux, les fake news, etc. Nous assistons en

fait d'ores et déjà au déploiement général de la censure, déléguée aux plates-formes elles-mêmes, avec une échelle de gradation. Restriction d'audience pour les pages Facebook, suppression de « posts », désactivation momentanée de compte, suppression définitive, signalement automatique à la police, incarcération à la suite de messages sur les réseaux, brigades de police spécialisées dans la « Web-criminalité » comme ils disent : tout est déjà en place.

Par ailleurs, l'usage massif de Snapchat par les émeutiers dans les derniers affrontements de rue, en France comme aux USA, est inquiétante. Aussi bien pour leur sécurité que pour la pérennité de leurs échanges.

Aussi, c'est avec raison qu'au sein du mouvement en cours aux USA certains tentent de limiter les risques en utilisant surtout Signal et Telegram. C'est un bon début, mais, ne nous leurrons pas, en particulier sur Telegram : si on peut espérer une réactivité moins grande que Facebook, Telegram finira aussi sûrement par collaborer avec l'État, de gré ou de force.

Il est donc plus nécessaire que jamais que le mouvement se dote et défende les outils qui lui sont propres, et réfléchisse à la communication dans les moments de censure globale. Tous les groupes ou collectifs qui usent exclusivement des plates-formes pour leur communication s'exposent à l'oblitération pure et simple de leurs capacités de diffusion. Le problème étant alors que les seules infrastructures, et elles sont bien légères, dont disposent les mouvements sont toutes liées au Web 1.0, c'est-à-dire à l'hébergement de site et l'usage de mail. Cela est déjà une base, et il est vital d'augmenter nos capacités, de soutenir les initiatives existantes, comme le réseau Tor ou le collectif autour de Riseup. Des sites comme Fever, qui permettent la diffusion large de pratiques de lutte et d'informations sur la situation mondiale, sont aussi très précieux.

Mais on peut également envisager d'aller plus loin, surtout quand le pays concerné est les USA, État qui dispose peut-être de la plus grande capacité de répression, avec la Chine. Il serait très intéressant de favoriser l'usage massif des applications de messagerie décentralisées, qui garantissent à la fois l'anonymat et la diffusion large d'informations.

De ce côté, il semble que les révoltés de Hong Kong aient une belle longueur d'avance, notamment par leur usage de la messagerie Briar, qui permet le transit des infos via le réseau Tor, mais aussi, en cas de coupure d'accès au net, et sans passer par des serveurs externes, via bluetooth. Cela permettrait un gros progrès, dans les zones urbaines, par comparaison avec la situation actuelle où les seules options de masse sont les messageries Signal et Telegram, qui toutes deux sont limitées et appartiennent à des entités capitalistes.

Cependant, on ne peut pas compter que sur le numérique et il est crucial de réfléchir à des solutions analogiques. Nous pensons en premier lieu à la radio, outil de toujours des personnes confrontées à une révolte sociale comme à une catastrophe naturelle, pour communiquer largement.

Enfin, si la diffusion immédiate de l'information est un enjeu qui mérite d'être traité à part, il nous faut aussi souligner la nécessité pour nos mouvements de maintenir des outils de communication plus tangibles, comme le papier – les journaux, les tracts, les brochures, les livres. Nous assénons peut-être là une évidence, mais elle méritait d'être rappelée.

Lutte pour l'hégémonie

Le mouvement, en gagnant et pour gagner en puissance, pose la question d'une réorganisation économique, sociale et locale en fonction des besoins de la lutte. Ce n'est pas une question de programme, de projet, mais de mesures à prendre, pour se renforcer. C'est aussi une dynamique hégémonique, celle des prolétaires, qui pour rester en lutte sont confrontés à la nécessité d'agir contre les contraintes sociales qu'implique la condition d'exploités.

Ce qui se constitue dans la lutte est un mouvement confronté à des forces qui veulent le maintien d'un ordre social qui l'écrase. Seule l'offensive peut le libérer. Mais, comme dans tout mouvement, une lutte fait rage. Deux forces s'opposent. D'une part, celle de l'approfondissement continu du mouvement ; de l'autre, celle du retour à l'ordre. Vaincre ou négocier. Nous proposons d'appeler ce conflit, parfois ouvert, parfois larvé, la lutte pour l'hégémonie.

Nous utilisons ce terme en gardant en tête la référence à la démarche du révolutionnaire italien A. Gramsci, qui s'est servi du concept d'hégémonie pour contourner la censure de sa prison, qui lui interdisait de parler de dictature du prolétariat, mais aussi parce que ce terme lui permettait de nommer la lutte, au sein même de l'ordre social capitaliste, pour définir l'orientation du mouvement qui le conteste.

Gramsci avait lui-même réutilisé un concept développé en premier lieu par Lénine dans *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. Dans ce livre, Lénine critique notamment l'idéologie constitutionnelle des courants de droite du mouvement ouvrier de son époque. Il affirme que la révolution qui abat la dictature tsariste ne peut être laissée aux mains de la bourgeoisie démocrate, car celle-ci s'empressera de faire un compromis avec le tsar, parce qu'elle craint encore plus les forces d'un prolétariat révolutionnaire.

Cette analyse, on le voit, présente certaines similitudes avec les positions que nous proposons ici. La principale différence, c'est que, pour Lénine, l'hégémonie prolétarienne est en fait celle du Parti bolchevik qui est censé représenter le prolétariat.

Là s'arrête notre accord, car il est clair pour nous que le modèle du parti séparé qui dirige un mouvement passif est une impasse d'un point de vue communiste. Cette position s'inscrit dans la perspective de la direction du mouvement non par le prolétariat auto-organisé, mais par une élite dirigeante, qui remplit la fonction laissée vacante par la bourgeoisie : les intellectuels (peu importe leur origine sociale, et quand bien même ils seraient d'anciens ouvriers) vont alors, au nom de la révolution et du progrès social, instaurer un capitalisme d'État qui n'a rien à voir avec le communisme.

De la même manière, il ne s'agit pas de reprendre tel quel le concept gramscien d'hégémonie culturelle. Nous détournons ces termes de lutte pour l'hégémonie prolétarienne pour nommer la lutte pour que l'orientation du mouvement aille dans le sens production du communisme. Et cela comme activité de la classe révolutionnaire, c'est-à-dire basée sur ses propres outils d'organisation, qui s'appelleront de diverses manières selon les endroits : comité d'action, commission ouvrière, assemblée de lutte, réunion du rond-point... Et qui organise depuis la base la mise en place de mesures communistes comme moyens de lutte contre l'ordre social. C'est-à-dire la mise à bas de la propriété privée et de la marchandise, le démantèlement des entreprises, de l'État, et la réorganisation totale de la société pour vivre comme nous le décidons, et non comme nous l'imposent la misère, la marchandise, l'exploitation.

Le terme de « dictature du prolétariat » est tellement confondu avec les dictatures d'État qu'il n'est à manier qu'avec précaution (rappelons-le, au centre des propositions de cette série de textes, il y a la volonté d'en finir avec l'État dès le premier acte de la révolution. Nous sommes farouchement opposés à toute période de transition étatique). Aussi, le concept d'hégémonie prolétarienne paraît adéquat : par ceux qui n'ont rien pour ceux qui n'ont rien et, ainsi, pour tout le monde.

La dynamique de l'approfondissement de la révolution, la dynamique victorieuse, ce sont ceux qui n'ont rien à gagner pour eux-mêmes, rien à gratter pour leur corporation⁶⁷, qui la tiennent entre les mains. Leur hégémonie est la seule qui permet, qui aspire à l'offensive sociale. Elle s'appuie sur un refus, celui d'une condition insupportable de pauvreté, d'exploitation. Ce refus se radicalise, en s'apercevant qu'il est commun à tant de semblables. Marre de la contrainte. La contrainte de se vendre. La contrainte de n'exister que comme des marchandises, vendues sur le marché du travail, seul moyen d'obtenir un peu de l'argent nécessaire pour acheter d'autres marchandises, et ainsi de suite jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Cette hégémonie du refus, donc, c'est celle des prolétaires. Ceux et celles qui n'ont à perdre que leurs chaînes. Leurs chaînes, c'est-à-dire les crédits revolving, une voiture pourrie, un logement en périphérie ou un appart en banlieue, l'intérim, le chantier, le travail de livreur, caissière ou aide-soignante. La révolution est portée par ceux qui ont le plus intérêt à la voir vaincre, et non pas pour étendre leur condition, mais au contraire pour l'attaquer, car elle est une contrainte face à eux. Aussi, il nous faut souligner que si ce mouvement part des prolétaires, c'est une dynamique universelle, qui vient immédiatement attaquer la division en classes de la société, non pas seulement avec des mots, mais avec des mesures communistes.

Mais un autre devenir est possible pour un mouvement. Il peut s'amoindrir. Il peut se rabougir jusqu'à n'être plus qu'un mouvement politique, un parti, qui cherche à gouverner, réformer l'État. C'est au nom à la fois du peuple et du réalisme que s'avance cette ombre politique. Elle porte l'emblème national, parle de souveraineté, mais prospère surtout grâce à la peur.

Cette défaite du mouvement réel, c'est la victoire de l'autre hégémonie politique disponible, l'autre versant du mouvement : la petite et moyenne bourgeoisie démocratique. Les références peuvent être très différentes selon les endroits du globe (variantes de l'Islam politique comme en Égypte ou en Tunisie, péronisme en Argentine, appel à une meilleure représentation des Noirs et à un État plus démocratique aux USA... les nuances idéologiques reflètent l'histoire locale), mais le contenu est le même. Se borner à une réforme de l'État et de sa police, une autre Constitution, la lutte contre la corruption et pour une redistribution des richesses.

C'est l'amère victoire du statu quo, qui n'est qu'une défaite de plus, une reddition. La victoire de ceux qui ont encore à gagner à négocier, ou en tout cas qui le pensent. Ceux qui ont du bien, c'est-à-dire une affaire, un petit commerce.

Ceux qui, si le mouvement gagne en intensité, seront prêts à se ranger du côté du gouvernement provisoire qui promettrait de représenter le mouvement et de réformer l'État. Et qui, d'ici là, en finirait avec le désordre.

67 Partout on nous divise et, surtout, partout où les salariés sont dans une place trop stratégique, on tente de les acheter en leur offrant des situations, des régimes particuliers. C'est une logique vieille comme l'exploitation. Mais, de fait, elle fonctionne. Bien sûr, il y a des camarades pour refuser, pour lutter quand même, et surtout pour chercher à continuer la lutte même quand on essaie d'acheter leur corporation. Mais il y a aussi des syndicats pour signer, des dos pour se courber, et un fossé de mépris au sein même des exploités.

Nous avons vu ce phénomène se produire, nous avons vu d'autres révolutions perdre et se perdre.

Pour que la direction ou, du moins, l'impulsion de la lutte appartiennent à ceux qui n'ont rien, il faut que ceux-ci y gagnent. Que la vie se transforme. Sinon, ils sont condamnés à rentrer travailler à brève échéance, ne peuvent rester dans la lutte quotidienne, n'en ont pas les moyens.

Et cela suppose qu'à brève échéance, simultanément avec l'affrontement contre l'État, nos conditions de vie, de logement, d'accès à la nourriture, à tout ce qui nous permet de vivre soient transformées par la lutte elle-même, au service de l'approfondissement de cette lutte. C'est dans ce type de pratiques, mais surtout dans leur élargissement à l'ensemble des sphères de la société, qu'on peut imaginer ce qu'est un mouvement de lutte, pour lui-même, et non pour l'État. Autour de la nécessité pour le mouvement de se munir de tout ce dont nous avons besoin pour vivre, pour lutter, et pour continuer à vivre et à lutter, à la fois comme moyens et comme fin, comme *munitions contre l'ordre social et comme communauté en lutte qui s'élargit au lieu de se refermer*⁶⁸.

Prendre les logements, l'essence, les vêtements. Ne plus payer le loyer, les courses, les factures. Brancher gratuitement le gaz, l'électricité, l'eau. Organiser la distribution et commencer à organiser aussi la production de ce dont nous avons besoin, en nous servant sur les chantiers, dans les usines ; en somme, une réorganisation générale de la société prise en charge par les instances du mouvement, peu importe le nom précis que ces instances se donnent – comités de défense de la révolution, comités d'action, etc.

Dans l'affrontement et la constitution du mouvement, c'est la société future qui commence.

Insurrection & organisation

Nous abordons maintenant la nécessité pour le mouvement de se doter de structures d'organisation de la lutte en rupture franche avec l'État. Cette nécessité part pour nous d'un constat. Celui que, dans les mouvements récents, une voie est proposée aux participants : se constituer en assemblées locales dans la perspective plus ou moins claire que ces cadres de la lutte soient les embryons de l'intégration du mouvement dans l'État, via un dispositif de relais institutionnels. Pour les promoteurs de cette stratégie, la gauche et plus globalement les souverainistes, l'enjeu est de faire du mouvement le véhicule de la conquête de l'État, dans le cadre d'une réforme de celui-ci vers plus de démocratie directe, souvent digitale.

Ainsi, pour ces courants, les assemblées sont des succursales de l'État en devenir. Des espaces dans lesquels on discute des lois, pour pouvoir les proposer via des pétitions ou d'autres moyens, à l'État, pour que cela soit tranché via un référendum. Nous faisons ici référence au mot d'ordre du RIC chez les gilets jaunes en France, ou à l'appel à une assemblée constituante en Irak, au Chili et en Algérie.

Ce qui se joue là, c'est la stérilisation de la lutte, qui voit les cadres du mouvement être détournés de leur vocation de base, l'organisation du combat. Par cette opération de détournement, on tente de ressusciter une société civile qui servira de béquille à la reconstitution de l'État par son réseau d'assemblées.

68 Car la communauté qui prend en charge les siens sur les bases du capitalisme se referme forcément. Il n'y a pas assez pour tout le monde. Mais, bien plus que cela, il y a cet enjeu : la seule communauté sans bornes est celle qui ne trouve pas dans les rapports sociaux capitalistes sa reproduction, mais qui à l'inverse puise sa force dans l'offensive contre le capitalisme.

Sous cette idée commune, plusieurs formes se disputent et se croisent. La plus clairement mortifère, c'est évidemment le parti politique qui vampirise le mouvement, tel qu'on a pu le constater en Grèce avec Syriza, en Espagne avec Podemos. Elle marche conjointement avec l'intégration des assemblées à une gestion municipaliste, locale, du capitalisme.

Ainsi, les années 2010 ont vu la montée de mouvements de contestation. Cette vague internationale se réclamait du peuple. Elle demandait une vraie démocratie, un vrai État. Dans certains pays, elle a même envoyé au pouvoir des partis qui promettaient une gestion de l'État conforme à ces aspirations. Ces partis dits populistes se sont partagé le pouvoir avec les technocrates. Le peuple dont ils parlent, dont ils font mine de se soucier, n'est que le véhicule de leur accession à la gestion de l'État. Ils veulent ce peuple passif, ou au moins pacifique, sujet de l'État. Ils en drainent l'énergie, en prenant bien garde qu'elle ne se libère, qu'elle sorte de l'impasse dans laquelle est tombée le « mouvement des places ».

A ces partis issus directement des mouvements a aussi répondu une autre vague de simulacres qui, telle une plante carnivore, imite une forme pour mieux s'en repaître. Ce sont les partis-Netflix, des boutiques montées sur le modèle des plates-formes. Ils vendent du contenu politique à la demande. Leurs dirigeants n'ont que le peuple à la bouche, mais sont les créatures de l'État. Dans l'opposition, ils prêtent à l'État des pouvoirs à la limite du magique, mais qui au fond se résument à en finir avec l'austérité par des politiques de relance financière en faisant tourner la planche à billets, donc en accentuant la crise monétaire. Mais cela, les classes dirigeantes ne le permettent qu'à certains moments et dans certaines conditions... Et nous aussi avons assisté à la défaillance de ces partis, à leur pschitt dans les jours qui ont suivi leur arrivée au pouvoir.

Une fois aux manettes, ils se sont tous transformés en serviteurs de l'État au détriment d'un règlement impossible de la crise de la démocratie, de la distribution sociale. Bien sûr, cela prend des formes très différentes selon les pays et la configuration des mouvements, mais aussi selon la manière dont l'État réagit au mouvement.

Dans certains pays, les régimes étaient faibles. Le changement de gouvernance, pour utiliser une expression à la mode chez les technocrates à sang froid qui nous dirigent, est alors accompagné par l'État, par l'armée, par les hauts fonctionnaires et la bourgeoisie... En somme par la classe dominante, qui va abandonner la clique dirigeante pour négocier avec les représentants (souvent autoproclamés) du mouvement.

On peut citer l'Ukraine, ou encore la Tunisie. Dans ces cas-là, ce à quoi assistent, impuissants, les révolutionnaires engagés dans ces mouvements, c'est à une dépossession. On leur vole leur révolution. Hier encore, ils étaient dans la rue, ils criaient : « Le peuple veut la chute du régime. » Soudain, le régime est tombé, et comme dans le film *Le Guépard* de Visconti tout a changé pour que rien ne change. Le seul choix qui reste à la génération révolutionnaire est alors de s'exiler ou de rentrer dans la police. Ce choix, c'est aussi celui qui reste aux révoltés contre l'austérité en Grèce, qui là-bas aussi se sont fait déposséder de leur mouvement, au profit d'un monstre politique, la coalition de la gauche radicale Syriza et du petit parti nationaliste Anel, qui ont su user du mouvement contre l'austérité pour leur conquête du gouvernement, afin d'y mener la même politique de gestion capitaliste⁵ que la gauche et la droite au pouvoir en alternance les années précédentes.

L'enjeu pour les mouvements à venir est donc de ne plus retomber dans ces étouffoirs. Et pour cela nous pensons que la vague actuelle fournit des pistes : bien que restés à l'état embryonnaire, ce sont

les comités de lutte sur les ronds-points, les comités d'action, les réunions de quartier avant de partir en action ou des formes du même type qui peuvent être cités en opposition aux assemblées parastatistes, aux marchepieds des partis-boutiques.

Et nous proposons d'investir, de réfléchir à l'usage, à la diffusion, à l'organisation de ces formes autour de perspectives immédiates. La destruction de l'État, l'organisation concrète du mouvement, la mise en œuvre des mesures nécessaires au renforcement du mouvement. Au lieu de créer des outils délibératifs, au service de la circulation d'un bla-bla pour écrire et réécrire des doléances que les États n'écoutent pas, créons des outils tournés vers l'action. Des collectifs – ou tout autre nom que l'on trouvera à notre goût – qui recensent et répondent aux besoins du mouvement, de la population, par les exploités et pour eux. Par la distribution du fruit des pillages, mais aussi et surtout par la mise en place aussitôt de collectifs de production et de distribution communistes, c'est-à-dire basées sur le refus de gérer cette production⁶⁹ et cette distribution comme des entités séparées et organisées autour du marché. C'est l'ensemble de l'économie capitaliste qui est à démanteler, car elle est basée sur le profit, la rentabilité. La révolution n'est pas un programme, quelque chose qu'on attend que l'État réalise. C'est un ensemble d'initiatives prise par le mouvement et qui créent un monde sans argent, ni État, et bien plus, qui changent la vie.

En somme, attelons nous à toutes ces questions, celles que se pose un mouvement qui rompt avec le Vieux Monde, non pas pour intégrer l'État, mais justement pour initier son dépassement par le mouvement .

A cela, nous avons une proposition à joindre. Il nous paraît vital d'être vigilants quant à la formation des groupes de combat qui agissent pour s'opposer aux forces de l'État, et qui émergent plus ou moins spontanément du mouvement. Il est très important que ces structures ne soient pas séparées du reste du mouvement, pour ne pas reconstituer des formes de police, ou proto-étatiques. Cette question n'est pas neuve. Elle se pose durant tous les moments révolutionnaires.

Mais nous pensons que la réponse au problème de la division dans des rôles spécifiques, et du risque de militarisme qui en découle⁷⁰, et la réponse au problème de la centralité dans laquelle s'enferment nos mouvements sont en réalité d'un seul tenant : la dialectique de l'expansion du mouvement amène celui-ci à sans cesse dépasser ses limites précédentes.

69 Les termes de production et de distribution, comme d'ailleurs ceux de gratuité, etc., sont évidemment mauvais. Tout comme le travail n'est pensable aujourd'hui que dans des termes capitalistes, nous employons ces termes-là par défaut. En fait, il faudrait dire que toutes ces pratiques sont des moments de lutte, mais comment toucher du doigt ce dont on parle sans tomber dans l'abstraction ?

70 A ce propos, dans ce livre nous n'avons pas abordé la question du rapport qu'entretient l'insurrection avec l'armée, et c'est un manque. Bien sûr, on peut déjà énoncer des faits. Sans dissolution de l'armée, surtout sans briser la chaîne de commandement, le mouvement court le double risque d'être soit réduit à un simple changement de gouvernement, l'armée organisant une transition « démocratique » ; soit, dans le cas d'une déstabilisation partielle, de produire une militarisation de la révolution. Cette militarisation étant alors aussi une défaite potentielle, car elle charrie avec elle une division des tâches propres à l'économie de guerre et la constitution d'une armée révolutionnaire qui est l'embryon de l'État. Porter la révolution au sein de l'armée, penser l'accueil, l'intégration des soldats au mouvement, non en tant que soldats mais comme partie prenante de ce mouvement, est une nécessité sur laquelle nous devons nous pencher sérieusement.

Dialectique de l'expansion

Considérant les expériences du dernier soulèvement aux USA, nous avons été particulièrement attentifs aux tentatives de créer une, puis des zones autonomes.

La forme des mouvements, la façon dont les mouvements se meuvent dans le temps et dans l'espace n'est pas linéaire. En tirant un premier bilan des tentatives des différents soulèvements de ces dernières années, nous pensons y trouver une dialectique entre deux termes : un mouvement d'expansion et un mouvement de centralisation.

Le mouvement commence par se répandre comme de l'eau, pour suivre la métaphore des camarades de Hong Kong. Mais, confronté aux attaques de l'État, et parfois de para-Etats mafieux, confessionnels, communautaires, il se concentre dans le temps et dans l'espace. Ainsi, c'est autour de l'espace de la manifestation hebdomadaire que les mouvements de la période 2018/2019 ont opéré leur centralisation. Et c'est à partir de cet espace-temps de la manifestation que les mouvements ont maintenu leur unité.

Cette tension à l'unité dans l'espace et le temps est une quasi-constante de ces mouvements. Revenons toutefois, car c'est aussi pour nous une explication de sa nature et de ses limites, sur l'exception algérienne à ce propos. Le *Hirak*, en tout cas à Alger, s'est autoproclamé majoritairement (ou du moins largement, car les sources manquent) « pacifique ».

Bien sûr, la presse bourgeoise a salué cette orientation, qui selon nous témoigne surtout du triomphe de l'hégémonie politique de la classe possédante. Car qui dit mouvement « pacifique » dit avant tout que la répression du mouvement dispose de relais à l'intérieur de celui-ci.

Ainsi, les éléments du mouvement qui cherchent à instaurer des pratiques d'autodéfense contre les forces de l'ordre, et plus encore qui s'organisent pour l'offensive, sont réprimés voire dénoncés par la fraction légaliste du mouvement.

De ce point de vue, et cela renforce notre hypothèse sur l'importance des premières semaines, c'est au cours des premiers temps du *Hirak* à Alger, et notamment de la soirée du 8 mars 2019, que s'est jouée, au moins en partie, la question de son orientation. Ces premiers temps correspondent à une sorte d'apogée dans la confrontation. Pour rappel, c'est au cours de cette soirée que des groupes de jeunes s'affrontèrent aux policiers en bloquant l'accès à une avenue menant à la présidence de la République.

La faiblesse du soutien aux émeutiers dans le mouvement, et la faiblesse en conséquence du soutien aux prisonniers, a constitué une défaite majeure pour l'hégémonie prolétarienne sur la lutte. Car cette faiblesse a laissé les familles de détenus presque seules, hormis quelques soutiens des partis politiques d'opposition. Ce qui a favorisé dans de nombreux cas l'emprise clientéliste et la prise de la direction du mouvement par un petit et moyen patronat « solidaire⁷¹ ».

Mais la grande majorité des soulèvements de cette période ont reposé sur cette unité dans la lutte, sur une dialectique interne entre la « première ligne », parfois improprement baptisée « black bloc », comme nous l'avons relaté dans la première partie de cet ouvrage, et les manifestants « lambda ». Comme l'ont très justement fait remarquer les camarades de la revue *Chuang* dans un

71 « On a commencé par donner de l'argent nous-mêmes, puis on a sollicité des chefs d'entreprise parce que c'était intenable. Désormais, certains patrons aident directement les familles sans passer par nous » (source : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/04/en-algerie-le-desarroi-des-familles-de-manifestants-detenus_6014189_3212.html).

texte récent, cette nouvelle configuration marque la fin du mot d'ordre issu de l'altermondialisme de la « diversité des tactiques », qui avait abouti à une séparation physique des manifestants en zones découpées, et ainsi grandement facilité le maintien de l'ordre.

Confrontés à une forme de centralisation dans l'espace et le temps de la manifestation hebdomadaire, malgré tous les efforts pour déborder ce cadre, les soulèvements « avant Covid-19 » semblaient tomber dans une impasse.

L'occupation, la prise de zone, de pans entiers du territoire, constitue peut-être un pas de côté, ouvrant la possibilité d'une organisation sociale et politique du mouvement. Bien sûr, en écrivant cela, nous avons aussi conscience des limites de ces pratiques, mais c'est justement en se confrontant à ces limites que les mouvements opèrent.

Ainsi, suivant la voie propre à chaque mouvement, leur évolution aura produit la prise des places publiques, durant la vague de mouvements des années 2010 ; puis le blocage et l'occupation des ronds-points (dont on trouve des traces, en réalité, déjà comme pratique limite des mouvements de la période de 2010, voire dans le mouvement coréen de 1989) ; puis l'offensive manifestante hebdomadaire des derniers soulèvements, pour revenir ensuite sur une occupation, mais qui tient aussi de la manifestation émeutière, puisqu'on y interdit la police, voire on y occupe les locaux de celle-ci : nous pensons tout particulièrement aux premières semaines de la Chaz (zone autonome de Capitol Hill) de Seattle.

Pour nous risquer à une hypothèse, la dialectique de l'expansion semble indiquer le prochain dépassement. Le dépassement de la centralité d'une zone... dont on peut imaginer qu'il correspond peut-être à la multiplication des zones, voire à la prise de villes entières ?

Cela pourrait aussi être une réponse à la question de la nécessaire occupation des voies de circulation et d'organisation de l'État par la population insurgée, comme nous l'écrivions dans la première partie de ce texte.

Insurrection & cycle de luttes

Quels sont les mécanismes par lesquels le mouvement se propage dans le temps et dans l'espace ? Comment les mouvements se diffusent et comment les expériences, leurs échecs, les leçons de ces échecs circulent ? A ces questions est conditionné le rapport que les révolutionnaires peuvent entretenir avec une période, et surtout avec un cycle de luttes mondial.

Ce que sous-tend ici la proposition de cycle de luttes mondial, c'est l'unité de temps et d'espace. C'est que chaque soulèvement particulier est aussi partie prenante d'un même mouvement mondial. Et cela quand bien même chaque soulèvement est marqué par les caractéristiques particulières de la formation capitaliste nationale où il se déploie – les pratiques qui s'y développent sont presque aussitôt intégrées à un arsenal commun, un répertoire auquel les mouvements futurs ou contemporains feront écho.

A ce sujet, les exemples sont légions. Depuis les plus terre-à-terre, c'est-à-dire les techniques que développent les manifestants face à la police, à Hong Kong, qu'on va retrouver ensuite en France ou aux USA, dans un aller-retour permanent. Il suffit de songer à la manière dont ces techniques se répondent (citons l'usage de parapluies ou de banderoles renforcés contre les projectiles de la

police, ou les divers moyens de se prémunir contre le gaz lacrymogène, avec du Maalox coupé à l'eau, etc.) et font l'objet de vidéos intensément commentées dans tous les coins du globe. Toujours sur le terrain de la rue, la façon dont les manifestants s'organisent fait aussi l'objet d'une diffusion internationale ; ainsi, l'organisation fonctionnelle avec une « première ligne » et divers rôles, a aussi énormément circulé, fait l'objet d'affiches, de vidéos, etc.

Ce qui est évident pour les techniques des émeutiers l'est aussi pour les mots d'ordre pratiques du mouvement, comme par exemple le refus de la représentation, le refus de voir le mouvement se limiter à quelques revendications partielles. Mais dans tout mouvement, des forces et des propositions contradictoires sont à l'œuvre. Ainsi, notre insistance sur le rejet du mot d'ordre de réforme démocratique provient du constat que ce projet se retrouve lui aussi un peu partout face à nous et à côté de nous, au coude à coude.

Ce nouveau mouvement révolutionnaire mondial est le fait d'une même classe, voire, un peu partout, des mêmes éléments dans la classe. Ainsi, on retrouve un peu partout la même importance, dans les mouvements, des femmes prolétaires, dont nous parlions au sujet des gilets jaunes. On retrouve aussi à l'offensive un prolétariat jeune, en général embauché après la crise de 2008, souvent auto-entrepreneurs, notamment dans la livraison.

Mais c'est justement ce terme de classe (et d'unité d'intérêt et de lutte) qui est à creuser. C'est autour de lui que se définissent les perspectives du mouvement. Il y a une vieille confusion autour du terme de classe. Car la classe est devenue synonyme de condition sociale. Or nous ne parlons pas ici uniquement d'une constatation sociologique. Nous entendons le terme de classe dans son acception révolutionnaire. C'est-à-dire le moment où un ensemble de personnes prennent parti pour le changement, et l'organisent. Et où ces personnes se sentent solidaires d'une condition sociale, celle de ceux qui n'ont rien, mais non pas pour l'exalter : pour la détruire. Pour en finir avec l'ensemble des conditions sociales existantes, c'est-à-dire abolir les classes sociales, l'État, les rôles sociaux liés au sexe... Nous ne tomberons pas dans l'énumération.

Ce qui se joue, dans la constitution progressive, à l'échelle mondiale, de nos mouvements, c'est la constitution de la classe comme groupement révolutionnaire mondial. Cette constitution repose sur les mécanismes dont nous parlions, ceux de la propagation du mouvement dans le temps et dans l'espace. Ici, nous avancerons une hypothèse. Ces mécanismes fonctionnent sur une logique double, pour l'espace et pour le temps : celle de l'identification et celle de la mémoire collective.

L'identification, nous la retrouvons à l'origine de la propagation de tous les soulèvements dans l'espace. Il s'agit de dire : « Nous sommes comme vous. Nous sommes confrontés au même ennemi. Et ce que crée le soulèvement local et qui amène à sa diffusion, c'est un effet d'opportunité : continuons et amplifions ce qu'ils ont commencé, car ceux qui gagneront, si victoire il y a, c'est NOUS. »

A cela, ajoutons que ce qui se joue dans cette dynamique identificatoire, c'est la définition de ce Nous, c'est-à-dire l'hégémonie politique. Ainsi, des mots d'ordre aussi simples que « Nous luttons pour tout le monde » ou « Black Lives Matter » (BLM) peuvent faire l'objet d'interprétations et de délimitations complètement différentes, selon qu'il s'agit d'une perspective offensive – celle des prolétaires révolutionnaires qui n'en peuvent plus de leurs conditions de vie – ou de négocier face à l'État.

Le mot d'ordre BLM est ainsi conjointement communiste et démocrate. Conjointement interclassiste et prolétarien. Cela est une constante de la vague actuelle de soulèvements, sa force, sa

dynamique et sa limite tout en même temps. Il est logique que les prolétaires pauvres en soient les fervents supporters : la police tue majoritairement des prolétaires, et ils sont confrontés, par-delà leur couleur de peau, aux brimades, aux humiliations, aux agressions répétées, aux insultes déshumanisantes. La dimension identificatoire de Black Lives Matter est alors évidente. Si la vie des plus pauvres, dont les prolétaires noirs sont en quelque sorte les figures de proue, compte, alors celle de tout le monde compte.

Et dans ce cas finissons-en avec tout ce système qui produit à la fois la police, notre réduction au statut de marchandise et de ne rien valoir : passons à l'offensive. Pillons et distribuons. Attaquons la police. Dans la composition actuelle du prolétariat américain, BLM est donc un cri de révolte et de refus des conditions sociales d'existence.

Pourtant, en permanence, le capital tend à produire une représentation adéquate à négocier. Il demande : « Qui est le chef ici ? Avec qui peut-on convenir d'un accord pour arrêter le conflit, en échange de quoi ? Quel est le prix ? » Dans le cas présent, la demande de négociations repose sur la promesse mensongère d'en finir avec le racisme dans le cadre d'un capitalisme ouvert à la bourgeoisie noire.

Et ce mot d'ordre BLM autour duquel s'unifie le mouvement est à comprendre en entier : comme une unité qui peut produire la composition d'une offensive d'ensemble, ou se décomposer dans des négociations, des divisions, des petits arrangements, bref la défaite.

L'autre mécanisme à l'œuvre, celui de la mémoire collective, celui de la remémoration, part d'un constat, celui que dans les mouvements émerge une mémoire des expériences passées. Cette mémoire semble spontanée, au sens d'immédiate. En fait nous pensons (suivant une piste ouverte par Walter Benjamin) que ce qui se passe dans nos mouvements ressemble à ce que décrit Marcel Proust dans *A la recherche du temps perdu* : au-delà des souvenirs volontaires, la mémoire collective nous revient par l'expérience d'une même situation.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Déjà, que les événements insurrectionnels se répondent dans le temps. Cela n'est pas nouveau, et pensons aux barricadiers révolutionnaires de 1848 qui sont venus, tout vieux et tout chenus, donner leur vie pour la Commune de 1871 (la bourgeoisie le sait ou l'a su, au moins confusément, et en 1871 elle a massacré nos anciens avec beaucoup de vigueur).

Ensuite, que cette mémoire des mouvements perdure en dehors des organisations que le mouvement produit ou remet en selle. Voire contre elles, tant elles se font souvent les dépositaires d'une histoire tronquée, celle de leurs compromis, celle de leurs négociations⁷².

Insurrection & grève de masse

Cette question s'est posée un peu partout dans les soulèvements. Aujourd'hui, elle est encore impactée – et les conséquences sont dures à anticiper, – par les diverses formes de la cessation du travail qu'expérimentent les travailleurs face à la pandémie. Quelle forme émergera des luttes des travailleurs ? Comment la division entre secteurs stratégiques et secteurs « non essentiels » va-t-elle évoluer dans la crise ? Cela est très difficile à prévoir, et être attentif aux manifestations concrètes de la lutte des classes est une nécessité. Mais ce qui paraît probable, c'est que le rôle spécifique des travailleurs stratégiques durant cette pandémie est à même de revitaliser et de favoriser l'émergence

⁷² Nous ne parlons pas des groupes de révolutionnaires qui souvent perdurent ou se forment dans le sillage des mouvements, mais des grandes organisations, partis ou syndicats, qui s'en présentent comme les héritiers.

de nouvelles formes syndicales, qui développeront sûrement au départ une rhétorique radicale. Certains camarades considèrent l'émergence de ces formes comme une étape nécessaire de la constitution de la classe révolutionnaire. Ce sont les derniers avatars de la théorie de la classe ouvrière stratégique, et nous devons aussi en dire un mot.

Par le passé, nombre de révolutionnaires ont identifié le mouvement révolutionnaire à l'unité de la classe, ou au sujet de classe. Ils partaient du principe que c'étaient les secteurs stratégiques où se concentre la classe ouvrière qualifiée qui entraîneraient le reste du prolétariat dans la lutte. La stratégie mise en avant par ces courants⁷³, c'est la grève générale. Il est proposé alors d'organiser une cessation collective de travail dans les secteurs stratégiques, à l'échelle nationale. Dans certains cas, on peut aussi mettre en avant la cessation concertée du travail dans un secteur clé, comme par exemple la logistique, à une échelle continentale voire globale. Cette variante a cela de plus intéressant qu'elle permet la mise en relation, pour un tel projet, de travailleurs en lutte dans plusieurs endroits du globe. Mais, en concentrant les espoirs de toute une classe sur une minorité de travailleurs situés de façon stratégique, elle n'en est pas moins irréaliste d'un point de vue révolutionnaire.

En premier lieu, par son contenu : l'appel à la grève générale, à paralyser le pays, « croiser les bras », cantonne le mouvement à une position défensive, qui laisse l'initiative à l'État. Cette critique n'est pas neuve, c'est déjà ce que soulignait le révolutionnaire anarchiste E. Malatesta, il y a plus d'un siècle, dans ses polémiques avec ses camarades syndicalistes révolutionnaires. Et cette position ne serait pas vraiment un problème s'il s'agissait d'un point de départ collectif, tel qu'ont pu l'être les blocages généralisés dans les soulèvements des années précédentes, par exemple en novembre-décembre 2019 en France durant le mouvement gilets jaunes. Car, si on assistait effectivement à une grève généralisée, cela voudrait dire que les grévistes se constituent en piquets⁷⁴, sont joignables. Ce qui est aussi une ouverture des possibles, les grévistes disposant de lieux où organiser l'offensive.

73 Cette position entraîne souvent un reflet politique. La théorie du parti - état-major. Selon cette théorie, les armées à la disposition du mouvement, ce sont les masses telles qu'elles sont organisées par le capitalisme, et distribuées entre les secteurs. Certains sont donc des travailleurs productifs, d'autres improductifs. Certains travaillent dans des secteurs stratégiques, d'autres non. Et il s'agit alors de constituer non pas le mouvement ou la classe ensemble, mais un état-major séparé. Dans les cas où les partisans de cette position sont conséquents (car dans bien des cas ce ne sont que des partis-boutiques), il s'agit de prendre la tête militaire de ces détachements, et cela a d'ailleurs souvent pour conséquence de proposer la nationalisation, voire la militarisation des secteurs industriels. Il est assez logique que les partisans les plus conséquents de cette position soient issus du trotskisme. Car cela était déjà, lors de la Révolution russe, la proposition du fondateur de l'Armée rouge : créer des armées du travail par secteurs, militariser la production. Cette position représente la prise du pouvoir par une catégorie de la société qui s'érige en classe dirigeante : les représentants de la classe ouvrière productive, souvent intellectuels, parfois issus de la classe ouvrière. En cela, elle se confond aujourd'hui avec celle de l'aile la plus résolue des dirigeants syndicaux des secteurs stratégiques.

74 C'est d'ailleurs sur cette base-là que nous pensons encore possible un dépassement de la grève, une sortie du cadre. Le contenu de cette sortie repose sur l'extension de la lutte dans le temps et dans l'espace, qui a forcément pour effet d'en bouleverser le sens. La grève se politise au sens où elle passe dans l'espace public, en sortant du temps court, en débordant l'entreprise. Elle devient un événement social. Et il peut alors y avoir changement qualitatif. Mais ce changement se produira aussi par l'opposition que cet événement produit avec les forces qui visent au maintien de l'ordre social.

Mais nous pensons probable que cette hypothèse tienne plutôt du mirage social⁷⁵, celui d'une grève qui se généralise *préalablement à une situation insurrectionnelle*. Car tout indique que l'État ne nous laisse pas nous organiser, ne laisse pas les piquets se tenir ; et que la force du mouvement se déploie dans la rue, et en cela n'est plus une grève qui se généralise mais qui devient émeute, voire, en cas de diffusion massive de la pratique sur un temps court, des grèves insurrectionnelles. Mais nous ne pouvons ni ne voulons rejeter ces perspectives, et il s'agira d'y être attentifs dans la séquence qui s'ouvre.

Partant de là, nous devons distinguer l'une de l'autre :

- la généralisation de la cessation du travail, l'irruption de grèves sauvages émeutières ;
- la stratégie syndicale de la grève générale « carrée », à l'appel des directions des syndicats et visant à paralyser les secteurs clés de l'économie nationale. Dans ce cas, ce n'est pas le mouvement qui appelle à la grève, et il s'agit au préalable⁷⁶ qu'existent des syndicats assez forts pour le faire.

Du fait de sa méthode, la paralysie des secteurs clés de l'économie nationale par la grève des travailleurs de ces secteurs, ce type de grève n'est d'ailleurs pas vraiment général. Nous proposons plutôt le terme de *grève nationale* pour définir ces pratiques.

Car parler de grève générale engendre une confusion : le terme renvoie à un imaginaire social ancien, lié au vieux mouvement ouvrier, et en réalité mensonger. Ce qui est visé et paralysé, dans les grèves nationales, ce n'est pas l'économie générale, mais plutôt la *nation*, ses infrastructures et le cœur de ce qu'elle exporte. Ainsi, les secteurs touchés sont toujours l'énergie, le transport, singulièrement les ports, les secteurs industriels liés à l'État. Citons aussi, pour les pays exportateurs, les secteurs des matières premières à l'export (le cuivre du Chili, le pétrole de l'Algérie ou de l'Iran, par exemple).

Cela installe sur le devant de la scène les travailleurs spécifiques de ces secteurs, tout en déposant tous les autres, renvoyés à une position de spectateurs extérieurs à la grève, au mieux soutiens par délégation. D'ailleurs, le propos de ces grèves est bien de mettre en scène les secteurs stratégiques de l'économie nationale pour affirmer la place des travailleurs de ces secteurs, leur légitimité politique, représentée par les syndicats. Ensuite, ceux-ci seront à même de négocier, en mettant dans la balance la fin de la grève.

Voici pourquoi nous proposons plutôt de partir de la position de la classe dans son ensemble. Elle n'est pas concentrée. Et c'est sa force. Elle n'a pas de centralisation, et n'en veut pas. Car là où le capital peut concentrer systématiquement sa force de frappe sur tout ce qui constitue un point de fixation (et c'est sa stratégie depuis quarante ans), il est en difficulté lorsque la classe produit une offensive généralisée. Et nous tendons la main à tous les camarades engagés dans les luttes de ces

75 Littéralement, un mirage est une illusion d'optique, une image d'un espace situé bien plus loin que ce que nos yeux nous indiquent. Nous parlons de mirage social car cette vision d'une généralisation de la grève est aveugle à un obstacle qui sépare la grève de sa généralisation par l'extension : la police. En sortant de l'espace de l'entreprise, en dépassant le temps imparti implicitement à un conflit social, toute lutte se heurte à la police. Comme souvent, la doctrine la plus claire en matière de maintien de l'ordre social est celle du pouvoir chinois. Celui-ci sait bien que les conflits sociaux sont inévitables. Aussi, il intervient surtout en cas de débordement, et notamment lorsque la grève sort de l'entreprise. Il sait le potentiel révolutionnaire d'une généralisation de la grève. Une grève qui déborde est donc réprimée, devient émeute. La question qui est alors posée est celle-ci : peut-on imaginer que ce débordement soit l'étincelle qui mette le feu à tout l'édifice ? Nous n'avons pas de réponse toute faite, hormis que rejeter cela a priori serait une erreur.

76 C'est cette stratégie qui justifie par exemple l'entrisme de militants souvent trotskistes dans les directions syndicales, l'objectif affiché étant d'en noyauter la direction de façon à pouvoir appeler ensuite à la grève générale.

secteurs : sans vous, le capital ne tourne pas. Sans nous, c'est-à-dire sans l'ensemble de la classe, la victoire est impossible, et les perspectives pour les luttes sont toujours bloquées entre un corporatisme dont les bénéfices se réduisent année après année et le chantage à la délocalisation, à la réorganisation capitaliste pour faire face à la grève (fermeture/délocalisation de centres Amazon, de raffineries, déplacement d'un hub logistique... les capitalistes ont su s'adapter aux luttes de la classe...), voire, si vraiment le secteur est trop stratégique à un moment T, la répression sanglante de la grève. L'offensive d'ensemble est notre seule perspective de victoire.

Conclusion : faire mouvement ?

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. »
Marx/Engels, *Manifeste du parti communiste*

Faire mouvement. Conjurer la dépossession par les partis-boutiques, le syndicalisme médiateur, l'ensemble des représentants négociateurs de la misère et qui participent ainsi à la reconduire.

L'enjeu est historique. Ni plus ni moins que répondre à une question au centre des préoccupations mondiales : « *Comment agir sur notre devenir ?* »

Notre manière de procéder est tributaire de la dialectique hégélienne, dans les pas de Marx et d'Engels. Enfin, du moins de ce que nous pensons en comprendre. Mais continuez à lire ! Nous ne parlerons pas philosophie trop longtemps. Nous voulons dire par là que notre but est de trouver, connaître, le sujet à même d'agir, tel qu'il se meut dans le combat.

Pour le dire encore autrement, nous pensons qu'il est impossible de séparer la question « *Comment agir ?* » de « *Qui agit ?* ». Car c'est dans la lutte, l'action, que se trouve la réponse à ces deux questions. On définit et découvre qui on est par ce qu'on fait et avec qui. Par ce à quoi on s'oppose. Et enfin, si nous triomphons ou non dans le combat. Le sujet, le « *nous* » qui se compose dans la lutte, se nomme lui-même le mouvement. La question à laquelle le mouvement est confronté est alors : « *Sommes-nous un mouvement réel ou le simple véhicule d'une réforme de l'État ?* »

Nous avons critiqué les déclinaisons diverses visant à réduire le mouvement à un véhicule de la prise du pouvoir d'État. Nous avons critiqué les partis plates-formes, les boutiques politiques. Nous avons montré comment la crise de la démocratie débouche tendanciellement⁷⁷ sur la domination nue de la bourgeoisie, comment les propositions de rénovation démocratique par le digital ne sont que les dernières tentatives de produire un bloc du consentement fondé sur le mensonge individualisé. Car, pour vaincre, notre mouvement se doit de quitter les rivages illusoire de la démocratie, sur laquelle se fonde le pouvoir de l'État, dont elle est la religion moderne.

La démocratie est un ensemble de signes qui matérialisent notre soumission à l'État. La main ouverte qui mendie, les deux mains levées qui se rendent. C'est l'illusion de communauté d'un monde bâti sur la division, l'illusion de vérité fondée sur l'addition des mensonges, l'ecstasy du peuple.

Certes, direz-vous, mais qu'en est-il de prendre l'État, non pour s'y soumettre, mais pour le plier à nos exigences ? C'est une question à laquelle nous ne pouvons nous dérober. Reformulons-la : peut-on mettre l'État à notre service ? Voilà qui est plus clair, car cela permet de définir la position dans laquelle nous le voulons, celle d'un serviteur dont nous serions les maîtres.

⁷⁷ Tant qu'il sera possible de susciter l'adhésion, même de manière factice ou provisoire, tant qu'il sera possible de maintenir des formes démocratiques bourgeoises, la domination de la classe dirigeante tentera de se vêtir de ces formes. Mais ces cache-misère se réduisent comme la taille des maillots de bain sur une plage brésilienne.

Mais qu'est-ce qu'un maître dépendant en tout point de son serviteur pour agir ? Qui agit sur le monde, dans ce cas ? L'Etat, encore⁷⁸. Ce que nous proposons ici est de briser le cercle vicieux de notre servitude qu'on nous présente comme une maîtrise. D'agir pour nous-mêmes. Il est évident que la réponse que nous venons de donner ne satisfera pas. C'est qu'elle n'est pas complète. La réponse intégrale consiste à examiner comment agir non par l'État, mais par nous-mêmes.

Nous avons abordé cette question dans le chapitre précédent. Le champ ouvert est immense, et difficile à arpenter, tant il est spéculatif. Nous ne pouvons en donner qu'une cartographie partielle. Ce qui est clair, c'est que le mouvement progresse en qualité et en quantité par son extension dans le temps et dans l'espace. Quand il s'ancre dans le quotidien – ce qui veut dire aussi qu'il tend à opposer une autre quotidienneté à la vie quotidienne du capitalisme.

Ce à quoi le mouvement œuvre cesse de se tenir dans le champ de la représentation. Nous ne sommes plus là pour produire des images, et négocier. Nous proposons d'agir pour nous-mêmes. De prendre des logements si des personnes ont besoin de se loger. De démanteler les usines pour récupérer les machines dont nous aurons besoin, d'organiser la production et la distribution de nourriture. Non comme un simple ensemble de tâches, mais en lien avec notre lutte, comme des moments de cette lutte.

Pour donner des exemples, prendre des logements et des bâtiments permet de nous organiser ensemble et dans de bonnes conditions, là où nous trouvons cela nécessaire stratégiquement. Aller chercher des machines, exproprier et démanteler les entreprises, mettre en commun de diverses manières les biens de l'entreprise A et B afin de produire ce dont nous avons besoin (armes, objets divers), c'est aussi mettre la production au service du mouvement. Et cela signifie aussi sortir du rapport au travail, puisque nous ne parlons pas de relancer les usines, de remettre en route les pointeuses, d'autogérer quoi que ce soit : nous parlons de mise en commun, d'organisation révolutionnaire de la gratuité. Nous parlons d'ouvrir les hôpitaux mais aussi de transformer d'autres bâtiments en hôpitaux ; d'y soigner les gens mais aussi d'y dispenser largement des connaissances en soins afin de partager ces savoirs. Nous parlons d'organiser des équipes de volontaires pour aller vivre un temps à la campagne et participer aux travaux des champs ; nous parlons d'en finir avec l'enfermement scolaire, la réussite et l'échec, d'ouvrir le monde aux enfants, à leurs questions et leurs expériences, d'organiser la garde collective des petits, de fournir et prendre pour cela des bâtiments adaptés, des cuisines collectives pour tous, enfin ceux qui le souhaitent. En somme, nous parlons de nous atteler à régler nous-mêmes les problèmes et le désastre de ce monde, et nous ne pourrions bien sûr en faire ici la longue énumération. Elle n'a jamais réussi à se réduire à une liste de revendications, nous ne ferons pas la même erreur, et nous le savons, chaque pas en entraîne un autre. Mais ce que nous voulons exposer, c'est que le mouvement, en sortant de la revendication, de la demande, entre dans la résolution directe de la question sociale, et plus largement encore.

78 Et il le fera toujours selon les modalités qui lui sont propres, c'est-à-dire par la définition et la défense d'un ordre ; la production de normes ; la constitution du cadre légal dans lequel il est loisible d'agir, ou du moins d'exister, celui qui permet ainsi la représentation, c'est-à-dire celui que l'État accepte d'intégrer à lui-même. Pour le dire de façon moins abstraite, prenons l'exemple de l'écologie. L'écologie est l'exemple du mouvement social qui se noie en un programme politique. Ainsi, les premières associations qui militaient en Bretagne pour la défense des cours d'eau, en refusant leur stérilisation, la mort des animaux et des plantes qui les peuplaient, ont réussi à obtenir de l'État qu'il les considère comme des représentants légitimes, des interlocuteurs. Mais l'État a besoin d'un cadre pour agir. C'est cela que nous appelons des normes. Ainsi, parmi l'ensemble des polluants, le cadre défini fut le taux de nitrates dans l'eau. Et l'État de légiférer là-dessus. Aujourd'hui, les industriels qui rejettent leurs polluants dans les cours d'eau de Bretagne bénéficient d'un label et ont réduit le taux de nitrate en dessous de la norme légale. Pour autant, ces cours d'eau sont vides de vie.

Et cela, il n'est pas question donc d'en dresser un programme par avance. Nous le verrons ensemble, et serons attentifs aux initiatives des autres, ailleurs, de ce qui semble bien. Et ainsi de suite. Nous parlons de la transformation radicale du monde, pour et par le mouvement.

Nommez cela mouvement, si vous préférez. Ou communisme. Ou autrement encore – par exemple, pour reprendre les termes du jeune Marx : constitution de la classe du renversement. C'est-à-dire, en peu de mots, que nous nous groupons et nous organisons pour agir. Et qu'il est clair que le cœur de ce groupement est à chercher du côté des ouvriers et employés, des prolétaires qui n'ont rien à défendre, rien à perdre à la fin de ce système pourri.

Mais cela ne signifie pas du tout que nous sommes limités, dans la communauté de destin qui en découle, à une question sociologique. La classe mouvement dont nous parlons, c'est celle qui est en lutte et qui prend en charge le changement pour que tout le monde vive bien, pas seulement ses membres. En cela, c'est la seule communauté qui s'assigne la mission de n'exclure personne. De dépasser toute frontière. Cela, des révolutionnaires du passé l'ont appelé communisme. D'autres, anarchie, communauté humaine, libre association. Nous l'appelons victoire, et n'irons pas beaucoup plus loin pour la décrire, tant il est périlleux de faire bouillir les marmites du futur.

C'est au présent que nous parlons de victoire de la révolution. Les révolutionnaires du passé ont souvent cru qu'il était possible de constituer, préalablement à la révolution, des organisations suffisantes pour la mener à bien. Ne restait alors qu'à attendre sa venue, et en attendant à construire la boutique. Oui, la boutique, car nous pensons que ce type de position amène toujours à faire passer la construction du parti, du syndicat, de la communauté, de la secte, peu importe le nom qu'on lui donne, avant le mouvement. Or ces boutiques existent et croissent toujours au détriment du mouvement. Elles proposent toujours de détourner l'énergie de la lutte pour leur construction propre. Mais aussi, et cela est presque pire, elles prospèrent dans le buzz, le mensonge, la confusion. Elles fabriquent des images, de jolies actions pour engranger « like » et partages sur les réseaux sociaux, alors même que ces actions sont fausses, ne sont que des décors vides, des flashmobs. Elles mentent toujours, sur les bilans, l'effectivité de la lutte, cherchant sans cesse, dans la fuite en avant activiste, à stimuler l'intérêt pour leurs boutiques, au détriment de l'intelligence collective.

Est-ce à dire qu'il est impossible de se grouper par avance ? Oui et non. Il est impossible d'accumuler *suffisamment* de force par avance. Il est difficile de se grouper. Difficile, car la pression de la société est dure et les groupes sont en crise permanente. Cette crise amène les groupes à mettre en œuvre des stratégies de survie, qui sont basées sur le recrutement et la rationalisation du travail d'un côté, la division des tâches et l'exclusion des improductifs de l'autre, en un mot sur l'organisation d'entreprise, et c'est logique car le capital tend à transformer l'ensemble du monde à son image.

Pourtant, contre l'atomisation, pour nous défendre, pour la solidarité, pour l'entraide, et, bien que cela soit insuffisant, pour tenter de favoriser la victoire, il est possible et souhaitable de se grouper.

Et pas seulement dans des groupements locaux. Nous avons besoin de penser la coopération, la diffusion large, d'un ensemble de pratiques et de réflexion collectives à une échelle globale.

Voilà pourquoi, au-delà de la forme particulière de telle ou telle structure, nous avons besoin de faire vivre un courant transnational. Ce courant est déjà en construction. Il n'est pas réductible à des groupes, même s'il est souhaitable qu'il en existe partout. Il est plutôt constitué d'un ensemble de pratiques, sous-tendues par des positions, qui favorisent l'intelligence collective, la constitution du mouvement. Il n'est pas le fait des seuls révolutionnaires (au sens des personnes et des groupes qui

s'en proclament et tentent d'œuvrer à la révolution), mais de tous ceux qui sont partie prenante de la lutte.

Il est impossible de détacher la formation de ces groupes des pratiques de notre autodéfense quotidienne. Un peu partout dans le monde, des tentatives ont lieu pour créer des réseaux de solidarité de classe, faire vivre au quotidien la lutte contre notre atomisation et notre écrasement.

Citons aujourd'hui les initiatives globales sur la grève des loyers, des factures. Citons les mouvements spontanés de cessation du travail autour du Covid-19... Mais ce texte, écrit au début de la crise, ne peut évidemment aller très loin dans cette énumération. En revanche, il est clair qu'il est nécessaire de distinguer ces pratiques et initiatives du syndicalisme. Non pas par idéologie, ni pour jouer sur les mots : si des camarades souhaitent à tout prix conserver l'appellation, qu'ils le fassent. Mais nous devons être attentifs à la façon dont le syndicalisme met les prolétaires en situation de faiblesse. Déjà, nous l'écrivions plus haut, parce qu'il a tendance à exister comme boutique, donc pour objectif premier de continuer à exister. Mais surtout parce qu'il place sa force non dans la lutte de classe collective, mais dans un rapport au patronat fondé sur la légitimité de la force de travail comme marchandise rentable⁷⁹. Aussi, le syndicalisme va avoir tendance à restreindre, rediriger la lutte, pour l'entraîner dans une logique de négociation ; et, bien sûr, il va surtout concerner les travailleurs qui ont la capacité de négocier, c'est-à-dire les plus qualifiés d'entre eux. Enfin, par les mécanismes d'intégration dans le cadre légal dont il fait l'objet, il est amené à privilégier – au moins officiellement – l'usage de pratiques légales de lutte. Cela restreint le champ d'action des travailleurs, en particulier les possibilités de diffuser les pratiques de lutte et de soutenir les camarades face à la justice.

Aussi, il y a un enjeu à développer des réseaux de solidarité et de diffusion de nos pratiques de lutte qui dépassent le cadre légal, qui tentent au maximum de se doter des moyens nécessaires à l'autodéfense et à la solidarité de classe. Cela inclut, sans prétention d'exhaustivité, la cessation du travail, le blocage, le sabotage face aux patrons comme à l'État. Cela n'est pas possible sans organiser la solidarité face à la justice, sans constituer des collectifs pour soutenir les prisonniers. Toutes nos pratiques de lutte – donc bien plus encore que les quelques-unes citées ici – sont le terreau du mouvement.

Faire vivre un courant révolutionnaire mondial qui œuvre à la constitution et au renforcement du mouvement mondial. Le mouvement, voilà notre parti ; il est l'inverse de la boutique. Il n'est pas réductible à une forme. Il ne reconnaît ni cartes ni direction. Il refuse la démocratie.

Il est le groupement en vue de renverser la société que nous, prolétaires, constituons chaque fois que notre lutte s'étend dans le temps et dans l'espace, et vient se heurter au maintien de l'ordre social.

Ce courant, nous proposons de le faire vivre de manière effective, de nous relier, de créer des espaces pour débattre, pour échanger sur les perspectives du mouvement. Rencontrons-nous, entraïdons-nous, faisons exister ces perspectives partout où un espace existe pour cela.

Nous sommes nombreux, disséminés sur ce globe, et chaque soulèvement, même avorté, est et sera susceptible de nous renforcer. Alors, demandons-nous toujours comment nos initiatives sont généralisables, et comment les propositions que nous émettons sont susceptibles d'apporter au

79 C'est-à-dire de plus-value, et même plus précisément de *suffisamment de plus-value* pour valoriser un capital en perpétuelle expansion. L'enjeu de la négociation évolue de ce fait vers ce que l'on va considérer comme étant suffisant. Ainsi, les syndicalistes vont se plaindre de l'appétit des actionnaires qui veulent trop de bénéfices, alors que l'entreprise en ferait déjà suffisamment, etc.

mouvement, au-delà de nous. Dans la période actuelle, les exploités se retrouvent face à des situations toujours plus similaires, de façon toujours plus simultanée. Il est vital de participer, autant que nous le pouvons, au développement de l'intelligence collective de notre classe sur sa situation et ses luttes.

Nous n'attendons pas qu'il émerge de tout cela une organisation unique et centralisée, préalable à la révolution. Et c'est heureux : une telle structure, en plus de toutes les critiques déjà émises, serait horriblement difficile à défendre face à la répression.

Soyons vigilants, critiquons toujours les boutiques, toutes ces entreprises politiques visant à capter la force du mouvement pour en faire du capital et de l'État. Ne cédon pas à la faiblesse de l'image, du mensonge, du spectacle. Au contraire, critiquons-la partout où elle se trouve. Nous sommes conscients, à la fin de ce texte, de n'avoir donné aucune réponse satisfaisante à la question de l'organisation. Nous ne sommes pas sûrs qu'une telle réponse existe.

La catastrophe capitaliste s'aggrave, la période est dure. Cette pandémie, la crise, les catastrophes actuelles, ce sont des millions de morts, de vies détruites. Le pire est probable.

Appuyons la défiance envers les États, envers les gestionnaires. Critiquons les vendeurs d'espoir. Préparons-nous avec intelligence, c'est-à-dire en assumant que notre préparation sera insuffisante et que cela doit nous rassurer, et non nous inquiéter : nous sommes du côté de l'imprévu et il fait peur aux gestionnaires.

Avant la fin

*Un jour pourtant un jour viendra couleur d'orange
Un jour de palme un jour de feuillages au front
Un jour d'épaule nue où les gens s'aimeront
Un jour comme un oiseau sur la plus haute branche*

Aragon

Cet ordre social odieux nous pousse à nous atteler davantage à la question « comment agir » qu'à celle du « pourquoi » ?

Mais délier ces questions est dangereux.

Cette société faite de cruauté et de déni étend chaque jour un peu plus son ombre sur nous. Le cynisme règne, on dévalorise la gentillesse, on rit de la sollicitude. Et si le comique est aujourd'hui l'un des derniers avatars du politique, c'est peut-être parce que rire au détriment de quelqu'un est souvent le dernier pas avant les coups, dans ce monde carcéral où, primates que nous sommes, nous résistons mal à la logique de la production de boucs émissaires.

La bourgeoisie projette une haine de classe immense, qui éclabousse tout le monde, puisqu'il est vrai que les idées dominantes sont les siennes. C'est un vieillard riche et sénile, cette classe dominante. Elle ne rêve que de prolonger encore son règne, à tout prix. Elle déteste tout ce qui s'oppose à elle.

Ne la suivons pas dans cette voie, c'est celle de l'autodestruction. La haine, en politique comme ailleurs, est toujours un amoindrissement de l'être.

Nous serons amenés à faire usage de la force, c'est un fait. Mais essayons toujours d'être mesurés. Ne cédon pas au ressentiment. Il en va du monde que nous construisons, il en va de ce que nous sommes.

C'est une force. Accueillons tous les déserteurs de l'armée ennemie, qui ne nous promet pour sa part que des mensonges et des coups.

« *Qui veut vaincre un monde de dureté ne doit perdre aucune occasion d'être gentil* », écrivait Walter Benjamin peu de temps avant sa mort.

Camarades, haut les cœurs. Les temps sont durs, mais il est tôt dans le cycle. Et la révolution arrive.